

الجامعة التونسية لشركات التأمين

Fédération Tunisienne des Sociétés d'Assurances

Le Marché Tunisien des Assurances en 2 0 1 2

Tunisian Insurance Market in 2 0 1 2

Décembre 2013



**L'ASSURANCE
TUNISIENNE
en 2012**

SOMMAIRE

Introduction

I- L'environnement économique	6
II- Le marché tunisien des assurances	6
III- Les données clés du secteur	8
IV- Le cadre institutionnel	9

Première Partie

I- LES ASSURANCES DIRECTES	26
A. Les primes	26
B. Les sinistres réglés	26
C. Les frais de gestion	26
D. Les résultats techniques	27
II- LA RÉASSURANCE	28
A. Les opérations de réassurance effectuées par les entreprises d'assurances	28
1. Les acceptations	28
2. Les cessions	30
3. Les rétrocessions	31
B. Les opérations de réassurance effectuées par TUNIS-RE	34
III- L'ACTIVITÉ GLOBALE (Assurances directes et acceptations)	36
A. Les primes	36
B. Les sinistres réglés et les provisions techniques	39
C. Les frais de gestion	41
D. Les résultats techniques	42
IV- LES FONDS PROPRES, LES PLACEMENTS ET LES REVENUS FINANCIERS	
A. Les fonds propres	
B. Les placements et les revenus financiers	
C. Les résultats aux bilans	

Deuxième Partie

A. Assurances Non Vie & Assurances Vie	48
B. Etude par branche	51
I- L' Assurance automobile	51
II- L' Assurance groupe maladie	56
III- L' Assurance transport	61
IV- L' Assurance incendie	65
V- L' Assurance des risques techniques et divers	71
VI- L' Assurance crédit	76
VII. L' Assurance agricole	80
VIII- L' Assurance vie	84
V- ANNEXES	89
1. Les primes émises par branche et par entreprise	90
2. Les sinistres réglés par branche et par entreprise	91
3. Le compte d'exploitation par branche (vie , non vie).....	92
4. Le compte d'exploitation par branche (Affaires directes, Acceptations)	93
5. Tunisian insurance market in 2012	95
6. La liste des entreprises d'assurances	111

- 
- Ce rapport a été établi à partir des états statistiques des exercices –2010 2011 et 2012 transmis par les entreprises tunisiennes d'assurances et de réassurances régies par le code des assurances. Les opérations des caisses d'assurances sociales (CNRPS, CNSS et CNAM) et des sociétés mutuelles de prévoyance régies par le décret du 18 février 1954 sont exclues.

Introduction

- I- L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
- II- LE MARCHÉ TUNISIEN DES ASSURANCES
- III- LES DONNÉES CLÉS DU SECTEUR
- IV- LE CADRE INSTITUTIONNEL

INTRODUCTION

I. L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

Au cours de l'année 2012 selon le rapport annuel de la Banque Centrale de Tunisie, l'économie tunisienne a réussi à sortir progressivement de la récession enregistrée en 2011 et à retrouver une croissance positive de 3,6%, niveau qui reste, toutefois, en deçà de la tendance observée durant la décennie écoulée, soit une moyenne annuelle de près de 5% par an.

La croissance économique a été stimulée, du côté de l'offre, particulièrement par le rebond observé essentiellement dans les secteurs les plus touchés en 2011, à savoir le tourisme, le transport et les industries chimiques, et par une meilleure saison agricole. Du côté de la demande, la croissance a été tirée par une demande intérieure soutenue par la poursuite des politiques budgétaire et monétaire expansionnistes. L'accroissement des traitements et des salaires et des dépenses de compensation, s'est traduit par une progression de la consommation aussi bien publique que privée. De même, l'investissement a connu une reprise surtout pour le secteur privé avec une hausse importante des investissements directs étrangers (IDE).

En conséquence et en comparaison avec l'année 2011, le marché de l'emploi a enregistré, selon les statistiques de l'Institut National de la Statistique (INS), une amélioration de ses principaux indicateurs avec la création d'environ 85 mille postes d'emploi, une progression du taux de couverture de la demande additionnelle d'emploi et une baisse relative du taux de chômage. Toutefois, ce dernier est resté à un niveau élevé et en particulier pour les diplômés de l'enseignement supérieur. Par ailleurs, la reprise progressive de l'activité économique s'est accompagnée par une accentuation des pressions sur les équilibres macroéconomiques avec notamment l'élargissement du déficit des paiements courants avec l'extérieur et celui des finances publiques outre l'aggravation de l'inflation. En effet, le déficit commercial s'est accentué en raison, surtout, de l'accélération des importations des produits énergétiques, des biens de consommation et des biens d'équipement outre la décélération des exportations qui ont été affectées par le repli de la demande extérieure provenant des pays partenaires européens.

Ce déficit n'a été compensé que partiellement par la reprise des recettes touristiques, qui n'ont pas encore retrouvé leur niveau de 2010, et du revenu de travail. Cette situation a entraîné une aggravation du déficit courant (8,1% du PIB contre 7,3% en 2011) qui a été financé par une relance des flux des IDE surtout dans le secteur de l'énergie et par la mobilisation accrue des crédits extérieurs à moyen et long terme. En conséquence, les avoirs nets en devises se sont consolidés atteignant 12.576 MDT, soit l'équivalent de 119 jours d'importation au terme de l'année 2012 contre 113 jours à fin 2011.

II. LE MARCHE TUNISIEN DES ASSURANCES

En 2012, le marché tunisien des assurances a enregistré les résultats suivants :

- Les primes émises du secteur des assurances se sont élevées à 1 285,469 MD en 2012 contre 1 177 905 MD en 2011, soit une augmentation de 9,13 %.
- Les sinistres réglés ont enregistré une augmentation de 1,97 % passant de 712,042 MD en 2011 à 726,064 MD en 2012.
- Les frais de gestion ont totalisé un montant de 265,386 MD en 2012 contre 225,575 MD en 2011, soit une augmentation de 17,65 %.
- Les provisions techniques ont enregistré une augmentation de 8,92 % en 2012 passant de 2 638,443 MD en 2011 à 2 873,777 MD en 2012.
- Les montants des placements inscrits aux actifs des bilans se sont élevés à 3 067,292 MD en 2012 contre 2 771,662 MD en 2011, soit un taux de croissance de 10,67 %.
- Le résultat technique de l'exercice s'est amélioré en 2012, il dégage un excédent de 55,106 MD contre un excédent de 47,402 MD en 2011.
- Les bilans consolidés ont dégagé en 2012 un bénéfice de 18,079 MD contre un bénéfice de 44,899 MD en 2011, soit une baisse de 59,73 %

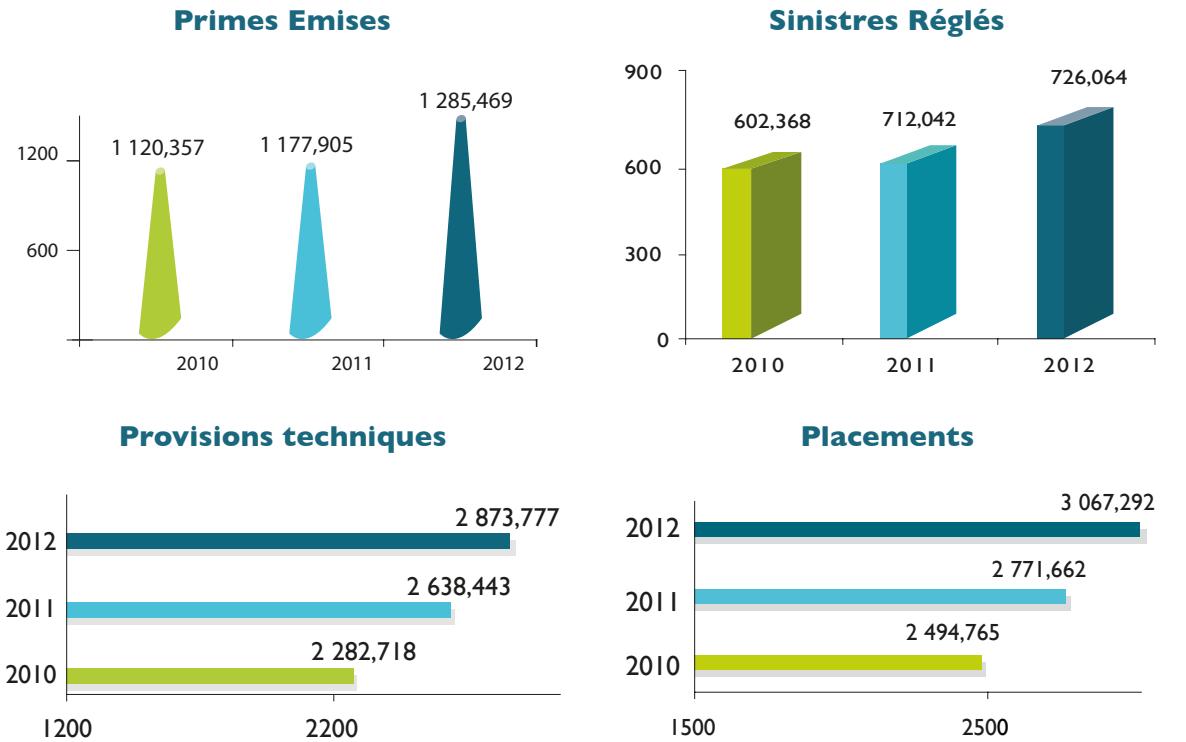
L'année 2012 a été aussi marquée par la réalisation essentiellement au sein de la FTUSA des travaux et des actions suivantes:

- Examen des problématiques relatives à la couverture des deux roues (49cm3) et la refonte des tarifs appliqués.
- Invitation du ministère des transports pour accélérer la mise en place de la procédure d'immatriculation et de passage d'un examen théorique en collaboration avec le ministère de l'intérieur et l'instauration des compagnies de contrôle auprès des utilisateurs des motos.
- Révision de l'accord concernant les voitures de location, louages, taxi et transport rural.
- L'application du système « Bonus Malus » de la responsabilité civile du fait de l'usage des véhicules terrestres à moteur des voitures de location.
- L'application de l'avenant N°2 interdisant l'octroi des réductions des tarifs des garanties facultatives de l'assurance automobile.
- Participation aux travaux d'élaboration et de révision de certaines dispositions du code de la route et textes relatifs à la formation dans le cadre de la conduite et les examens des permis de conduire.
- Refonte et révision des dispositions de l'accord relatif au calcul des tarifs des contrats d'assurance temporaire décès liés aux crédits.
- Examen des problèmes résultant de la soumission des primes d'assurances vie à la base de calcul des cotisations de la sécurité sociale.
- Etude des entraves auxquelles font faces les entreprises d'assurance et résultant du manque de coordination entre la CNAM et le secteur des assurances.
- Refonte et actualisation de l'accord inter compagnie relative à l'assurance groupe maladie.
- Elaboration de l'accord inter compagnie relative à l'assurance incendie.
- Elaboration des annexes concernant la couverture des dégâts matériels directes suite à un incendie et/ou explosion.
- Elaboration d'un cahier des charges relative au plan comptable des opérations de l'assurance Takaful et Retakaful.
- Mise en place des listes des experts inscrits au registre tenu par la FTUSA selon leurs spécialités.
- La refonte du traité de nomination des agents d'assurance, dans le cadre d'une commission commune entre les représentants des sociétés d'assurances et le SNAGAT.
- La participation aux travaux relatifs au fonds de garanties des assurés ;
- La participation aux travaux relatifs au fonds de garanties de la prévention routière ;
- Préparation des formalités nécessaires pour la tenue de la 12 éme rencontre de Carthage d'assurance et de réassurance du 14 au 16 août 2013.

III. LES DONNÉES CLES DU SECTEUR

- Assurances directes (A.D) acceptations et cessions
- Les opérations de Tunis Ré sont exclues.

En MD



	2011	2012	Ev. I2/I1 en %
Primes Emises (Affaires Directes)	1 165 714 754	1 272 048 982	9,12
Acceptations	12 190 334	13 419 792	10,09
Primes Emises. (Affaires Directes + Acceptations)	1 177 905 088	1 285 468 774	9,13
Sinistres Réglés (Affaires Directes)	703 940 107	716 130 689	1,73
Sinistres Réglés (Acceptations)	8 101 770	9 933 421	22,61
Sinistres Réglés (Affaires Directes + Acceptations)	712 041 877	726 064 110	1,97
Frais de Gestion (Affaires Directes)	223 252 664	261 994 522	17,35
Frais de Gestion (Acceptations)	2 322 661	3 391 886	46,03
Frais de Gestion (Affaires Directes + Acceptations)	225 575 325	265 386 408	17,65
Provisions Techniques	2 638 443 225	2 873 777 126	8,92
Cessions et Rétrocessions	223 734 797	251 225 372	12,29
Placement	2 771 662 118	3 067 291 753	10,67
Solde Financier	76 866 518	93 694 810	21,89
Solde de réassurance (résultats des cessions)	93 776 395	-99 938 442	-206,57
Résultats Techniques nets	47 402 188	55 106 345	16,25
Résultats aux Bilans	44 899 321	18 079 402	-59,73

IV. CADRE INSTITUTIONNEL

1. **Code des Assurances promulgué par la Loi n° 92-24 du 9 mars 1992 tel que complété et modifié par :**

- La Loi n° 94-10 du 31 janvier 1994
- La Loi n° 97-24 du 28 avril 1997
- La Loi n° 2001-91 du 7 août 2001
- La Loi n° 2002-37 du 1er avril 2002
- La Loi n° 2003- 80 du 29 décembre 2003, portant loi de finances pour l'année 2004.
- La Loi n° 2005-86 du 15 août 2005.
- La Loi n° 2005-106 du 19 décembre 2005, portant loi de finances pour l'année 2006.
- La Loi n° 2008-8 du 13 février 2008.

2. **Le contrat d'assurance**

A - **Le contrat d'assurance en général (Titre I du code des assurances, articles I à 47)**

- Les paragraphes 2 et 3 de l'article 34 et le paragraphe 2 de l'article 44 ont été ajoutés par la loi n°2002-37 du 01 avril 2002 (le paragraphe 2 de l'article 44 a été modifié par la loi n°2008-8 du 13 février 2008).
- Les articles 46 et 47 ont été modifiés par la loi n° 2001-91 du 7 août 2001, portant simplification des procédures spécifiques aux autorisations administratives délivrées par les services du ministère des finances dans les diverses activités qui en relèvent et la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Arrêté du ministre des finances du 2 janvier 1993, fixant les modalités d'application de l'article 6 du code des assurances.
- Arrêté du ministre des finances du 22 novembre 2001 fixant le modèle type des conditions générales des contrats d'assurances.

B - **Le contrat d'assurance maritime**

- Articles 297 à 365 du code de commerce maritime promulgué par la loi n° 62-13 du 24 avril 1962.
- Décret n° 90-216 du 20 janvier 1990 portant augmentation de la somme limite de la responsabilité du transporteur maritime pour les pertes, avaries ou dommages subis par colis ou par unité habituelle de fret de marchandises (application de l'article 147 du code de commerce maritime).
- Loi n° 2004-3 du 20 janvier 2004, modifiant et complétant le code de commerce maritime.
- Article 16 du décret n° 2004-329 du 9 février 2004, relatif aux modalités d'application des dispositions de l'article 55 du code des ports maritimes de commerce et notamment les conditions d'occupation temporaire du domaine public des ports maritimes de commerce : L'obligation de la responsabilité civile du bénéficiaire de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public des ports maritimes de commerce.

3. **Les assurances obligatoires**

A - **L'assurance automobile**

- Loi n° 2005-86 du 15 août 2005, portant insertion d'un cinquième titre au code des assurances relatif à l'assurance de la responsabilité civile du fait de l'usage des véhicules terrestres à moteur et au régime

d'indemnisation des préjudices résultant des atteintes aux personnes dans les accidents de la circulation (les articles 110 à 176 du code des assurances).

- L'article 113 bis a été ajouté au code des assurances par l'article 6 de la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Le paragraphe 2 de l'article 113 du code des assurances a été ajouté par la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- L'article 19 de la loi n°2005-106 du 19 décembre 2005, portant loi de finances pour l'année 2006 relatif à la création du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 6 janvier 2006, portant inscription sur la liste des médecins légistes et des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre des finances du 17 janvier 2006, fixant les règles de fonctionnement du bureau central de tarification.
- Arrêté du ministre des finances du 17 janvier 2006, portant approbation du modèle-type des renseignements demandés en vue d'établir l'offre de transaction amiable.
- Arrêté du ministre des finances du 17 janvier 2006, portant approbation des statuts de l'association professionnelle chargée de l'application des conventions conclues avec les pays étrangers adhérents aux régimes de cartes internationales d'assurance.
- Décret n°2006-873 du 27 mars 2006, relatif aux conditions d'application des dispositions du premier chapitre du titre 5 du code des assurances pour les utilisateurs des véhicules terrestres à moteur non immatriculés dans d'une des séries d'immatriculation en usage en Tunisie ainsi que les modalités d'établissement et de validité des documents justificatifs de l'existence du contrat d'assurance.
- Arrêté du ministre des finances du 12 avril 2006, fixant la forme de l'attestation d'assurance et son contenu.
- Décret n°2006-1224 du 2 mai 2006, fixant les renseignements et les exemples obligatoires à inclure dans le procès-verbal d'enquête.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 1^{er} juin 2006, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre des finances, du ministre de la santé publique et du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 8 juin 2006, fixant les tarifs cadres des frais de soin des victimes des accidents de la circulation.
- Décret n°2006-2069 du 24 juillet 2006, fixant les taux des contributions au financement du Fonds de Garantie des Victimes des Accidents de la Circulation et leur mode de calcul.
- Arrêté du ministre des finances du 04 août 2006, portant désignation des membres permanents et membres suppléants du bureau central de tarification.
- Décret n°2006-2336 du 28 août 2006, relatif aux modalités d'intervention du Fonds de Prévention des Accidents de la Circulation, son mode de fonctionnement, l'assiette et les taux des contributions qui lui sont réservées, tel que modifié par le décret n°2007-275 du 12 février 2007.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 2 septembre 2006, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de l'intérieur du 28 novembre 2006, portant désignation du président et membres de la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre des finances du 25 décembre 2006, portant approbation de la convention d'indemnisation pour le compte d'autrui.

- Arrêté du ministre des finances et du ministre de la santé publique du 11 juin 2007, portant approbation du barème des incapacités permanentes.
- Décret n°2007-1487 du 25 juin 2007, portant approbation de la convention qui fixe les droits et obligations des assureurs et de la caisse nationale d'assurance maladie en ce qui concerne le remboursement des montants versés ou exigibles au profit de la victime et résultant des accidents de la circulation revêtant le caractère d'accidents de travail.
- Décret n°2007-1871 du 17 juillet 2007, fixant le tableau de conversion des rentes et le mode de calcul du capital objet de la conversion.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 25 août 2008, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 3 février 2009, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de l'intérieur et du développement local du 14 mai 2009, portant désignation d'un membre représentant de l'organisation de la défense du consommateur à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 30 juin 2009, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre des finances du 21 juillet 2009, portant nomination d'un membre permanent au bureau central de tarification représentant les entreprises d'assurances ayant la forme de société anonymes qui pratiquent la branche assurance automobile.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 02 juin 2010, relatif à l'inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel et des médecins légistes.
- Arrêté du ministre des finances du 30 août 2010, portant nomination d'un membre permanent au bureau central de tarification représentant la FTUSA.
- Arrêté du ministre de l'intérieur et du développement local du 8 septembre 2010, portant nomination d'un membre représentant la FTUSA à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre de l'intérieur et du développement local du 15 novembre 2010, portant nomination d'un membre représentant le ministère de l'intérieur et du développement local à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 6 juin 2011, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de l'intérieur du 16 février 2012, portant nomination de deux membres de la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation représentant le ministre des finances et le ministre de la santé publique.
- Arrêté du ministre des finances du 13 avril 2012, portant nomination d'un membre permanent représentant l'organisation de défense du consommateur au bureau central de tarification.
- Arrêté du ministre de l'intérieur du 11 mai 2012, portant nomination du président et membre de la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 4 janvier 2013, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.

- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 3 juin 2013, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.

B - L'assurance des accidents du travail et des maladies professionnelles

- Loi n° 94-28 du 21 février 1994, portant régime de réparation des préjudices résultant des accidents du travail et des maladies professionnelles.
- Textes d'applications : plusieurs décrets et arrêtés ont été publiés en application de la loi susvisée.

C- L'assurance maladie

- Loi n° 2004- 71 du 2 août 2004, portant institution d'un régime d'assurance maladie.
- Décret n° 2005-321 du 16 février 2005, portant organisation administrative et financière et les modalités de fonctionnement de la caisse nationale d'assurance maladie.
- Décret n°2005-2192 du 9 août 2005, portant organisation du conseil national d'assurance maladie.
- Décret n°2005-3030 du 21 novembre 2005, fixant les conditions et les procédures de prise en charge par les organismes de sécurité sociale du montant du ticket modérateur exigible des personnes handicapées au titre de leur soins et hospitalisation dans les structures publiques de santé.
- Décret n°2005-3031 du 21 novembre 2005, fixant les modalités et les procédures de l'exercice du contrôle médical prévu par la loi n°2004-71 du 2 août 2004, portant institution d'un régime d'assurance maladie.
- Décret n°2005-3154 du 6 décembre 2005, portant détermination des modalités et procédures de conclusion et d'adhésion aux conventions régissant les rapports entre la caisse nationale d'assurance maladie et les prestataires de soins.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 22 février 2006, portant approbation de la convention cadre régissant les rapports entre la caisse nationale d'assurance maladie et les prestataires de soins de libre pratique.
- Arrêté du ministre de la santé publique du 1er juin 2006, fixant la nomenclature générale des actes professionnels des médecins, biologistes, médecins dentistes, psychologues, cliniciens, sages-femmes et auxiliaires médicaux tel qu'il a été modifié par les arrêtés du ministre de la santé publique du 29 octobre 2007, du 18 mars 2008 et du 1er mars 2010.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 1^{er} août 2006, portant extension de la convention cadre régissant les rapports entre la caisse nationale d'assurance maladie et les prestataires de soins de libre pratique aux médecins dentistes de libre pratique.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 6 février 2007, portant approbation de la convention sectorielle des médecins de libre pratique conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie et le syndicat tunisien des médecins libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 6 février 2007, portant approbation de la convention sectorielle des médecins dentistes de libre pratique conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie et le syndicat tunisien des médecins dentistes de libre pratique.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 6 février 2007, portant approbation de la convention sectorielle des biologistes de libre pratique conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie et le syndicat national des biologistes de libre pratique.

- Arrêté conjoint du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger et du ministre de la santé publique du 13 avril 2007, fixant les listes des spécialités et des actes médicaux et paramédicaux, des médicaments, de l'appareillage, des frais de transport sanitaire, ainsi que la liste des prestations nécessitant l'accord préalable, pris en charge par le régime de base d'assurance maladie.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 2 mai 2007, portant approbation de la convention sectorielle des cliniques privées conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie et la chambre syndicale nationale des cliniques privées.
- Décret n°2007-1073 du 02 mai 2007, portant classement de certains centres en centres spécialisés.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 4 mai 2007, portant approbation de la convention sectorielle des cliniques privées conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie et la chambre syndicale nationale des cliniques privées .
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 1er juin 2007, portant approbation de la convention sectorielle des pharmaciens d'officine de détail conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie d'une part, et les syndicats des pharmaciens d'officine de jour et des pharmaciens d'officine de nuit d'autre part.
- Décret n°2007-1366 du 11 juin 2007, portant détermination des étapes d'application de la loi n°2004-71 du 2 août 2004, portant institution d'un régime d'assurance maladie aux différentes catégories d'assurés sociaux mentionnés dans les différents régimes légaux de sécurité sociale.
- Décret n° 2008-756 du 24 mars 2008, modifiant le décret n°2007-1367 du 11 juin 2007, portant détermination des modalités de prise en charge, procédures et taux des prestations de soins au titre du régime de base d'assurance maladie.
- Décret n°2007-1406 du 18 juin 2007, fixant l'assiette de calcul des taux de cotisations dues au titre de régime de base d'assurance maladie et ses étapes d'application.
- Arrêté conjoint du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger et du ministre de la santé publique du 25 juin 2007, portant fixation de la liste des affections lourdes ou chroniques prises en charge intégralement par la caisse nationale d'assurance maladie.
- Arrêté conjoint du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger et du ministre de la santé publique du 29 juin 2007, portant fixation de la liste des prestations d'hospitalisation dispensées dans les établissements sanitaires privés conventionnés avec la caisse nationale d'assurance maladie et prises en charge dans le cadre du régime de base d'assurance maladie.
- Arrêté conjoint du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger et du ministre de la santé publique du 15 août 2007, relatif à la fixation de la liste des médicaments génériques servant de base pour la détermination des prix de référence des médicaments dans le cadre du régime de base d'assurance maladie.
- Arrêté du ministre de la santé publique du 15 août 2007, modifiant et complétant l'arrêté du 19 septembre 2002, fixant la liste des établissements publics hospitaliers autorisés à effectuer les prélèvements ou les greffes d'organes humains .

- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 15 août 2007, portant approbation de l'avenant n°1 à la convention sectorielle des médecins de libre pratique conclu entre la CNAM et le syndicat Tunisien des médecins libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 15 août 2007, portant approbation de l'avenant n°1 et l'avenant n°2 à la convention sectorielle des cliniques privées conclus entre la caisse nationale d'assurance maladie et la chambre syndicale nationale des cliniques privées.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 12 décembre 2007, portant extension de la convention cadre régissant les rapports entre la CNAM et les prestataires de soins de libre pratique aux médecins spécialistes adhérents au syndicat tunisien des médecins spécialistes libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 5 octobre 2007, portant extension de la convention cadre régissant les rapports entre la CNAM et les prestataires de soins de libre pratique aux physiothérapeutes.
- Arrêté du ministre des finances et du ministre de la santé publique du 22 février 2008, fixant le tarif applicable à la délivrance des produits sanguins à usage thérapeutique au titre de leur transformation, analyse, conservation ainsi que de la préparation de leurs dérivés.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 3 juin 2008, portant fixation du plafond annuel des montants des prestations de soins ambulatoires prises en charge par le régime de base d'assurance maladie, au titre de la filière privée de soins ou du système de remboursement, tel qu'il a été modifié et complété par l'arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 24 juin 2010.
- Arrêté du ministre des finances et du ministre de la santé publique du 7 juillet 2008, portant modification de l'arrêté du 19 décembre 1996, fixant les tarifs de prise en charge des malades payants dans les structures sanitaires publiques relevant du ministère de la santé publique.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 7 août 2008, portant approbation des avenants n°2, n°3 et n°4 à la convention sectorielle des médecins de libre pratique conclue entre la CNAM et le syndicat tunisien des médecins libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 7 août 2008, portant approbation des avenants n°5 à la convention sectorielle des médecins de libre pratique conclue entre la CNAM et le syndicat tunisien des médecins libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 18 août 2008, portant approbation de l'avenant n°1 à la convention sectorielle des médecins dentistes de libre pratique conclue entre la CNAM et le syndicat tunisien des médecins dentistes de libre pratique.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 8 octobre 2008, portant approbation de l'avenant n°6 à la convention sectorielle des médecins de libre pratique conclue entre la CNAM et le syndicat tunisien des médecins libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 7 janvier 2009, portant fixation du membre des commissions régionales de contrôle médical, leur attribution territoriale, leur composition et leurs modalités de fonctionnement créées auprès de la CNAM.
- Arrêté du ministre de la santé publique du 5 février 2009, portant création du comité technique de la sécurité des malades et organisation de ses modalités de fonctionnement tel que complété par l'arrêté du 17 avril 2009.

- Arrêté du ministre de la santé publique du 16 juin 2009, fixant la liste des établissements sanitaires à vocation universitaire, des hôpitaux régionaux, des hôpitaux de circonscription et des groupements de santé de base relevant du ministère de la santé public.

D - L'assurance incendie

- Les articles 29, 31 et 32 de la loi n° 80-88 du 31 décembre 1980 portant loi de finances pour la gestion 1981 instituant une obligation d'assurance incendie.
- Décret n° 81-1595 du 24 novembre 1981, fixant les conditions de l'obligation d'assurance incendie édictée par les articles 29, 31 et 32 de la loi n° 80-88 du 31 décembre 1980.
- Décret -loi n°2011-40 du 19 mai 2011 relatif à la réparation des dommages causés par les émeutes et mouvements populaires.
- Décret n°2011-790 du 27 juin 2011 fixant les modalités, les procédures et les règles de fonctionnement du décret - loi n°2011-40 du 19 mai 2011, tel que modifié par le décret n°2011-3165 du 24 Octobre 2011.
- Arrêté du ministre des finances du 5 décembre 2011, portant désignation des membres de la commission chargée des demandes d'indemnisation des dommages causés par les émeutes et mouvements populaires.

E - L'assurance transport des marchandises à l'importation

- Les articles 30, 31 et 32 de la loi n° 80-88 du 31 décembre 1980 portant loi de finances pour la gestion 1981 instituant une obligation d'assurance transport des marchandises à l'importation.
- Décret n° 81-1596 du 24 novembre 1981, fixant les conditions d'application de l'obligation d'assurance transport des marchandises à l'importation édictée par les articles 30, 31 et 32 de la loi n° 80-88 du 31 décembre 1980.
- Décret n° 99-2364 du 27 octobre 1999, modifiant le décret n° 81-1596 du 24 novembre 1981.

F - L'assurance dans le domaine de la construction

- Loi n° 94-9 du 31 janvier 1994 relative à la responsabilité et au contrôle technique dans le domaine de la construction.
- Titre III du code des assurances (articles 95 à 100 ajoutés par la loi n° 94-10 du 31 janvier 1994), instituant l'obligation d'assurance dans le domaine de la construction.
- Décret n° 95-415 du 6 mars 1995, fixant la liste des ouvrages non soumis à l'obligation d'assurance de la responsabilité décennale des intervenants dans leur réalisation, tel qu'il a été complété par le décret n° 97-1360 du 14 juillet 1997.
- Décret n° 95-416 du 6 mars 1995 relatif à la définition des missions du contrôleur technique et aux conditions de l'octroi de l'agrément.

G - L'assurance de responsabilité professionnelle

- **Campements de tourisme** : article 13 de l'arrêté du ministre du commerce du 25 septembre 1978, portant réglementation des campements de tourisme.
- **L'hébergement touristique à temps partagé** : décret n°2009-1935 du 15 juin 2009, portant fixation des conditions d'obtention de l'autorisation préalable à l'exercice de l'activité d'hébergement touristique à temps partagé (article 3).

- **L'agent immobilier** : Loi n° 81-55 du 23 juin 1981, portant l'organisation de la profession d'agent immobilier ;
- Décret n° 81-1814 du 22 décembre 1981 fixant les modalités de la délivrance de la carte professionnelle à l'agent immobilier (article 3).
- **Commerçants des ascenseurs** : loi n° 87-49 du 2 août 1987 réglementant le commerce des ascenseurs et assimilés (articles 3 et 5).
- **Agence de voyage** : décret 87-273 du 17 février 1987 relatif à la composition et modalités de fonctionnement de la commission de délivrance des licences des agences de voyage.
- **Etablissements sanitaires privés** : loi n° 91-63 du 29 juillet 1991, portant organisation sanitaire (articles 48 et 59).
- **Organisation et développement de l'éducation physiques et des activités sportives** : Loi n°94-104 du 3 août 1994 (article 27)
- **Transitaires** : loi n° 95-32 du 14 avril 1995, relative aux transitaires, telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi n° 2008-43 du 21 juillet 2008 et l'arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession transitaire.
- Décret n°2010-1079 du 17 mai 2010, fixant les critères et le barème des montants transactionnels prévus par la loi n° 95-32 du 14 avril 1995 relative aux transitaires, telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi n° 2008-43 du 21 juillet 2008.
- Arrêté du ministre des finances du 2 décembre 2009, fixant les conditions d'assurance de la responsabilité civile professionnelle découlant de l'exercice de l'activité de transitaire prévue par l'article 19 de la loi n° 95-32 du 14 avril 1995, relative aux transitaires, telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi n° 2008-43 du 21 juillet 2008.
- **Les entreprises qui produisent ou transportent ou gèrent les déchets** : Loi n° 96-41 du 10 juin 1996, relative aux déchets et au contrôle de leur gestion et de leur élimination (articles 34 et 47).
- **Les établissements privés de protection des personnes âgées** : Décret n° 96-1766 du 30 septembre 1996 fixant les conditions de création des établissements privés de protection des personnes âgées et les modalités de leur fonctionnement (titre II).
- **Liquidateurs, mandataires de justice, syndics et administrateurs judiciaires** : loi n° 97-71 du 11 novembre 1997, relative aux liquidateurs, mandataires de justice, syndics et administrateurs judiciaires (article 39) et l'arrêté du ministre de la justice du 15 avril 1999, portant fixation du montant minimum du contrat d'assurance sur la responsabilité civile de ces professionnels.
- **Centre d'hémodialyse** : arrêté du ministère de la santé publique du 27 avril 1998 fixant la liste des documents exigés lors de la constitution du dossier préliminaire et du dossier définitif en vue de l'obtention de l'accord de principe et de l'autorisation pour l'exploitation, l'extension, le transfert ou la cession d'un centre d'hémodialyse (article 4).
- **Les sociétés professionnelles d'avocats** : loi n° 98-65 du 20 juillet 1998, relative aux sociétés professionnelles d'avocats (article 29).
- **Activités dans les ports maritimes et commerciaux** : loi n° 2009-48 du 8 juillet 2009, portant promulgation du code des ports maritimes (article 120) (Loi n° 99-25 du 18 mars 1999, relative à la promulgation du code des ports maritimes et commerciaux a été abrogée par la loi n° 2009-48 du 8 juillet 2009).

- **Commerce électronique** : Loi n° 2000-83 du 9 août 2000, relative aux échanges et au commerce électronique.
- **fournisseur de services de certification électronique** : Décret n° 2001-1667 du 17 juillet 2001, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de l'activité de fournisseur de services de certification électronique.
- **Structures professionnelles de production et de diffusion des arts dramatiques** : Décret n° 2001-1986 du 27 août 2001 fixant les conditions de ces structures (article Premier, cahier de charge).
- **Les établissements touristiques d'animation musicale** : article 2 de l'arrêté du ministre du tourisme du 10 juin 2009 fixant les normes minimales de classement de ces établissements (l'obligation de souscrire des contrats d'assurances pour couvrir les risques d'incendie et de responsabilité civile et professionnelle).
- **La représentation des sociétés étrangères de classification de navires** : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de représentation des sociétés étrangères de classification de navires.
- **Ravitailleur de navires** : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de ravitailleur de navires.
- Courtier d'affrètement : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de courtier d'affrètement.
- **Courtier d'affrètement** : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de courtier d'affrètement.
- La profession de pilote : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de pilote.
- **Expert maritime** : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession d'expert maritime.
- **Consignataire de navires** : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de consignataire de navires.
- **Consignataire de la cargaison** : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de consignataire de la cargaison.
- **L'assistance, le sauvetage et de remorquage en mer** : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession d'assistance, le sauvetage et de remorquage en mer.
- **La gestion des navires de commerce** : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de gestion des navires de commerce.
- **Les professions maritimes** : loi n°2008-44 du 21 juillet 2008, portant organisation des professions maritimes (articles 2 et 15).
- Arrêté du ministre des finances du 2 décembre 2009, fixant les conditions d'assurance de la responsabilité civile professionnelle découlant de l'exercice des professions maritimes prévue par l'article 15 de la loi n°2008-44 du 21 juillet 2008, portant organisation des professions maritimes.

- Décret n°2010-1080 du 17 mai 2010, fixant les critères et le barème des montants transactionnels prévus par loi n°2008-44 du 21 juillet 2008, portant organisation des professions maritimes.

4. Les autres assurances

A- L'assurance à l'exportation (Titre IV du code des assurances : articles 101 à 109)

- Les articles 101 à 109 ont été ajoutés par la loi n° 97- 24 du 28 avril 1997.
- Décret n° 98-1690 du 31 août 1998 fixant les modalités et les conditions de fonctionnement du fonds de garantie des risques à l'exportation tel que modifié par le décret n° 2002-2074 du 10 septembre 2002 (l'article 11 du décret a été abrogé).
- Loi n° 99-95 du 6 décembre 1999, relative à la création d'un fonds de garantie de financement des exportations avant expédition.
- Décret n° 2000-23 du 3 janvier 2000, fixant les conditions et les modalités de fonctionnement du fonds de garantie de financement des exportations avant expédition et la création de la commission de garantie de financement des exportations.
- L'article 5 de la loi n°2008-79 du 30 décembre 2008, portant mesures conjoncturelles de soutien aux entreprises économiques pour poursuivre leurs activités.
- Loi n° 2008-80 du 30 décembre 2008, autorisant l'Etat à souscrire à l'augmentation du capital la compagnie Tunisienne pour l'assurance du commerce extérieur.

B - Les calamités agricoles

- Fonds de mutualité pour l'indemnisation des dommages agricoles dus aux calamités naturelles (articles 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61 et 66 du code des assurances ont été modifiés par la loi n° 86-106 du 31 décembre 1986, portant loi de finances pour la gestion 1987).
- Décret n° 88-948 du 21 mai 1988, fixant à partir de la campagne agricole 1988-1989 le champ d'intervention, le montant de la contribution et le taux d'indemnisation des agriculteurs relatifs au fonds de mutualités pour l'indemnisation des dommages agricoles dus aux calamités naturelles.
- Décret n° 88-949 du 21 mai 1988, fixant les modalités et les conditions d'intervention et de gestion du fonds de mutualité pour l'indemnisation des dommages dus aux calamités naturelles.

5. Les professions d'assurances

A - Les entreprises d'assurances (titre II chapitre I du code des assurances : articles 48 à 66)

- Les articles 48,53,54,55,56,57,58,59,60,61 et 66 du code des assurances ont été modifiés par la loi n° 2002- 37 du 1^{er} avril 2002.
- Les articles 48,50,51,54,58,60,61 et 63 du code des assurances ont été modifiés par la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- L'article 58 bis a été ajouté par la loi n° 2002- 37 du 1er avril 2002.
- Les paragraphes : 3 de l'article 48, 3 de l'article 50, 2 et 3 de l'article 54, 3 de l'article 62 et 2 de l'article 65,ont été ajoutés par l'article 4 de la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Les articles 50 bis et 50 ter ont été ajoutés au code des assurances par l'article 6 de la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Le dernier paragraphe de l'article 61 du code des assurances a été abrogé par l'article 7 de la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.

- Décret n° 92-2257 du 31 décembre 1992, fixant les dispositions-types des statuts des sociétés d'assurances à forme mutuelle.
- Arrêté du ministre des finances du 26 juin 2000, portant approbation des normes comptables sectorielles relatives aux opérations spécifiques aux entreprises d'assurances et/ou de réassurances, à la présentation de leurs états financiers, à leur contrôle interne et à l'organisation comptable.
- Arrêté du ministre des finances du 27 février 2001, fixant la liste, le mode de calcul des provisions techniques et les conditions de leur représentation, tel qu'il a été modifié par les arrêtés du ministre des finances du 28 mars 2005, du 5 janvier 2009, du 06 juin 2011 et du 03 mars 2012.
- Arrêté du ministre des finances du 3 octobre 2005, fixant les documents constitutifs du rapport annuel prévu par l'article 60 du code des assurances : il a abrogé les dispositions de l'arrêté du ministre des finances du 31 juillet 2001.
- Arrêté du ministre des finances du 2 janvier 1993 fixant la liste, des catégories d'assurances prévues à l'article 49 du code des assurances, tel qu'il a été modifié par l'arrêté du ministre des finances du 8 août 2002.
- Arrêté du ministre des finances du 2 septembre 2002 fixant le contenu du dossier prévu à l'article 48 du code des assurances (constitution d'une société de réassurance).
- Arrêté du ministre des finances du 7 mars 2003, fixant la liste et la forme des documents et des états de conjoncture des entreprises d'assurance et de réassurance, tels que prévus par l'article 60 (nouveau) du code des assurances.

B - Les intermédiaires, les experts en assurance et les commissaires d'avaries (titre II chapitre II du code des assurances, articles 69 à 81)

- Les articles 69,73 et 78 du code des assurances ont été modifiés par la loi n° 2002-37 du 1er avril 2002.
- Le dernier paragraphe de l'article 79, l'article 80 et le dernier paragraphe de l'article 81 du code des assurances sont modifiés par la loi n° 2001-91 du 7 Août 2001 portant simplification des procédures spécifiques aux autorisations administratives délivrées par les services du ministère des finances dans les diverses activités qui en relèvent.
- Les articles 69, 70,76 et 78 du code des assurances ont été modifiés par la loi de finance n° 2003- 80 du 29 décembre 2003.
- Les articles 70, 71,75 et 79 du code des assurances ont été modifiés par la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Décret n° 92-2259 du 31 décembre 1992, fixant la composition et les règles de fonctionnement de la commission des intermédiaires prévue à l'article 71 du code des assurances tel qu'il a été modifié par le décret n°2009-39 du 5 janvier 2009.
- Décret n° 2002-543 du 5 mars 2002, portant fixation des conditions d'exercice de l'activité d'actuaire habilité à certifier les tarifs d'assurance vie, prévues à l'article 47 du code des assurances.
- Décret n° 2002-544 du 5 mars 2002, fixant les conditions d'inscription et de radiation des experts et des commissaires d'avaries, prévues à l'article 80 du code des assurances.
- Arrêté du ministre des finances du 5 juin 2002, portant approbation du cahier des charge fixant les conditions d'exercice des missions d'actuariat pour la certification des tarifs d'assurance vie.
- Arrêté du ministre des finances du 5 juin 2002, portant approbation du cahier des charge fixant

les conditions d'exercice des missions d'expertise en assurance et de commissariat aux avaries.

- Arrêté du ministre des finances du 8 août 2002, fixant les catégories d'assurances prévues à l'article 69 du code des assurances (opérations d'assurances qui peuvent être présentées au public par l'entremise des banques), modifié par l'arrêté du ministre des finances du 10 mars 2004.
- Arrêté du ministre des finances du 3 février 2009, modifiant l'arrêté du ministre des finances du 29 août 2001, relatif aux prestations administratives fournies par les services du ministère des finances et aux conditions de leur octroi.

C - contrôle (titre II chapitre III du code des assurances, articles 82 à 90)

- Le paragraphe 3 de l'article 88 du code des assurances a été modifié par la loi n°2001-91 du 7 août 2001 et la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Les articles 82, 83,88 et 89 du code des assurances ont été modifiés par la loi n° 2002-37 du 1er avril 2002.
- l'article 89 bis du code des assurances a été modifié par la loi n° 2002-37 du 1er avril 2002.
- Les articles 82, 84, 86,87 et 88 du code des assurances ont été modifiés par la loi n°2008-8 du 13 février 2008.

6. Les autres organismes d'assurances

A - Les entreprises d'assurances et de réassurances non résidentes

- Articles 67 et 68 du code des assurances, ont été modifiés par la loi n°2008-8 du 13 février 2008.
- Le paragraphe 2 de l'article 68 du code des assurances a été ajouté par la loi n°2008-8 du 13 février 2008.
- Loi n° 85-108 du 6 décembre 1985 portant encouragement d'organismes financiers et bancaires travaillant essentiellement avec les non-résidents (article 28).

B - Le fonds de garantie des assurés :

- Articles 35 à 39 de la loi n° 2000-98 du 25 décembre 2000, portant loi de finances pour l'année 2001 relative à la création du fonds de garantie des assurés.
- Décret n° 2002-418 du 14 février 2002, fixant les conditions d'intervention, les modalités de fonctionnement et les modes de financement du fonds de garantie des assurés, modifié par le décret n° 2002-2123 du 23 septembre 2002, le décret n° 2005-2025 du 18 juillet 2005, le décret n°2011-789 du 24 juin 2011(a ajouté à l'article 2 relatif à la 2ème paragraphe cotisation des assurés) et le décret n°2011-4651 du 06 décembre 2011.
- Arrêté du ministre des finances du 30 octobre 2012 désignant les membres de la commission de garantie des assurés prévue par l'article 3 du décret n°2002-418 du 14 février 2002.

C- Les mutuelles agricoles

- Décret du 26 mars 1931 relatif aux assurances mutuelles agricoles, tel que modifié par le décret du 7 juillet 1955.

D- Les sociétés mutuelles de prévoyances

- Décret du 18 février 1954 relatif aux sociétés mutuelles.
- Arrêté des secrétaires d'Etat au plan et aux finances et à la santé et aux affaires sociales du 26 mai 1961, portant établissement des statuts-types des sociétés mutualistes et rendant obligatoires

certaines dispositions des dits statuts.

- Arrêté des ministres des finances et des affaires sociales du 17 septembre 1984, portant amendement des statuts-types des sociétés mutualistes.

7. L'organisation de la profession

A-Le comité général des assurances : autorité de tutelle

- Loi n° 2008-8 du 13 février 2008, modifiant et complétant le code des assurances portant insertion d'un sixième titre intitulé « le comité général des assurances » et comportant les articles 177 à 200.
- Décret n ° 2001-2729 du 26 novembre 2001, modifiant le décret n° 91-556 du 23 avril 1991 portant organisation du ministre des finances.
- Décret n ° 2008-1049 du 26 juillet 2012, désignant le président du comité général des assurances.
- Décret n ° 2008-2046 du 2 juin 2008, fixant la rémunération et les avantages accordés au président du comité général des assurances prévus par l'article 196 du code des assurances.
- Décret n ° 2008-2047 du 2 juin 2008, fixant l'indemnité allouée aux membres du collège du comité général des assurances, prévue par l'article 184 du code des assurances tel qu'il a été modifié par le décret n ° 2012-629 du 13 juin 2012 .
- Décret n ° 2008-2553 du 7 juillet 2008, fixant les taux des redevances revenant au comité général des assurances et prévues par l'article 198 du code des assurances ainsi que leurs montants et les modalités de leur perception.
- Décret n ° 2008-2730 du 4 août 2008, portant nomination de membres du collège du comité général des assurances.
- Décret n ° 2009-39 du 5 janvier 2009, modifiant le décret n° 92-2259 du 31 décembre 1992 fixant la composition et les règles de fonctionnement de la commission prévue à l'article 71 du code des assurances.
- Décret n ° 2011-668 du 23 mai 2011, fixant le règlement général des fonctionnaires du comité général des assurances.
- Décret n ° 2012-411 du 17 mai 2012, portant approbation de l'organigramme du comité général des assurances.

B - L'association professionnelle des entreprises d'assurances (titre II chapitre IV du code des assurances, articles 91 à 92)

- Articles 91 et 92 du code des assurances a été modifié par la loi n° 2002-37 du 1er avril 2002.
- L'article 92 du code des assurances a été modifié par la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.

C - Le conseil national des assurances et la commission consultative des assurances (titre II chapitre IV du code des assurances, articles 93 à 94)

- Articles 93 et 94 du code des assurances.
- Les dispositions de l'article 94 du code des assurances ont été abrogées par l'article 7 de la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Décret n° 92-2258 du 31 décembre 1992, fixant la composition et les règles de fonctionnement du conseil national des assurances et de la commission consultative des assurances, modifié par le décret n° 2002-512 du 27 février 2002.

8. Le régime fiscal des opérations d'assurances

- Articles 38, 39 et 48 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, promulgué par la loi n° 89-114 du 30 décembre 1989.
- Articles 40, 45, 100 et 101 du code des droits d'enregistrement et de timbre promulgué par la loi n° 93-53 du 17 mai 1993.
- Articles 144 à 149 du code des droits d'enregistrement et de timbre (troisième partie autres taxes : titre I : taxe unique sur les assurances) ajoutés par les articles 34, 35 et 36 de la loi n° 96-113 du 30 décembre 1996 portant loi de finances pour la gestion 1997.
- Articles 46, 47 et 48 de la loi n° 96-113 du 30 décembre 1996 portant loi de finances pour la gestion 1997 instituant un fonds de la protection civile et de la sécurité routière et fixant les contributions des assurés et des entreprises d'assurances à ce fonds.
- Articles 51, 52, 53 et 54 de la loi n° 97-88 du 29 décembre 1997 portant loi de finances pour la gestion 1998 relatifs à l'encouragement de l'épargne dans le cadre des contrats d'assurance vie.
- Article 45 de la loi n° 2000-98 du 25 décembre 2000, portant loi de finances pour l'année 2001, relatif à la réduction du taux de la taxe unique sur les assurances sur les contrats d'assurances des risques agricoles et de pêches.
- Article 74 de la loi n° 2002-101 du 17 décembre 2002, portant loi de finances pour l'année 2003 : mise à jour des dispositions relatives à la contribution au profit du fonds de la protection civile et de la sécurité routière et unification de son assiette avec celle des taxes sur les assurances.
- Loi n° 2001-123 du 28 décembre 2001, portant loi de finances pour l'année 2002 :
 - Article 33 relatif à la liste des provisions techniques des entreprises d'assurances déductibles pour la détermination du bénéfice imposable.
 - Articles 45 à 47 relatifs à la déduction des primes d'assurance vie collective de l'assiette de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés.
- Décret n° 2003- 1098 du 19 mai 2003, fixant la liste des avantages exclus de l'assiette de cotisation au titre des régimes de sécurité sociale telles que les primes supportées par l'employeur au titre de l'assurance collective sur la vie au profit de ses employés.
- Article 43 de la loi n° 2003- 80 du 29 décembre 2003, portant loi de finances pour la gestion 2004 relatif à l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée des commissions payées par les entreprises d'assurance aux intermédiaires en assurance.
- Article 44 de la loi n° 2003- 80 du 29 décembre 2003, portant loi de finances pour la gestion 2004 relatif à l'exonération des rentes viagères servies dans le cadre des contrats d'assurance vie de l'impôt sur le revenu.
- Articles 76 et 77 de la loi n° 2003-80 du 29 décembre 2003, portant loi de finances pour l'année 2004 relatifs à l'exonération des quittances du droit de timbre.
- Article 61 de la loi n° 2004-90 du 31 décembre 2004, portant loi de finances pour l'année 2005 relatif à la rationalisation du bénéfice des avantages fiscaux au titre de l'assurance vie.
- Article 81 de la loi n° 2006-85 du 25 décembre 2006, portant loi de finances pour l'année 2007 : précision du champ d'application de la retenue à la source au titre des marchés.
- Articles 45 et 46 de la loi n° 2007-70 du 27 décembre 2007, portant loi de finances pour l'année 2008 : ont modifié l'article 48 du code de l'impôt (relèvement du taux des provisions déductibles de l'assiette imposable de 30% à 50%).

- Article 27 de la loi n° 2007-70 du 27 décembre 2007, portant loi de finances pour l'année 2008 : a modifié les articles 145 et 147 du code des droits d'enregistrement et de timbre relatifs à l'exonération des contrats d'assurance des risques agricoles et de pêche de la taxe unique sur les assurances.
- Article 27 de la loi n° 2007-70 du 27 décembre 2007, portant loi de finances pour l'année 2008 : a modifié les deux alinéas et le dernier alinéa du paragraphe 2 de l'article 39 du code de l'impôt sur les revenus (relèvement du plafond déductible des primes d'assurances vie et assouplissement du bénéfice des avantages fiscaux à ce titre).
- Article 35 de la loi n° 2009-71 du 21 décembre 2009, portant loi de finances pour l'année 2010 : a abrogé les dispositions des 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} alinéa du paragraphe I et des 1^{ère} et 2^{ème} alinéas du paragraphe I bis et du paragraphe I ter de l'article 48 du code de l'impôt sur le R.P.P.I.S (amélioration du régime fiscal des provisions en fonction des particularités de l'activité des entreprises du secteur financier).
- Article 36 de la loi n° 2009-71 du 21 décembre 2009, portant loi de finances pour l'année 2010 : a ajouté aux dispositions du paragraphe VII terdecies et du paragraphe IX de l'article 48 du code de l'impôt sur le R.P.P.I.S des dispositions relatives à l'extension de la déduction des pertes découlant des opérations d'abandon de créances au profit des entreprises en difficultés économiques à toutes les entreprises dont les comptes sont soumis à la certification d'un commissaire aux comptes.
- Article 46 de la loi n° 2009-71 du 21 décembre 2009, portant loi de finances pour l'année 2010 : a ajouté au code de l'impôt sur le R.P.P.I.S deux articles 39 quinquies et 48 sexies relatifs à la rationalisation des avantages fiscaux au titre des opérations de réinvestissement.
- Articles 41 et 42 de la loi n° 2010-58 du 17 décembre 2010 portant loi des finances pour l'année 2011 : ont modifié les articles 38 et 48 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés (rationalisation de l'exonération de la plus value provenant de la cession des titres et déduction des rémunération du gérant de la base de l'impôt sur les sociétés).
- Articles 42 de la loi n° 2012-1 du 16 mai 2012 portant loi des finances complémentaire pour l'année 2012 : relèvement du plafond déductible des primes d'assurance vie et d'élargissement de leur champ d'application.

9. Autres textes

- Décret n° 2002- 21 du 8 janvier 2002, portant création du conseil national de la sécurité routière et organisant les modalités de son fonctionnement, modifié et complété par le décret n° 2003-2241 du 27 octobre 2003.
- Arrêté du ministre des finances du 22 octobre 2003 désignant les membres du conseil national des assurances.
- Loi n°2003-75 du 10 décembre 2003 relative au soutien des efforts internationaux de lutte contre le terrorisme et à la répression du blanchissement d'argent, telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi n°2009-65 du 12 août 2009.
- Arrêté du ministre de l'intérieur et du développement local du 25 mai 2004 désignant les membres de la commission consultative du conseil national de la sécurité routière.
- Arrêté du ministre des finances du 10 septembre 2004 portant fixation des montants prévus aux articles 70,74 et 76 de la loi n°2003-75 du 10 septembre 2003 relative au soutien des efforts internationaux de lutte contre le terrorisme et à la répression du blanchissement d'argent (l'article

74 a été abrogé et remplacé par la loi 2009-65 du 12 août 2009), tel qu'il a été modifié et complété par l'arrêté du ministre des finances du 2 décembre 2009.

- Loi n°2005-96 du 18 octobre 2005, relative au renforcement de la sécurité des relations financières.
- Arrêté du ministre des finances du 30 mars 2006, portant nomination des membres du conseil national des assurances.
- Décret n°2006-1294 du 8 mai 2006, portant application des dispositions de l'article 23 de la loi n°2005-96 du 18 octobre 2005 relative au renforcement de la sécurité des relations financières.
- Arrêté du ministre des finances du 17 juin 2006, portant fixation du contenu de la déclaration annuelle signée et présentée aux commissaires aux comptes par les organes de direction et les chargés des affaires financières et comptables des sociétés commerciales soumises à l'obligation de désigner un ou plusieurs commissaires aux comptes inscrits au tableau de l'ordre des experts comptables de tunisie.
- Décret n°2006-1826 du 26 juin 2006, portant création du conseil national des services et fixant ses attributions et les modalités de son fonctionnement.
- Arrêté du ministre des finances du 27 février 2007, portant désignation de deux membres au conseil national des assurances.
- Arrêté du ministre des finances du 9 juillet 2007, portant nomination de membres au conseil national de la comptabilité.
- Loi n ° 2009-64 du 12 août 2009, portant promulgation du code de prestation des services financiers aux non-résidents.
- Loi n ° 2009-66 du 12 août 2009, modifiant et complétant certaines dispositions du code de la route.
- Décret n°2010-262 du 15 février 2010, fixant la liste des contraventions aux dispositions du code de la route et à ses textes d'application.
- Loi n ° 2010-26 du 21 mai 2010, relative aux activités de volontariat : article 22 a prévu l'obligation d'assurance contre les accidents et les maladies professionnelles.
- Loi n ° 2010-33 du 21 juin 2010, modifiant et complétant la loi n° 93-61 du 23 juin 1993 relative aux experts judiciaires.
- Arrêté du ministre du commerce et de l'artisanat du 18 février 2010, portant nomination des membres du conseil national des services.
- Décret n°2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de micro finance.
- Arrêté du ministre des finances du 18 janvier 2012, relatif à la fixation du montant maximum du micro crédit et des conditions de son octroi par les institutions de micro finance.
- Décret loi n°2011-13 du 14 mars 2011, portant confiscation d'avoirs et de biens meubles et immeubles.
- Article 28 de la loi n°2011-7 du 31 décembre 2011, portant loi de finances pour l'année 2012 : instauration d'un régime fiscal spécifique au financement islamique.
- Article 13 de la loi n° 2012-1 du 16 mai 2012, portant loi de finances complémentaire pour l'année 2012 : clarification de l'application du régime fiscal relatif à la finance islamique.
- Décret n°2013-4056 du 19 septembre 2013, portant approbation d'une convention relative à l'ouverture d'un bureau de représentation à Tunis travaillant essentiellement avec les non-résidents, de la société Ivoirienne de réassurance «AVENI-RE».
- Arrêté du ministre des finances du 22 janvier 2013, relatif aux procédures d'octroi des agréments aux institutions de micro-finance, et leur évaluation institutionnelle.

PREMIÈRE PARTIE

- I. LES ASSURANCES DIRECTES
- II. LA RÉASSURANCE
- III. L'ACTIVITÉ GLOBALE (ASSURANCES DIRECTES ET ACCEPTATIONS)
- IV. LES FONDS PROPRES, LES PLACEMENTS ET LES REVENUS FINANCIERS

PREMIÈRE PARTIE

I- LES ASSURANCES DIRECTES

A - Primes

Le montant des primes émises des 19 entreprises d'assurances qui pratiquent les opérations directes totalise 1 272,049 MD en 2012 contre 1 165,715 MD en 2011, soit une progression de 9,12 % contre une évolution de 5,09 % en 2011.

Les quatre entreprises spécialisées en assurance vie AMINA, HAYETT, MAGHREBIA VIE et CARTE VIE ont réalisé en 2012 un chiffre d'affaires de 93,818 MD contre 79,252 MD en 2011, soit une augmentation de 18,38 %.

B - Les sinistres réglés :

Les sinistres réglés au titre des affaires directes s'élèvent à 716,131 MD en 2012 contre 703,940 MD en 2011 et 595,601 MD en 2010 soit une augmentation de 1,73 % en 2012.

C - Les frais de gestion :

Les frais de gestion se composent des frais d'acquisition et des autres charges de gestion nettes. Ils s'élèvent à 261,995 MD en 2012 contre 223,253 MD en 2011 et 206,740 MD en 2010, soit une progression de 17,35 % en 2012. Rapportés aux primes émises des affaires directes, les frais de gestion représentent 20,60 % en 2012 contre 19,15 % en 2011 et 18,64 % en 2010.

C.1. Les frais d'acquisition :

Les frais d'acquisition totalisent 140,955 MD en 2012 contre 123,294 MD en 2011 et 109,963 MD en 2010, soit une progression de 14,32 % en 2012.

Le taux de commissionnement moyen est de l'ordre de 11,08 % en 2012 contre 10,58 % en 2011 et 9,92 % en 2010.

C.2. Les autres charges de gestion nettes :

Les autres charges de gestion nettes se composent des frais d'administration et des autres charges techniques. Elles s'élèvent à 121,040 MD en 2012 (9,52 % des primes émises des affaires directes) contre 99,959 MD en 2011 (8,57 % des primes émises des affaires directes) et 96,777 MD en 2010 (8,72 % des primes émises des affaires directes).

EN DT

Libellés	2010			2011			2012		
	Montant	En % des Primes	Evol. En %	Montant	En % des Primes	Evol. En %	Montant	En % des Primes	Evol. En %
Frais d'acquisitions	96 777 026	8,72	31,31	99 958 793	8,57	3,29	121 039 733	9,52	21,09
Autres charges de gestion nettes	109 963 168	9,92	4,05	123 293 871	10,58	12,12	140 954 789	11,08	14,32
Frais de gestion	206 740 194	18,64	15,25	223 252 664	19,15	7,99	261 994 522	20,60	17,35

D. Résultats techniques (affaires directes)

D.1. Solde de souscription :

Le solde de souscription dégage un excédent de 323,208 MD en 2012 contre 97,398 MD en 2011 et 281,980 MD en 2010.

D.2. Frais de gestion :

Les frais de gestion passent de 206,740 MD en 2010 à 223,253 MD en 2011 et à 261,995 MD en 2012.

D.3. Solde financier :

Le solde financier s'élève à 93,303 MD en 2012 contre 76,443 MD en 2011 et 102,006 MD en 2010, soit une augmentation de 22,06 % en 2012.

D.4. Solde de réassurance (résultats des cessions) :

Le solde de réassurance (résultats des cessions) dégage un déficit de 99,821 MD en 2012 contre un excédent de 94,377 MD en 2011 et un déficit de 75,029 MD en 2010.

D.5. Résultat technique net:

Le résultat technique net dégage un excédent de 54,695 MD en 2012 (4,30 % des primes émises des affaires directes) contre un excédent de 44,965 MD en 2011 (3,86 % des primes émises des affaires directes) et un excédent 102,217 MD en 2010 (7,66 % des primes émises des affaires directes).

II. LA RÉASSURANCE

A. Les opérations de réassurance effectuées par les entreprises d'assurances

Les opérations de réassurance effectuées par les entreprises d'assurances exploitant les assurances directes sont les suivantes :

I- Les acceptations :

A. Les primes :

Le montant des primes acceptées s'élève en 2012 à 13,420 MD contre 12,190 MD en 2011 et 11,135 MD en 2010. Les acceptations en 2012 représentent 1,04 % du chiffre d'affaires total contre 1,03 % en 2011 et 0,99 % en 2010.

Evolution des primes acceptées

En MD

Année	Primes Acceptées	Taux de Croissance En %	En % des Primes Emises du Marché
2010	11,135	14,57	0,99
2011	12,190	9,47	1,03
2012	13,420	10,09	1,04

B. Les sinistres :

Les sinistres réglés en 2012 au titre des acceptations atteignent 9,933 MD contre 8,102 MD en 2011 et 6,767 MD en 2010 enregistrant ainsi une augmentation de 22,61 % par rapport à 2011.

La dotation à la provision pour sinistres à payer est passée de 1,938 MD en 2010 et (-0,615) MD en 2011 à (-0,341) MD en 2012.

Pour les opérations d'acceptations, le rapport sinistres aux primes acquises sans tenir compte des frais de gestion s'est détérioré de 12,72 % passant de 60,18 % en 2011 à 72,90 % en 2012.

En MD

	2010	2011	Variation en %	2012	Variation en %
- Sinistres réglés net de recours	6,767	8,102	19,73	9,933	22,60
- Dotation à la provision pour sinistres à payer	1,938	-0,615	-131,73	-0,341	-44,55
- Charge de sinistres	8,705	7,487	-13,99	9,592	28,12
- Primes acquises	10,431	12,442	19,28	13,158	5,75
- Rapports sinistres aux primes acquises en %	83,45	60,18	-23,27	72,90	12,72

C. Les frais de gestion :

Les frais de gestion (frais d'acquisition et autres charges de gestion nettes) de la branche acceptation s'élèvent à 3,392 MD en 2012 contre 2,323 MD en 2011 et 2,508 MD en 2010 soit une augmentation de 46,02 % en 2012.

En 2012 les frais de gestion représentent 25,28 % des primes acceptées contre 19,06 % en 2011 et 22,52 % en 2010.

Evolution de l'ensemble des frais de gestion (Frais d'acquisition et autres charges de gestion nettes) rapportés aux primes acceptées

Libellés	2010			2011			2012			EN MD
	Montant	En % des Primes	Evol. En %	Montant	En % des Primes	Evol. En %	Montant	En % des Primes	Evol. En %	
Frais d'acquisition	1,850	16,61	11,99	1,690	13,86	-8,65	2,603	19,40	54,02	
Autres charges de gestion nettes	0,658	5,91	71,80	0,633	5,19	-3,80	0,789	5,88	24,64	
Frais de gestion	2,508	22,52	23,24	2,323	19,06	-7,39	3,392	25,28	46,02	

Compte tenu des frais de gestion le rapport sinistres aux primes acceptées s'élève à 98,68 % en 2012 contre 78,85 % en 2011 et 107,49 % en 2010. Ainsi le rapport sinistre aux primes acquises frais de gestion compris s'est détérioré de 19,83 %.

Le rapport sinistres aux primes émises frais de gestion compris s'élève à 96,76 % en 2012.

D. Résultats techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 3,529 MD en 2012 contre 4,937 MD en 2011 et 1,696 MD en 2010.

Par ailleurs, les frais de gestion sont passés de 2,508 MD en 2010 et de 2,323 MD en 2011 à 3,392 MD en 2012.

La branche acceptation dégage en 2012 un solde financier de 0,392 MD contre un solde de 0,424 MD en 2011 et de 0,444 MD en 2010. Le solde de réassurance (résultats des cessions) s'est amélioré passant d'un déficit de 0,163 MD en 2010 et un déficit de 0,601 MD en 2011 à un déficit de 0,118 MD en 2012.

Le résultat technique net dégage un excédent de 0,411 MD en 2012 contre un excédent de 2,437 MD en 2011 et un déficit de 0,532 MD en 2010.

Compte d'exploitation de la branche acceptation

En DT

- Primes acquises	13 158 265
- Primes émises	13 419 792
- Variation des provisions pour primes non acquises	-261 527
- Charges de prestations	-9 629 734
- Prestations et frais payés	-9 933 421
- Variation des provisions pour sinistres à payer	341 030
- provisions pour égalisation et équilibrage	0
- Autres charges techniques	-37 343
SOLDE DE SOUSCRIPTION	3 528 531
SOLDE DE GESTION	-3 391 886
SOLDE FINANCIER	392 088
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-117 644
RÉSULTAT TECHNIQUE NET	411 089

2 -Les Cessions :

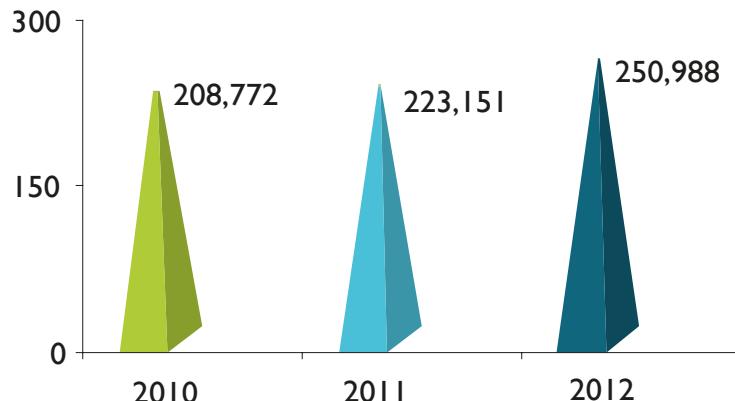
A-Les primes cédées : (Affaires directes)

Les primes cédées par les entreprises d'assurances sur les affaires directes totalisent un montant de 250,988 MD en 2012 contre 223,151 MD en 2011 et 208,772 MD en 2010 soit une augmentation de 12,47 % par rapport à 2011.

Le taux de cession est de 19,73 % des primes émises en 2012 contre 19,14 % en 2011 et 18,82 % en 2010.

Les branches transport, incendie, crédit, et agricole demeurent fortement réassurées avec des taux de cession respectifs de 76,89 %, 70,58 %, 70,09 % et 68,41 %.

Primes cédés en MD



Primes cédées par branche

En DT

BRANCHE	2010			2011			2012		
	PRIMES CÉDÉES	TAUX DE CÉSSION	PRIMES CÉDÉES	TAUX DE CÉSSION	PRIMES CÉDÉES	TAUX DE CÉSSION EN %	PRIMES CÉDÉES	TAUX DE CÉSSION	PRIMES CÉDÉES
AUTOMOBILE	22 373 936	4,32	21 518 657	4,00	-3,82	32 183 986	5,48	49,56	
GROUPE MALADIE	3 514 628	2,40	3 521 101	2,10	0,18	3 591 736	1,94	2,01	
ACCIDENT DU TRAVAIL	-	-	-	-	-	-	484	0,29	-
TRANSPORT	51 027 127	67,36	56 177 458	76,45	10,09	56 628 695	76,89	0,80	
INCENDIE	42 760 140	67,59	52 253 201	73,73	22,20	56 941 761	70,58	8,97	
AGRICOLE	5 542 707	59,56	4 617 653	63,31	-16,69	4 667 205	68,41	1,07	
RISQUES DIVERS	64 334 337	51,20	63 708 421	52,32	-0,97	69 245 160	54,55	8,69	
VIE	11 769 162	7,27	14 918 253	8,43	26,76	20 105 605	10,03	34,77	
CREDIT	7 449 702	73,69	6 436 155	68,03	-13,61	7 623 952	70,09	18,46	
TOTAL AFFAIRES DIRECTES	208 771 739	18,82	223 150 899	19,14	6,89	250 987 616	19,73	12,47	
PRIMES RETROCEDÉES	245 809	2,21	583 898	4,79	137,54	237 756	1,77	-59,28	
TOTAL	209 017 548	18,66	223 734 797	18,99	7,04	251 225 372	19,54	12,29	

B- Sinistres à la charge des réassureurs au titre des affaires directes :

Les sinistres à la charge des réassureurs au titre des affaires directes s'élèvent à 103,417 MD en 2012 contre 132,826 MD en 2011 et 77,258 MD en 2010 soit une diminution de 22,14 % en 2012. Ils représentent 18,55 % du total des règlements des sinistres au titre des opérations directes en 2012 contre 18,87 % en 2011 et 12,97 % en 2010.

Les sinistres réglés à la charge des réassureurs au titre des opérations directes dans les branches transport et incendie sont les plus importants, ils représentent respectivement 111,99% et 91,29 % des sinistres réglés.

C- Commission reçue des réassureurs au titre des affaires directes :

Les commissions reçues des réassureurs au titre des affaires directes s'élèvent en 2012 à 52,759 MD contre 42,575 MD en 2011 et 43,012 MD en 2010.

Les taux des commissions reçues des branches, Vie, Automobile et crédit sont les plus élevés, ils représentent respectivement 35,65 %, 27,00 % et 27,00 %.

Les sinistres et les commissions à la charge des réassureurs au titre des affaires directes par branche en 2012 (rétrocession non comprise)

En DT

Branches	sinistres à la charge des réassureurs	en % des sinistres régélés	en % des primes émises	comm. à la charge des réassureurs	en % des primes cédées
Automobile	4 236 086	1,13	0,27	8 688 538	27,00
Groupe Maladie	1 283 694	0,78	0,69	313 529	8,73
Accidents de Travail	724 310	20,79	-440,22	-	-
Transport	7 343 913	111,99	9,97	7 656 519	13,52
Incendie	63 636 989	91,29	78,88	14 584 218	25,61
Agricole	2 000 486	44,70	29,32	551 491	11,82
Risques Divers	23 863 597	57,30	18,80	11 739 223	16,95
Vie	4 570 142	8,57	2,28	7 166 885	35,65
Crédit	-4 242 192	-117,45	-39,00	2 058 585	27,00
Total Cessions	103 417 025	14,44	8,13	52 758 988	21,02

D-Résultat des cessions :

Les opérations des cessions au titre des opérations directes(rétrocessions non comprises) dégagent un résultat déficitaire de 99,821 MD en 2012 contre un excédent de 94,377 MD en 2011 et un déficit de 75,029 MD en 2010.

Le compte d'exploitation des cessions au titre des opérations directes se présente comme suit :

Compte d'exploitation des cessions 2012

EN DT

Débit	Montant	Crédit	Montant
• Primes	250 987 616	• Sinistres réglés à la charge des réassureurs • Commissions reçues des réassureurs • Part des réassureurs dans la charge de provision	103 417 025 52 758 988 -5 748 274
• Autres éléments de débit		• Participation au résultat • Autres éléments de crédit	988 831 -249 752
déficit		déficit de cession	99 820 798
TOTAL	250 987 616	TOTAL	250 987 616

3- Rétrocessions

Les Primes rétrocédées s'élèvent à 0,238 MD en 2012 contre 0,584 MD en 2011 et 0,246 MD en 2010.

Le taux de rétrocession est de 1,77 % en 2012 contre 4,79 % en 2011 et 2,21 % en 2010.

Le compte d'exploitation des rétrocessions se présente comme suit :

Compte d'exploitation des rétrocessions 2012

EN DT

Débit	Montant	Crédit	Montant
• Primes rétrocédées	237 756	• Part des rétrocessionnaires dans les sinistres réglés • Commissions reçues • Part des réassureurs dans la charge de provision • Participation au résultat	56 829 11 242 52 041 117 644
		Déficit	237 756
TOTAL	237 756	TOTAL	237 756

B - Les Opérations de Réassurance Effectuées par Tunis Ré

I- Les primes

En 2012, le chiffre d'affaires de Tunis Ré a atteint 77,029 MD contre 70,520 MD en 2011 et 73,721 MD en 2010 marquant ainsi une augmentation de 9,2 % contre une régression de 4 % en 2011.

Le chiffre d'affaires des acceptations conventionnelles est passé de 44,540 MD en 2011 à 47,280 MD en 2012, enregistrant ainsi une amélioration de 6,2 %.

Le chiffre d'affaires des acceptations facultatives est passé de 25,980 MD en 2011 à 29,749 MD en 2012, enregistrant ainsi une amélioration de 14,5 %.

La répartition des primes acceptées par branche et par zone est retracée dans les tableaux suivants :

a - Répartition par Branche :

	En MD							
	BILAN 2010		BILAN 2011		EVOL 11 / 10 En %	BILAN 2012		EVOL 12 / 11 % En
	Montant	Structure En %	Montant	Structure En %		Montant	Structure En %	
INCENDIE	17,372	24	19,979	28	15	23,750	31	19
A RD	8,340	11	8,707	12	4	7,535	10	- 13
R.TECH	13,813	19	12,349	18	- 11	12,181	16	- 2
TRANSPORT	10,626	14	11,063	16	4	11,593	15	5
AVIATION	20,097	27	15,466	22	- 23	18,571	24	20
VIE	3,473	5	2,956	4	- 15	3,399	4	15
TOTAL	73,721	100	70,520	100	- 4	77,029	100	9.2

b- Répartition Géographique :

La répartition du chiffre d'affaires par zone est influencée par la structure des acceptations facultatives de la zone Tunisie représentant 64 % des acceptations facultatives.

	En MD							
	BILAN 2010		BILAN 2011		EVOL 11 / 10 En %	BILAN 2012		EVOL 12 / 11 % En
	Montant	Structure En %	Montant	Structure En %		Montant	Structure En %	
TUNISIE	56,513	67	47,954	68	-15	49,299	64	28
ÉTRANGER	17,208	33	22,566	32	31	27,730	36	23
TOTAL	73,721	100	70,520	100	-4	77,029	100	9,2

2- Les charges des sinistres et les frais généraux:

Les charges des sinistres constituées des sinistres réglés et de la variation de la provision pour sinistres à payer, ont atteint 46,584 MD en 2012 contre 53,051 MD en 2011 et 92,699 MD en 2010 enregistrant ainsi une diminution de 12 %.

3- Les provisions techniques :

Les provisions techniques ont totalisé 169,810 MD en 2012 contre 167,163 MD en 2011 et 152,748 MD en 2010 enregistrant ainsi une augmentation de 1,58 %.

4- Les placements et les revenus financiers :

Le total des placements s'est établi en 2012 à 242,453 MD contre 174,3 MD en 2011 et 154,1 MD en 2010 enregistrant un accroissement de 39 %.

Les revenus de ces placements ont atteint 7,376 MD en 2012 contre 5,642 MD en 2011 soit une augmentation de 31 %.

5- Les résultats :

L'ensemble des activités de Tunis Ré a dégagé au titre de l'exercice 2012 un résultat bénéficiaire de 6,192 MD contre 2,661 MD en 2011 représentant 8,25 % du capital social.

III. L'ACTIVITÉ GLOBALE (Assurances Directes et Acceptations)

A- Les Primes :

En 2012 le chiffre d'affaires global du secteur des assurances (affaires directes et acceptations) s'élève à 1 285,469 MD contre 1 177,905 MD en 2011 et 1 120,357 MD en 2010 soit un taux de croissance de 9,13 % en 2012 contre 5,14 % en 2011 et 9,17 % en 2010.

En DT

INTITULÉS	2010		2011			2012		
	Montant	En %	Montant	En %	T.C 11/10 en %	Montant	En %	T.C 12/11 en %
I. STAR	212 768 849	18,99	205 734 995	17,47	-3,31	233 590 021	18,17	13,54
2. COMAR	129 644 403	11,57	138 458 278	11,75	6,80	144 779 730	11,26	4,57
3. GAT	95 354 049	8,51	106 997 652	9,08	12,21	120 428 749	9,37	12,55
4. AMI	92 591 714	8,26	91 263 256	7,75	-1,43	108 015 770	8,40	18,36
5. ASTREE	90 804 619	8,10	101 226 388	8,59	11,48	104 937 532	8,16	3,67
6. MAGHREBIA	86 113 625	7,69	94 358 647	8,01	9,57	100 085 609	7,79	6,07
7. CARTE	88 939 422	7,94	74 835 040	6,35	-15,86	76 783 896	5,95	2,20
8. MAE	67 273 099	6,00	69 013 441	5,86	2,59	72 781 414	5,66	5,46
9. ASS. BIAT	60 241 124	5,38	63 494 122	5,39	5,40	65 485 350	5,09	3,14
10. LLOYD	48 737 871	4,35	52 403 752	4,45	7,52	56 760 700	4,42	8,31
11. GROUPE CTAMA*	52 239 340	4,66	52 132 005	4,43	-0,21	55 382 270	4,31	6,23
12. SALIM	36 774 369	3,28	40 532 573	3,44	10,22	41 731 698	3,25	2,96
13. MAGHREBIA VIE	26 658 500	2,38	29 685 758	2,52	11,36	34 010 387	2,65	14,57
14. HAYETT	20 618 523	1,84	23 249 011	1,97	12,76	28 006 883	2,18	21,26
15. CARTE VIE	-	-	23 095 922	1,96	-	27 177 655	2,11	16,90
16. COTUNACE	6 363 912	0,57	5 451 155	0,46	-14,34	6 059 543	0,47	11,16
17. AMINA	2 790 025	0,25	3 220 991	0,27	15,45	4 623 080	0,36	43,53
18. ASSURCREDIT	2 443 880	0,22	2 752 102	0,23	12,61	3 468 004	0,27	26,01
19. ZITOUNA.TAKAFUL	-	-	-	-	-	1 660 483	0,13	-
TOTAL	1 120 357 324	100	1 177 905 088	100	5,14	1 285 468 774	100	9,13

* Les données du MGA et du CTAMA sont regroupées pour les années 2010 et 2011

La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2010		2011		2012	
Entreprise	En %	Entreprise	En %	Entreprise	En %
STAR		STAR		STAR	
COMAR	39,07	COMAR	38,20	COMAR	38,80
GAT		GAT		GAT	

La part des trois premières entreprises dans l'activité globale est passée de 39,07 % en 2010 et de 38,20 % en 2011 à 38,80% en 2012.

Les société AMINA, ASSURCREDIT et HAYETT ont réalisé les taux de croissance les plus élevés en 2012 avec une progression respective de 43,53 %, 26,01% et 21,26%.

9 entreprises ont un taux de croissance supérieur à la moyenne du marché (9,13 %)

• **Taux de pénétration :**

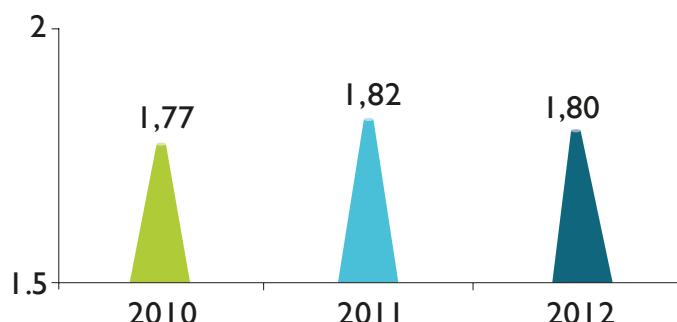
Le taux de pénétration de l'assurance tunisienne dans l'économie (total des primes émises par rapport au produit intérieur brut) est passé de 1,77 % en 2010 et 1,82 % en 2011 à 1,80 % en 2012.

Taux de pénétration

En MD

Intitulé	2010	2011	2012
P.I.B. prix courant	63.364	64.566	71.332
Primes Emises	1 120,357	1 177,905	1 285,469
Taux de pénétration en %	1,77	1,82	1,80

Taux de pénétration en %



• **Primes par habitant :**

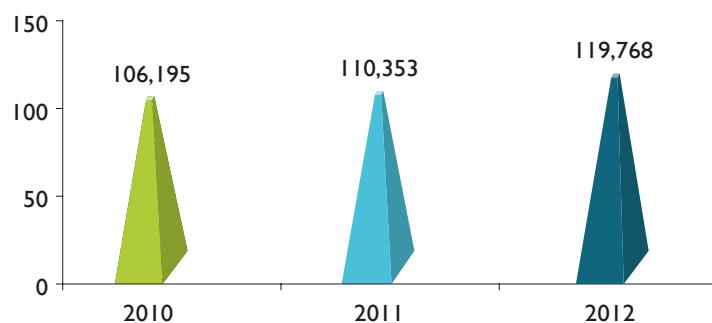
La prime d'assurance moyenne par habitant est passée de 106,195 dinars en 2010 (90,850 dinars en assurance non vie et 15,345 dinars en assurance vie), à 110,353 dinars en 2011 (93,775 dinars en assurance non vie et 16,578 dinars en assurance vie) à 119,768 dinars en 2012 (101,097 dinars en assurance non vie et 18,671 dinars en assurance vie).

Cette prime moyenne par habitant n'a cessé de croître durant les trois dernières années. Elle comporte une part importante afférente à l'assurance automobile dont la prime moyenne par habitant est de 54,759 dinars en 2012 contre 50,431 dinars en 2011 et 49,037 dinars en 2010.

Primes par habitant

Intitulé	2010	2011	2012
Population (en million)	10,550	10,674	10,733
Primes émises (en MD)	1 120,357	1 177,905	1 285,469
Primes par habitant (en DT)	106,195	110,353	119,768

Primes par habitant en DT



• Primes émises par branche

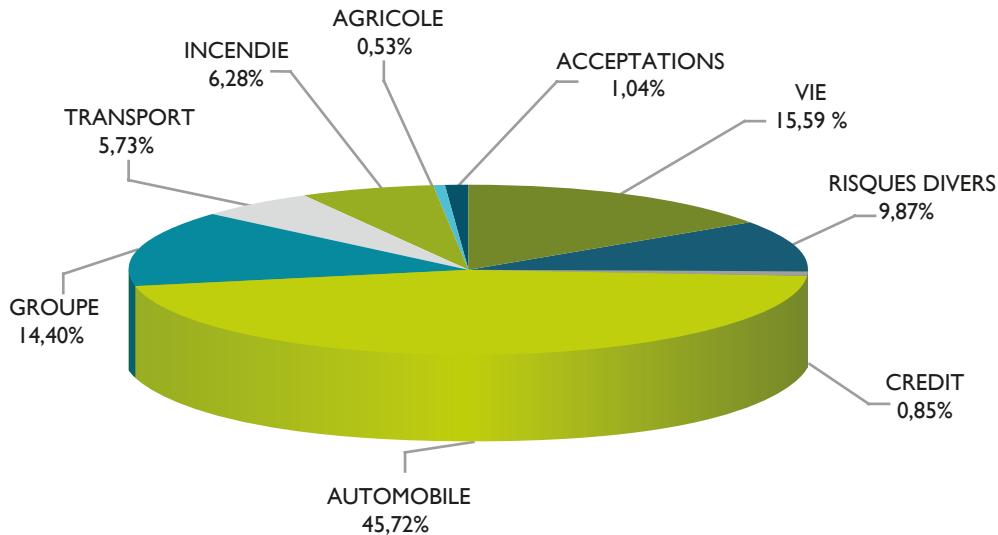
La structure du marché reste inchangée, l'assurance automobile occupe toujours la première place des émissions totales avec 45,72 % en 2012 contre 45,70 % en 2011 et 46,18 % en 2010. Elle est suivie par la branche assurance VIE qui représente 15,59 % en 2012 contre 15,02 % en 2011 et 14,45 % en 2010. Les branches CREDIT et INCENDIE ont connu les taux de croissance les plus élevés en 2012 avec respectivement 14,97 % et 13,38 %.

L'évolution des primes émises par branche

En DT

Branche	2010		2011			2012		
	Primes émises	STRU EN %	Primes émises	STRU EN %	EVOL. EN %	Primes émises	STRU EN %	EVOL. EN %
Automobile	517 345 106	46,18	538 300 177	45,70	4,05	587 730 536	45,72	9,18
Groupe Maladie	146 257 214	13,05	167 588 716	14,23	14,58	185 130 308	14,40	10,47
Accident du T.	- 384 330	-0,03	118	-	-	-164 533	-0,01	-
Transport	75 755 889	6,76	73 486 824	6,24	-3,00	73 653 315	5,73	0,23
Incendie	63 260 779	5,65	70 873 379	6,02	12,03	80 674 120	6,28	13,38
Agricole	9 305 357	0,83	7 293 637	0,62	-21,62	6 821 990	0,53	-6,47
Risques divers	125 656 183	11,22	121 757 377	10,34	-3,10	126 929 364	9,87	4,25
Vie	161 916 994	14,45	176 953 651	15,02	9,29	200 396 685	15,59	13,25
Crédit	10 108 911	0,90	9 460 875	0,80	-6,41	10 877 197	0,85	14,97
TOTAL A.D.	109 222 109 1	99,01	1165 714 754	98,97	5,09	1 272 048 982	98,96	9,12
Acceptations	11 135 221	0,99	12 190 334	1,03	9,48	13 419 792	1,04	10,09
TOT° primes. émises	1 120 357 324	100	1 177 905 088	100	5,14	1 285 468 774	100	9,13

Structure du portefeuille du marché par branche



B- Les Sinistres et les Provisions Techniques :

B.I. Sinistres :

Les indemnités payées (sinistres réglés et capitaux échus) atteignent le montant de 726,064 MD en 2012 contre 712,042 MD en 2011 et 619,560 MD en 2010 enregistrant ainsi une augmentation de 1,97 %.

Le montant des sinistres réglés au titre des branches automobile et assurance groupe maladie représente 69,30 % en 2012 du total des règlements contre 70,41 % en 2011 et 75,12 % en 2010, alors que les primes encaissées au titre de ces deux branches représentent 60,12 % en 2012 contre 59,93 % en 2011 et 59,23 % en 2010.

Les sinistres réglés au titre de la branche accident du travail s'élèvent à 3,483 MD en 2012 contre 3,717 MD en 2011 et 4,162 MD en 2010 bien que la gestion de ce risque soit transférée à la CNSS depuis le 1er janvier 1995.

Les branches RISQUES TECHNIQUES ET DIVERS, ACCEPTATION et VIE ont connu le taux de croissance le plus élevé des règlements de sinistres avec des taux de croissance respectifs de 55,31 %, 22,61 % et 21,39 %.

L'évolution des sinistres réglés par branche est retracée dans le tableau suivant :

L'évolution des sinistres réglés par branches

En DT

Branche	2010		2011			2012		
	Sinistres Réglés	En %	Sinistres Réglés	En %	EVOL. En %	Sinistres Réglés	En %	EVOL. En %
Automobile	336 513 301	54,31	359 803 676	50,53	6,92	375 538 660	52,72	4,37
Groupe Maladie	128 927 662	20,81	141 532 181	19,88	9,78	165 003 009	16,58	16,58
Accident du T.	4 162 024	0,67	3 716 842	0,52	-10,70	3 483 480	0,48	-6,28
Transport	30 876 894	4,98	10 562 203	1,48	-65,79	6 557 775	0,90	-37,91
Incendie	28 554 065	4,61	105 310 519	14,79	268,81	69 707 427	9,60	-33,81
Agricole	4 226 169	0,68	7 771 808	1,09	83,90	4 475 685	0,62	-42,41
Risque divers	35 823 644	5,78	26 813 663	3,77	-25,15	41 643 393	5,74	55,31
Vie	34 667 384	5,60	43 936 610	6,17	26,74	53 333 150	7,35	21,39
Crédit	9 041 599	1,46	4 492 605	0,63	-155,12	-3 611 890	-0,50	-180,40
Total A.D.	612 792 742	98,91	703 940 107	98,86	18,19	716 130 689	98,63	1,73
Acceptations	6 766 876	1,09	8 101 770	1,14	19,73	9 933 421	1,37	22,61
TOTAL	619 559 618	100	712 041 877	100	18,21	726 064 110	100	1,97

B.2. Les Provisions Techniques

Les provisions techniques totalisent en 2012 un montant de 2 873,777 MD contre 2 638,443 MD en 2011 et 2 282,718 MD en 2010 soit une augmentation de 8,92 % par rapport à 2011.

Le détail des provisions techniques du trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

Evolution des provisions techniques

En DT

PROVISIONS TECHNIQUES	2010	2011	2012
Provision pour primes non acquises	284 804 383	279 267 528	314 639 069
Provision Mathématique vie	464 081 351	472 856 938	562 240 377
Provision pour sinistre à payer vie	35 630 634	88 956 240	104 542 730
Provision pour sinistre à payer non vie	1 382 493 555	1 641 735 091	1 747 300 280
Provision pour PB vie	5 716 809	4 733 237	4 878 660
Provision pour PB non vie	10 828 760	13 176 753	16 433 521
Provision pour Egalisation/Equilibrage	32 896 029	28 776 070	30 662 054
Autres Provisions Techniques vie	2 315 892	23 322 523	29 015 870
Autres Provisions Techniques non vie	43 114 725	66 913 053	64 064 565
TOTAL	2 282 718 138	2 638 443 225	2 873 777 126

B.3. Rapport sinistres aux primes

La dotation à la provision pour sinistres à payer au 31-12-2012 a enregistré une baisse de 41,47 % passant de 179,392 MD en 2010 et 354,622 MD en 2011 à 207,562 MD en 2012.

Pour l'activité globale le rapport sinistres aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) s'est amélioré de 17,86 % en 2012 en passant de 71,50 % en 2010 et 91,58 % en 2011 à 73,72 en 2012.

	En MD				
	2010	2011	Variation en %	2012	Variation en %
• Sinistres payés net de recours	602,368	712,042	18,21	726,064	1,97
• Dotation à la provision pour Sinistres à payer	179,392	354,622	97,68	207,562	-41,47
• Charges sinistres	781,760	1 066,664	36,44	933,626	-12,47
• Primes acquises	1 093,332	1 164,676	6,53	1 266,492	8,74
• Rapports sinistres aux primes acquises en %	71,50	91,58	20,08	73,72	-17,86

C- Frais de gestion (frais d'acquisition et autres charges de gestion nettes) :

C.1. Les Frais d'Acquisition :

Les frais d'acquisition totalisent 143,558 MD en 2012 contre 124,983 MD en 2011 et 111,813 MD en 2010 soit une augmentation de 14,86 % en 2012.

C.2. Les autres charges de gestions nettes (frais d'administration et autres charges techniques) :

Les autres charges de gestion nettes totalisent 121,829 MD en 2012 contre 100,592 MD en 2011 et 97,435 MD en 2010 soit une augmentation de 21,11 %.

C.3. Les frais de gestion :

Les frais de gestion s'élèvent à 265,386 MD en 2012 contre 225,575 MD en 2011 et 209,248 MD en 2010 soit une augmentation de 17,65 % en 2012.

Rapportés aux primes émises les frais de gestion représentent 20,65 % en 2012 contre 19,15 % en 2011 et 18,68 % en 2010.

Les frais de gestion sont retracés dans le tableau ci-après :

Libellés	EN DT									
	Montant	En % Primes	Evol. En %	Montant	En % Primes	Evol. En %	Montant	En % Primes	Evol. En %	
Frais d'acquisition	111 812 711	9,98	4,18	124 983 383	10,61	11,78	143 557 766	11,17	14,86	
Autres charges de gestion nettes	97 435 354	8,70	31,52	100 591 942	8,54	3,24	121 828 642	9,48	21,11	
Frais de gestion	209 248 065	18,68	15,34	225 575 325	19,15	7,80	265 386 408	20,65	17,65	

Compte tenu des frais de gestion le rapport sinistres aux primes acquises s'élève à 94,67 % en 2012 contre 110,95 % en 2011 et 92,23 % en 2010. Ainsi, le rapport sinistres aux primes acquises (frais de gestion compris) s'est amélioré de 16,28 % en 2012.

C.4. Frais de Gestion par Branche

Les frais de gestion par branche sont retracés dans le tableau suivant :

														En M DT
2	Intitulé	Auto	Groupe	A.T.	Trans.	Incen.	AGRI.	R.D.	Vie	Crédit	T.A.D.	Accep.	TOTAL	
0	Frais de Gestion	96 759	19 589	0 243	12 097	14 210	2 602	22 974	35 802	2 463	206 740	2 508	209 248	
1	Frais de Gestion En % des Primes émises	18,70	13,39	-	15,97	22,46	27,96	18,28	22,11	24,37	17,36	22,52	17,40	
0	Intitulé	Auto	Groupe	A.T.	Trans.	Incen.	AGRI.	R.D.	Vie	Crédit	T.A.D.	Accep.	TOTAL	
2	Frais de Gestion	101 081	19 994	0 137	12 108	17 376	1 371	25 094	43 833	2 258	223 252	2 323	225 575	
1	Frais de Gestion En % des Primes émises	18,78	11,93	-	16,48	24,52	18,80	20,61	24,77	23,87	19,15	19,06	19,15	
1	Intitulé	Auto	Groupe	A.T.	Trans.	Incen.	AGRI.	R.D.	Vie	Crédit	T.A.D.	Accep.	TOTAL	
2	Frais de Gestion	120 946	24 503	0,325	13 246	19 711	1 514	29 291	49 599	2 859	261 995	3 392	265 386	
2	Frais de Gestion En % des Primes émises	20,58	13,24	-	7,98	24,43	22,19	23,08	24,75	26,28	22,48	25,28	20,65	

D. Résultats Techniques :

D.1. Solde de souscription

Le solde de souscription dégage un excédent de 326,736 MD en 2012 contre 102,335 MD en 2011 et 283,676 MD en 2010.

D.2. Frais de gestion

Les frais de gestion sont passés de 209,248 MD en 2010 et de 225,575 MD en 2011 à 265,386 MD en 2012.

D.3. Solde financier

Les affaires totales (affaires directes et acceptations) dégagent en 2012 un solde financier de 93,695 MD contre 76,867 MD en 2011 et 102,449 MD en 2010.

D.4. Solde de réassurance (résultat des cessions)

Le solde des réassurances (résultat des cessions) est déficitaire de 99,938 MD en 2012 contre un excédent de 93,776 MD en 2011 et un déficit de 75,192 MD en 2010.

D.5. Résultat technique net

Le résultat technique net atteint un excédent de 55,106 MD en 2012 contre un excédent de 47,402 MD en 2011 et un excédent 101,686 MD en 2010.

Compte d'exploitation de l'activité globale du secteur « Affaires directes + acceptations »

En DT

- Primes acquises	I 266 492 086
- Primes émises	I 285 468 774
- Variation des provisions pour primes non acquises	-18 976 688
- Charges de prestations	-939 755 701
- Prestations et frais payés	-726 064 059
- Variation des provisions pour sinistres à payer	-207 562 059
- provisions pour égalisation et équilibrage	-1 757 472
- Autres charges techniques	-4 372 060
SOLDE DE SOUSCRIPTION	326 736 385
SOLDE DE GESTION	-265 386 408
SOLDE FINANCIER	93 694 810
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-99 938 442
RÉSULTAT TECHNIQUE NET	55 106 345

Résultats techniques nets par branches

En DT

Branches	2010	2011			2012		
	R.T. net	R.T.	Résultat Financier	Résultat Technique Net	R.T.	Résultat Financier	Résultat Technique Net
Automobile	- 13 958 675	- 59 763 414	43 498 310	-16 265 104	-52 450 135	50 164 034	-2 286 101
Groupe Maladie	- 9 207 964	1 579 074	3 326 045	4 905 119	-9 411 766	4 271 124	-5 140 642
Accidents de Trav.	- 2 109 149	-1 828 312	1 183 539	- 644 773	-1 979 786	1 298 859	-680 927
Transport	7 555 850	10 381 654	2 890 801	13 272 455	13 465 823	2 951 188	16 417 011
Incendie	- 2 029 029	623 833	5 543 110	6 166 943	2 746 782	6 828 993	9 575 775
Agricole	- 1 774 752	- 936 096	679 232	- 256 864	-795 733	532 268	-263 465
Risques Divers	27 047 348	8 169 768	6 459 746	14 629 514	10 095 675	8 435 071	18 530 746
Vie	- 10 972 873	-1 415 082	23 863 138	22 448 056	-10 903 014	29 013 434	18 110 420
Crédit	- 18 200 676	262 926	446 709	709 635	-74 996	507 435	432 439
TOTAL	- 23 649 920	-42 925 649	87 890 630	44 964 981	-49 307 150	104 002 406	54 695 256
CESSIONS ET RETROCESSIONS	- 1 068 729	1 999 386	437 821	2 437 207	13 111	397 978	411 089
RT. NETTES	- 24 718 649	- 40 926 263	88 328 451	47 402 188	-49 294 039	104 400 384	55 106 345

IV. LES FONDS PROPRES, LES PLACEMENTS ET LES REVENUS FINANCIERS

A. Les fonds propres des entreprises d'assurances :

Constitués par le capital social ou le fonds commun des sociétés d'assurances à forme mutuelles, les réserves et les primes liées au capital, les fonds propres des entreprises d'assurances ont atteint 754,261 MD en 2012 contre 700,446 MD en 2011 et 560,611 MD en 2010.

	En MD		
	2010	2011	2012
Fonds commun et capital social	274,447	319,091	323,526
Les réserves et les primes liées au capital	286,164	381,355	430,435
Fonds propres	560,611	700,446	754,261

B. Les placements et les revenus financiers

B.I. Les placements

En MD

	2010	2011	Taux de Croissance %	2012	Taux de Croissance%
TOTAL	2 494,765	2 771,662	11,10	3 067,292	10,67

Les placements des entreprises d'assurances figurant à l'actif du bilan s'élèvent à 3 067,292 MD en 2012 contre 2 771,662 MD en 2011 et 2 494,765 MD en 2010 soit une augmentation de 10,67 % par rapport à 2011.

Etant donné que les provisions techniques sont évaluées à 2 873,777 MD en 2012, le taux de couverture (c'est le ratio des placements sur les provisions techniques) s'élève à 106,73 % en 2012 contre 105,05 % en 2011 et 109,29 % en 2010.

Les taux de couverture réalisés durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau ci-après :

En MD

	2010	2011	2012
- Provisions Techniques	2 282,718	2 638,443	2 873,777
- Placements admis	2 494,765	2 771,662	3 067,292
Taux de Couverture en %	109,29	105,05	106,73

B.2. Les Revenus financiers

En MD

	2010	2011	Taux de croiss. %	2012	Taux de croiss. %
- Revenues financiers	109,099	88,328	-19,04	104,400	18,20
- Placements admis	2 494,765	2 771,662	11,10	3 067,292	10,67
Taux de Rendements en %	4,37	3,19	-1,18	3,4	0,21

Les revenus des placements (valeurs mobilières et immeubles) totalisent 104,400 MD en 2012 contre 88,328 MD en 2011 et 109,099 MD en 2010 soit une augmentation de 18,20 % par rapport à 2011. Le taux de rendement moyen de ces titres représente 3,4 % en 2012 contre 3,19 % en 2011 et 4,37 % en 2010.

b-3. Résultat aux bilans :

Les bilans consolidés des entreprises d'assurances dégagent un résultat bénéficiaire de 18,079 MD en 2012 (1,41 % des primes émises) contre 44,899 MD en 2011 (3,81 % des primes émises) et un bénéfice de 107,726 MD en 2010 (9,62 % des primes émises).

	En MD		
	2010	2011	2012
Résultat net de l'exercice	107,726	44,899	18,079
Primes émises	1 120,357	1 177,509	1 285,469
Résultat en % des primes	9,62	3,81	1,41

Deuxième partie

A – Assurance non Vie & Assurance vie
B – ÉTUDE PAR BRANCHE

- I. L'ASSURANCE AUTOMOBILE
- II. L'ASSURANCE GROUPE MALADIE
- III. L'ASSURANCE TRANSPORT
- IV. L'ASSURANCE INCENDIE
- V. L'ASSURANCE RISQUES
TECHNIQUES ET DIVERS
- VI. L'ASSURANCE CRÉDIT
- VII. L'ASSURANCE AGRICOLE
- VIII. L'ASSURANCE VIE

A – Assurance non Vie & Assurance vie

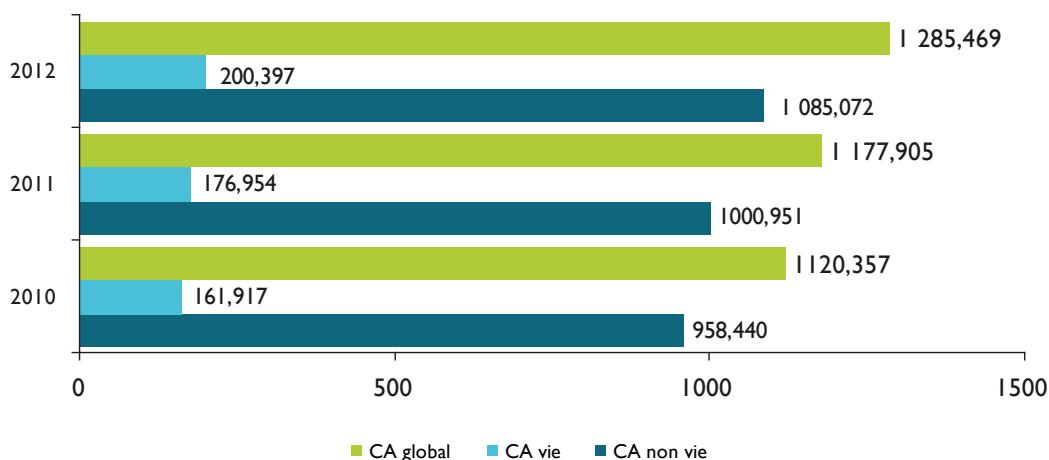
I- Les Primes :

En 2012 le chiffre d'affaires global du secteur des assurances s'élève à 1 285,469 MD contre 1 177,905 MD en 2011 et 1 120,357 MD en 2010 soit un taux de croissance de 9,13 % en 2012 contre 5,14 % en 2011 et 9,17 % en 2010.

Les primes émises en assurance non vie s'élèvent à 1 085,072 MD en 2012 contre 1 000,951 MD en 2011 et 958,440 MD en 2010 enregistrant une augmentation de 8,40 % par rapport à 2011 .elles représentent 84,41 % du total des émissions contre 84,98 % en 2011 et 85,55 % en 2010.

Les primes émises en assurance vie s'élèvent à 200,397 MD en 2012 contre 176,954 MD en 2011 et 161,917 MD en 2010 enregistrant ainsi une augmentation de 13,25 % contre une augmentation de 9,29 % en 2011. elles représentent 15,59 % du total des émissions contre 15,02 % en 2011 et 14,45 % en 2010

**Evolution du chiffre d'affaires Non Vie & Vie
2010-2012**



2- Sinistres :

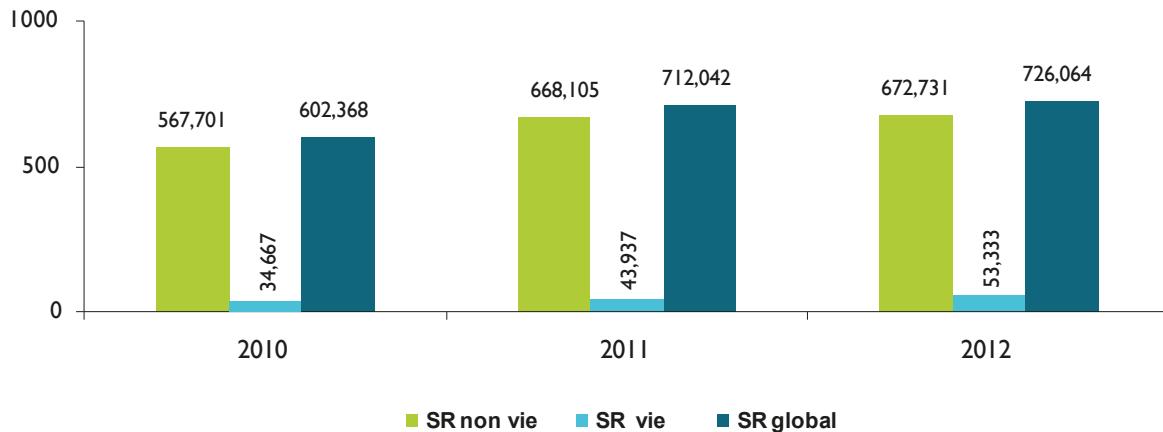
Les indemnités payées (sinistres réglés et capitaux échus) atteignent le montant de 726,064 MD en 2012 contre 712,042 MD en 2011 et 619,560 MD en 2010 enregistrant ainsi une augmentation de 1,97 %.

Le montant des sinistres réglés au titre des assurances non vie s'élève à 675,731 MD en 2012 contre 668,105 MD en 2011 et 567,701 MD en 2010, soit une augmentation de 0,69 % par rapport à 2011. Il représente 92,65 % des totales des indemnités payées en 2012 contre 93,83 % en 2011 et 94,24 % en 2010.

Pour l'assurance vie, les sinistres réglés représentent 7,35 % du montant globale des indemnités payées en 2012 contre 6,17 % en 2011 et 5,76 % en 2010. Le montant des ces indemnités est de 53,333 MD en 2012 contre 43,937 MD en 2011 et 34,667 MD en 2010.

Evolution des sinistres réglés Non Vie & Vie 2010-2012

En M DT



3. Frais de Gestion.

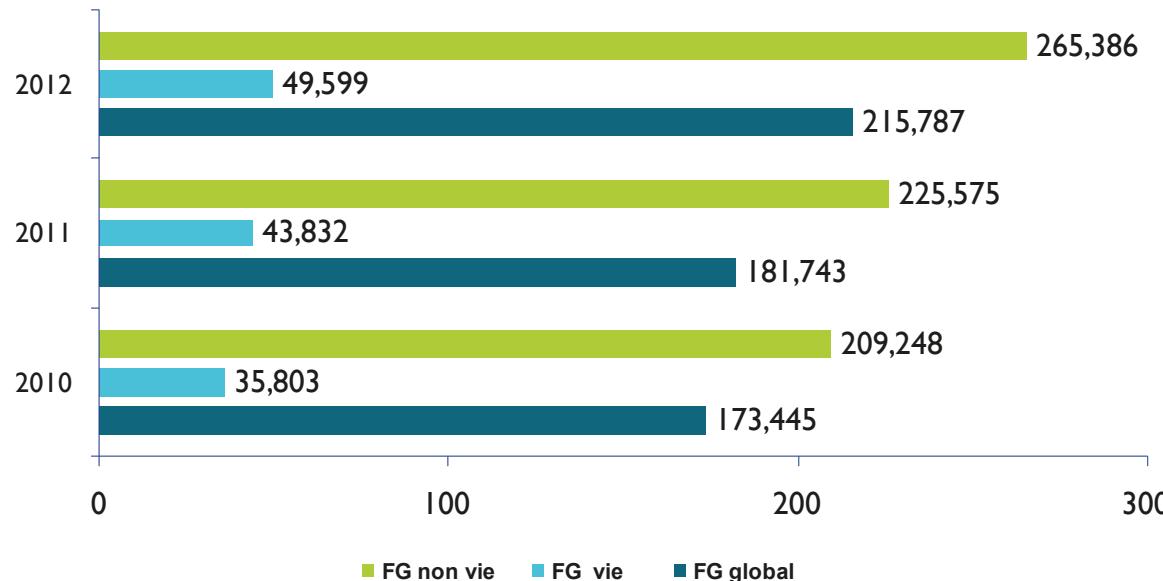
Les frais de gestion (frais d'acquisition et autres charges de gestion nettes) totalisent 265,386 MD en 2012 contre 225,575 MD en 2011 et 209,248 MD en 2010, soit une augmentation de 17,65 % par rapport à 2011.

Pour les assurances non vie les frais de gestion s'élèvent à 215,787 MD en 2012 contre 181,743 MD en 2011 et 173,445 MD en 2010, soit une évolution de 18,73 % par rapport à 2011.

Les frais de gestion de la branche vie ont augmenté de 13,16 % passant de 35,803 MD en 2010 et 43,832 MD en 2011 à 49,599 MD en 2012.

Evolution des frais de gestion Non Vie & Vie 2010-2012

En M DT

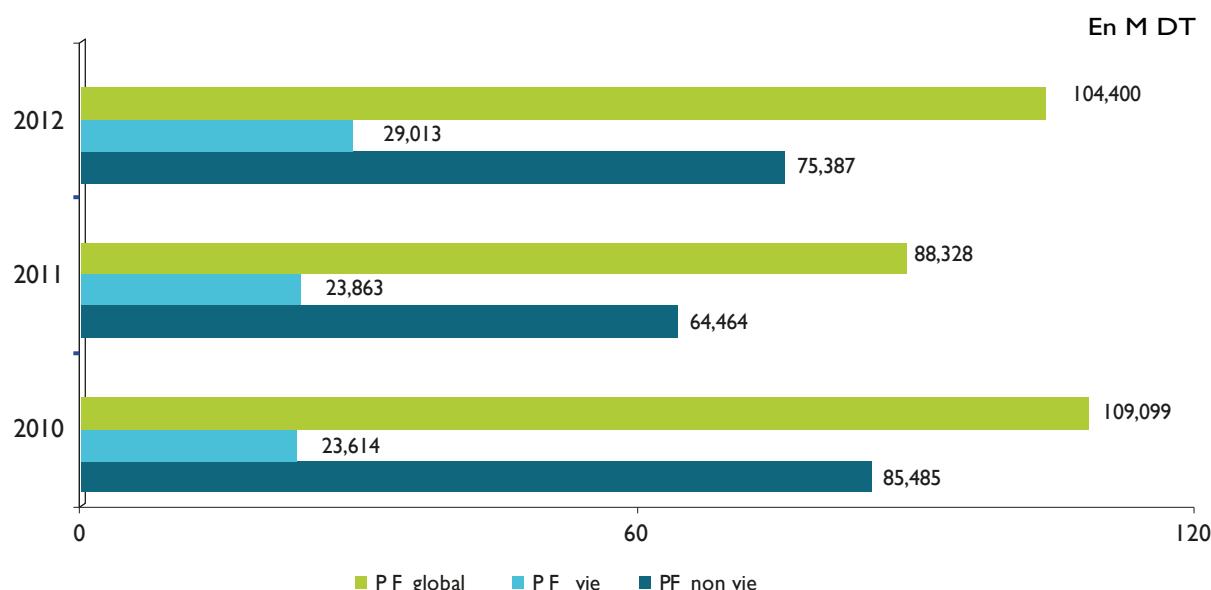


4- Produits financiers

Les produits financiers du secteur des assurances totalisent 104,400 MD en 2012 contre 88,328 MD en 2011 et 109,099 MD en 2010 soit une augmentation de 18,20 % par rapport à 2011. En effet pour les assurances non vie les produits financiers enregistrent une augmentation de 16,94 % en 2012 passant de 85,485 MD en 2010 et de 64,465 MD en 2011 à 75,387 MD en 2012.

En outre les produits financiers de l'assurance vie ont enregistré une augmentation de 21,58 % passant de 23,614 MD en 2010 et de 23,863 MD en 2011 à 29,013 MD en 2012.

**Evolution des Produits financiers Non Vie & Vie
2010 - 2012**

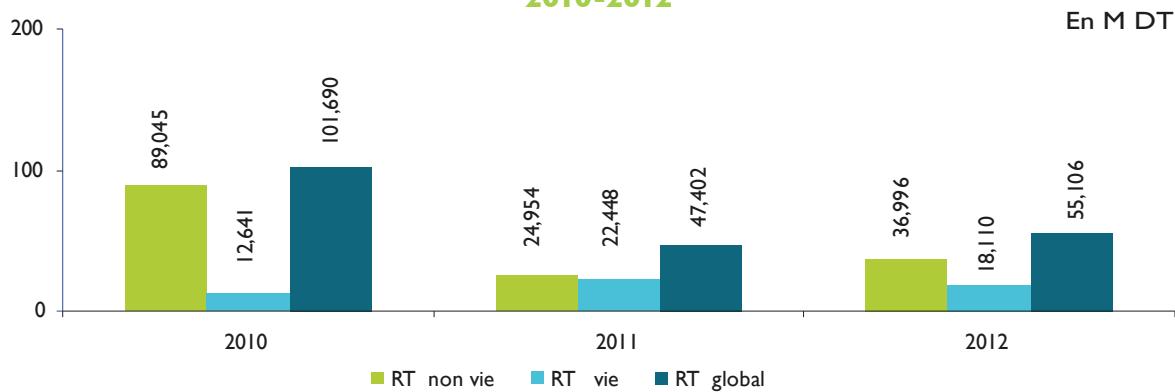


5- Résultat technique

Le résultat technique a connu en 2012 une augmentation de 16,25 %, passant de 101,690 MD en 2010 et 47,402 MD en 2011 à 55,106 MD en 2012.

Pour les assurances non vie le résultat technique passe de 89,045 MD en 2010 et 24,954 MD en 2011 à 36,996 MD en 2012, pour l'assurance vie le résultat technique atteint 18,110 MD en 2012 contre 22,448 MD en 2011 et 12,641 MD en 2010.

**Evolution des résultats techniques
2010-2012**

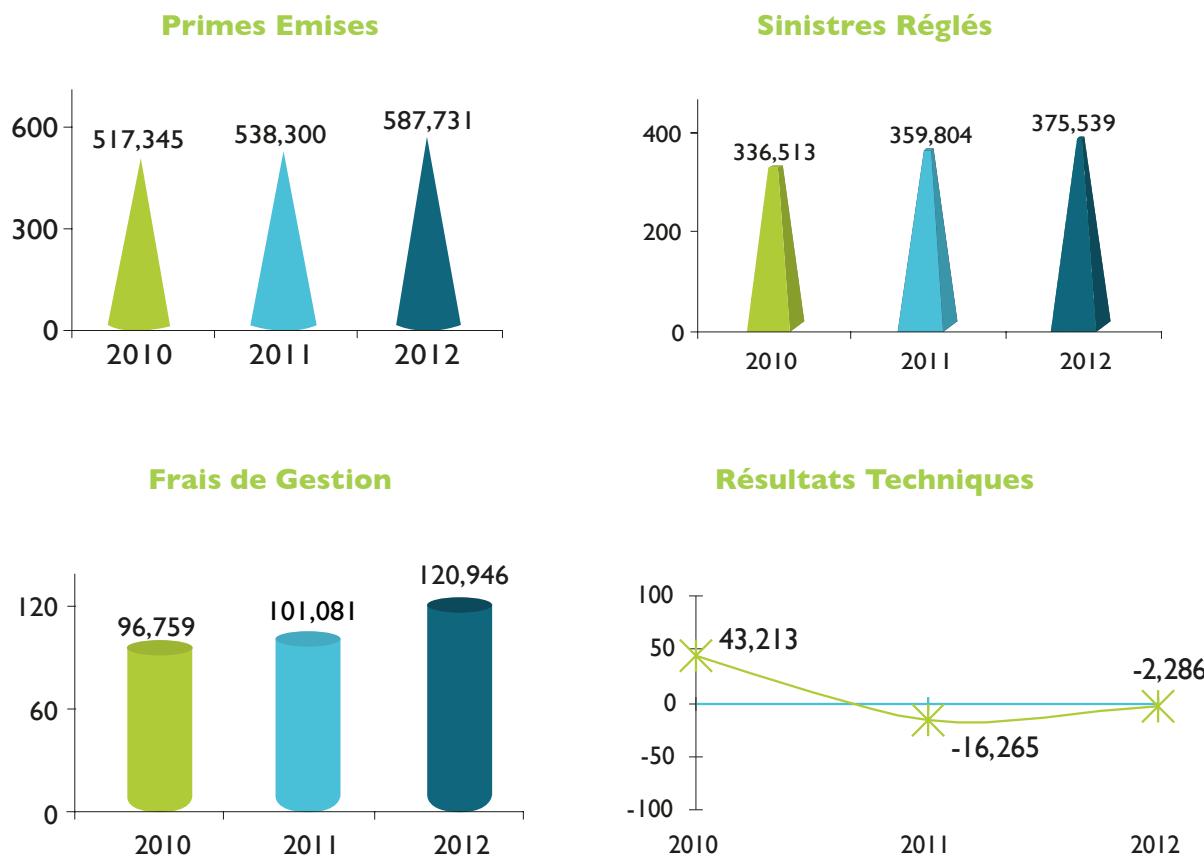


B – ÉTUDE PAR BRANCHE

I. L'Assurance Automobile

(RC auto, Dommages auto, Assistance auto, Défense et recours et PTA)

En MD



I. Permis de conduire, le parc des véhicules et les accidents :

L'évolution du nombre de permis de conduire, du parc des véhicules, des accidents de la circulation et des victimes de ces accidents (tués et blessés) est retracée dans le tableau suivant :

	2010	Ev. En % 08/09	2011	Ev. En % 09/10	2012	Ev. En % 10/11
Parc des Véhicules	1 508 439	6,02	1 583 815	5,00	1 669 496	5,41
N. de Permis de Conduire	2 475 061	4,76	2 605 455	5,27	2 753 900	5,70
N. d'Accidents	8 924	-3,85	8 509	-4,65	9 351	9,90
N. de Tués	1 208	-12,46	1 485	22,93	1 623	9,29
N. de Blessés	12 495	-4,25	12 653	1,26	14 144	11,78

2. Les Primes :

En 2012 le montant des primes émises en assurance automobile s'élève à 587,731 MD contre 538,300 MD en 2011 et 517,345 MD en 2010, soit un taux de croissance de 9,18 % en 2012 contre 4,05 % en 2011 et 8,84 % en 2010.

La part des primes de l'assurance automobile dans les émissions totales en 2012 représente 45,72 % contre 45,70 % en 2011 et 46,18 % en 2010.

2. a. Les primes émises par entreprise en assurance automobile :

En DT

Intitulé	2010	En %	2011	En %	2012	En %
I. STAR	107 088 717	20,70	108 643 576	20,18	115 566 870	19,66
2. AMI	76 310 595	14,75	74 566 930	13,85	89 952 831	15,31
3. COMAR	71 015 290	13,73	75 717 912	14,07	80 070 498	13,62
4. MAE	56 273 318	10,88	57 775 841	10,73	62 959 879	10,71
5. GAT	41 627 595	8,05	48 018 850	8,92	58 574 355	9,97
6. LLOYD	30 572 479	5,91	31 784 920	5,90	33 923 898	5,77
7. ASTREE	29 803 997	5,76	29 502 858	5,48	32 738 790	5,57
8. MAGHREBIA	27 350 129	5,29	28 810 522	5,35	32 201 394	5,48
9. CARTE	26 380 427	5,10	28 170 369	5,23	29 272 001	4,98
10. G. CTAMA*	19 472 726	3,76	22 463 313	4,17	25 470 268	4,33
11. ASS.BIAT	21 806 203	4,22	22 562 744	4,19	18 270 618	3,11
12. SALIM	9 643 630	2,34	10 282 342	1,91	8 616 345	1,47
13. ZITOUNA.TAK	-	-	-	-	112 789	0,02
TOTAL	517 345 106	100	538 300 177	100	587 730 536	100
TAUX DE CROISSANCE En %	8,84		4,05		9,18	
Des P. Totales	46,18		45,70		45,72	

* Les données du MGA et du CTAMA sont regroupées pour les années 2010 et 2011

2. b. La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2010		2011		2012	
Entreprise	En %	Entreprise	En %	Entreprise	En %
STAR		STAR		STAR	
AMI	49,18	COMAR		AMI	
COMAR		AMI	48,10	COMAR	48,59

La part des trois premières entreprises dans les émissions de la branche assurance automobile est passée de 49,18 % en 2010 et de 48,10 % en 2011 à 48,59 % en 2012.

2. c. Prime moyenne :

La prime moyenne a augmenté de 3,58 % en 2012 passant de 342,967 DT en 2010 et de 339,876 DT en 2011 à 352,041 DT en 2012.

	2010	2011	2012	Ev. 12/11 En %
Parc des véhicules	1 508 439	1 583 815	1 669 496	5,41
Primes émises (en dinars)	517 345 106	538 300 177	587 730 536	9,18
Prime moyenne (en dinars)	342,967	339,876	352,041	3,58

3. Les sinistres :

Les sinistres payés en 2012 ont atteint le montant de 375,539MD contre 359,804 MD en 2011 et 336,513 MD en 2010, enregistrant ainsi une augmentation de 4,37 % en 2012.

Les sinistres payés par les entreprises d'assurances durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

Intitulé	2010	2011	En %	2012	En %	Evolution 12/11 En %
I. STAR	85 156 784	84 705 637	23,54	76 251 961	20,30	-9,98
2. AMI	51 206 846	59 946 438	16,66	66 610 006	17,74	11,12
3. COMAR	47 930 768	54 468 981	15,14	56 450 985	15,03	3,64
4. MAE	32 062 686	31 009 555	8,62	32 377 312	8,62	4,41
5. GAT	20 086 002	24 608 622	6,84	29 217 589	7,78	18,73
6. LLOYD	21 754 166	20 623 661	5,73	23 781 105	6,33	15,31
7. ASTREE	18 797 060	20 086 050	5,58	20 670 355	5,50	2,91
8. MAGHREBIA	15 562 896	16 267 627	4,52	20 386 907	5,43	25,32
9. CARTE	16 115 422	15 698 598	4,36	17 306 618	4,61	10,24
10. G. CTAMA*	13 276 291	16 801 242	4,67	15 659 731	4,17	-6,79
11. ASS.BIAT	7 441 176	9 563 069	2,66	10 315 137	2,75	7,91
12. SALIM	6 532 204	6 024 196	1,67	6 491 675	1,73	7,76
13. ZITOUNA .TAK	-	-	-	15 279	-	-
TOTAL	336 513 301	359 803 676	100	375 538 660	100	4,37

* Les données du MGA et du CTAMA sont regroupées pour les années 2010 et 2011

La dotation à la provision pour sinistres à payer a enregistré une diminution de 1,52 % passant de 66,703 MD en 2010 et 110,668 MD en 2011 à 109,001 MD en 2012.

Pour la branche automobile, le rapport sinistre aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) s'est amélioré de 4,44 % en passant de 80,34 % en 2010 et 89,40 en 2011 à 84,96 en 2012.

			2010	Variation en %	2011	Variation en %	2012	Variation en %
• Sinistres payés net de recours		336,513	20,39	359,804	6,92	375,539	4,37	
• Dotation à la provision pour Sinistres à payer	66,703	-24,72	110,688	65,94	109,001	-1,52		
• Charges sinistres	403,216	9,54	470,492	16,68	484,540	2,99		
• Primes acquises	501,912	8,50	526,305	4,86	570,335	8,37		
• Rapports sinistres aux primes acquises en %	80,34	0,76	89,40	9,06	84,96	-4,44		

4. Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (frais d'acquisitions et les autres charges de gestion nettes) de la branche automobile s'élèvent à 120,946 MD en 2012 contre 101,081 MD en 2011 et 96,759 MD en 2010 soit une augmentation de 19,65 % par rapport à 2011.

La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche automobile s'élève à 21,21 % en 2012 contre 19,21 % en 2011 et 19,28 % en 2010.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche automobile s'établit à 20,58 % en 2012 (10,23 % pour les frais d'acquisitions et 10,35 % pour les charges de gestion) contre 18,78 % en 2011 (9,70 % pour les frais d'acquisitions et 9,08 % pour les charges de gestion) 18,70 % en 2010 (9,55 % pour les frais d'acquisitions et 9,16 % pour les charges de gestion).

Evolution de l'ensemble des frais de gestion rapportés aux primes émises

	En MD								
	2010			2011			2012		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %
Frais d'acquisitions	49,386	9,55	-1,05	52,227	9,70	5,75	60,119	10,23	15,11
Autres charges de gestions nettes	47,373	9,16	39,56	48,854	9,08	3,13	60,827	10,35	24,51
TOTAL	96,759	18,70	15,39	101,081	18,78	4,47	120,946	20,58	19,65

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistres aux primes acquises s'élève à 105,97 % en 2012 contre 108,61 % en 2011 et 99,62 % en 2010. Ainsi le rapport sinistres aux primes acquises frais de gestion compris s'est amélioré de 2,64 %.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 103,02 en 2012 contre 106,18 % en 2011 et 96,64% en 2010.

5. Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 84,872 MD en 2012 contre un excédent de 55,647 MD en 2011 et un excédent de 94,651 MD en 2010.

Les frais de gestion s'élèvent à 120,946 MD en 2012 contre 101,081 MD en 2011 et 96,759 MD en 2010.

Le solde financier est passé de 56,806 MD en 2010 à 42,955 MD en 2011 et à 49,519 MD en 2012, soit une augmentation de 15,28 %.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) est déficitaire de 15,732 MD en 2012 contre 13,786 MD en 2011 et 11,484 MD en 2010.

Ainsi, le résultat technique net dégage un déficit de 2,286 MD en 2012 contre un déficit de 16,265 MD en 2011 et un excédent de 43,213 MD en 2010. Il représente 0,39 % des primes émises en 2012.

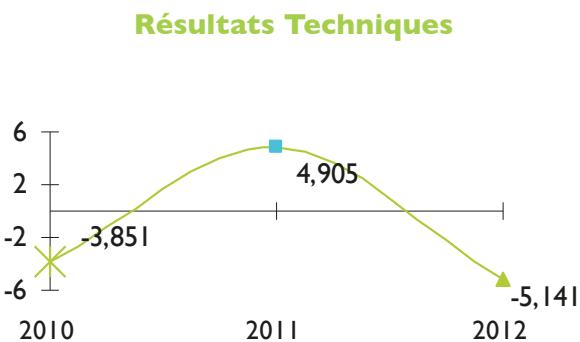
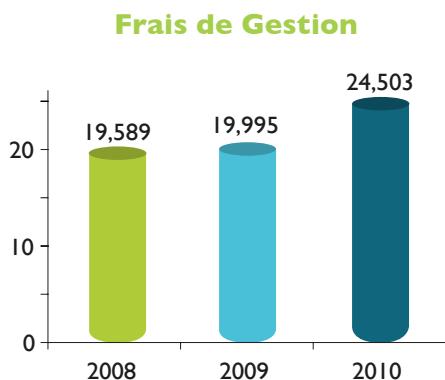
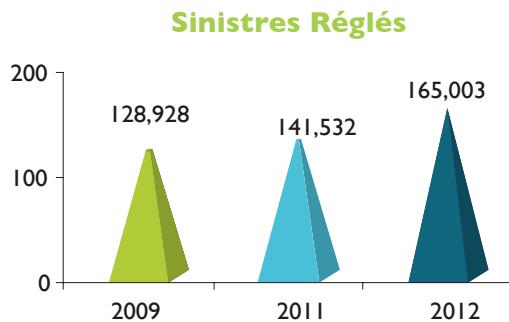
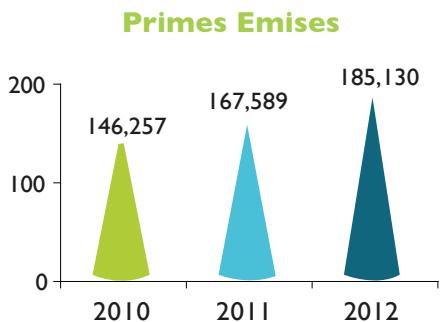
Compte d'exploitation de la branche automobile

En DT

Intitulé	Montant
• Primes acquises	570 335 595
• Primes émises	587 730 536
• Variation des provisions pour primes non acquises	-17 394 491
• Charges de prestations	-485 463 202
• Prestations et frais payés	-375 538 660
• Variation des provisions pour sinistres à payer	-109 000 899
• Provisions pour égalisation et équilibrage	0
• Autres charges techniques	-923 643
SOLDE DE SOUSCRIPTION	84 872 393
CHARGE DE GESTION	-120 946 067
SOLDE FINANCIER	49 519 416
SOLDE DE RÉASSURANCE (RÉSULTAT DES CESSIONS)	-15 731 843
RÉSULTAT TECHNIQUE NET	-2 286 101

II. L'Assurance Groupe Maladie

En MD



I. Les Primes :

En 2012 le montant des primes émises en assurance groupe maladie s'élève à 185,130 MD contre 167,589 MD en 2011 et 146,257 MD en 2010, soit un taux de croissance de 10,47 % en 2012. La part des primes de l'assurance groupe maladie dans les émissions totales représente en 2012 un taux de 14,40 % contre 14,23 % en 2011 et 13,05 % en 2010.

I.a. Les primes émises par entreprise en assurance groupe maladie :

En DT

Intitulé	2010	En %	2011	En %	2012	En %
1.STAR	48 845 176	33,40	54 742 411	32,66	65 040 176	35,13
2.MAGHREBIA	17 797 442	12,17	19 460 446	11,61	22 440 167	12,12
3.ASTREE	14 915 595	10,20	18 391 794	10,97	20 382 680	11,01
4.GAT	14 610 200	9,99	18 777 730	11,20	18 031 310	9,74
5.COMAR	12 010 520	8,21	13 324 137	7,95	11 937 929	6,45
6.ASS-BIAT	9 922 616	6,78	10 309 693	6,15	11 433 515	6,18
7.G.CTAMA*	7 661 717	5,04	7 154 850	4,27	8 861 338	4,79
8.CARTE	5 807 760	3,97	7 185 135	4,29	7 513 827	4,06
9.SALIM	4 940 400	3,38	6 154 437	3,67	7 341 363	3,97
10. AMI	4 315 091	2,95	5 686 850	3,39	5 741 484	3,10
11. LLOYD	4 880 483	3,34	5 699 971	3,38	5 606 655	3,03
12. MAE	550 314	0,38	731 262	0,44	799 864	0,43
TOTAL	146 257 214	100	167 588 716	100	185 130 308	100
TAUX DE CROISSANCE En %	1,22		14,58		10,47	
Des P. Totales	13,05		14,23		14,40	

* Les données du MGA et du CTAMA sont regroupées pour les années 2010 et 2011

I. b. La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2010		2011		2012	
Entreprise	En %	Entreprise	En %	Entreprise	En %
STAR		STAR		STAR	
MAGHREBIA	55,77	MAGHREBIA	55,48	MAGHREBIA	58,26
ASTREE		GAT		ASTREE	

La part des trois premières entreprises dans les primes émises de la branche assurance groupe maladie durant les trois dernières années est passée de 55,77 % en 2010 et 55,48 % en 2011 à 58,26 % en 2012.

2. Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2012 ont atteint le montant de 165,003 MD contre 141,532 MD en 2011 et 128,928 MD en 2010 enregistrant une augmentation de 16,58 % en 2012.

Les sinistres payés par les entreprises d'assurances durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant:

En DT

Intitulé	2010	2011	En %	2012	En %	Evolution 12/11
I- STAR	44 800 649	49 071 621	34,67	59 051 696	35,79	20,34
2- MAGHREBIA	16 013 779	17 343 288	12,25	22 326 228	13,53	28,73
3- ASTREE	11 761 537	15 179 145	10,72	16 608 104	10,07	9,41
4- GAT	13 249 772	15 735 167	11,12	15 779 004	9,56	0,28
5- COMAR	10 303 152	10 736 084	7,59	12 253 635	7,43	14,14
6- G.CTAMA*	9 354 837	7 873 837	5,56	9 292 019	5,63	18,01
7- ASS.BIAT	8 085 078	7 864 544	5,56	8 683 696	5,26	10,42
8- CARTE	3 797 004	4 834 110	3,42	6 215 552	3,77	28,58
9- SALIM	4 294 975	4 605 631	3,25	5 264 221	3,19	14,30
10-AMI	3 927 655	3 962 566	2,80	4 714 063	2,86	18,96
11- LLOYD	2 964 066	3 963 288	2,80	4 366 744	2,65	10,18
12- MAE	375 158	362 900	0,26	448 047	0,27	23,46
TOTAL	128 927 662	141 532 181	100	165 003 009	100	16,58

* Les données du MGA et du CTAMA sont regroupées pour les années 2010 et 2011

La dotation à la provision pour sinistres à payer a enregistré une diminution en 2012 passant ainsi de 2,820 MD en 2010 et de 0,966 MD en 2011 à 0,566 MD en 2012.

Pour l'assurance groupe maladie, le rapport sinistres aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) s'est détérioré de 5,10 % passant de 85,03 % en 2011 à 89,43 % en 2012.

En MD

	2010	Variation en %	2011	Variation en %	2012	Variation en %
• Sinistres payés net de recours	129,928	4,05	141,532	9,78	165,003	16,58
• Dotation à la provision pour Sinistres à payer	2,820	3141,38	0,966	-65,74	0,566	-41,41
• Charges sinistres	131,748	6,25	142,498	8,16	165,569	16,19
• Primes acquises	146,633	1,51	167,585	14,29	185,275	10,56
• Rapports sinistres aux primes acquises en %	89,85	4,01	85,03	-4,82	89,36	5,10

3. Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisitions et les autres charges de gestion nettes) de la branche groupe maladie s'élèvent à 24,503 MD en 2012 contre 19,995 MD en 2011 et 19,589 MD en 2010 enregistrant une augmentation de 22,55 % en 2012.

La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 13,23 % en 2012 contre 11,93 % en 2011 et 13,36 % en 2010.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 13,24 % en 2012 (5,91 % pour les frais d'acquisitions et 7,32 % pour les charges de gestion) contre 11,93 % en 2011 (5,75 % pour les frais d'acquisitions et 6,19 % pour les charges de gestion) et 13,40 % en 2010 (6,22 % pour les frais d'acquisitions et 7,18 % pour les charges de gestion).

Evolution de l'ensemble des frais de gestion rapportés aux primes émises

En MD

	2010			2011			2012		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %
Frais d'acquisitions	9,090	6,22	11,04	5,75	5,75	5,92	10,944	5,91	13,67
Autres charges de gestions nettes	10,499	7,18	45,54	6,19	6,19	-1,26	13,559	7,32	30,79
TOTAL	19,589	13,40	27,20	19,995	11,93	2,07	24,503	13,24	22,55

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistres aux primes acquises s'élève à 102,59 % en 2012 contre 96,96 % en 2011 et 103,21 % en 2010. Ainsi le rapport sinistres aux primes acquises, frais de gestion compris, s'est détérioré de 5,63 %.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 102,67 % en 2012 contre 96,96 % en 2011 et 103,48 % en 2010.

4. Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 19,030 MD en 2012 contre 25,390 MD en 2011 et 14,024 MD en 2010.

Les frais de gestion s'élèvent à 24,503 MD en 2012 contre 19,995 MD en 2011 et 19,589 MD en 2010.

Le résultat financier de la branche Groupe Maladie dégage un solde de 2,007 MD en 2012 contre 1,428 MD en 2011 et 4,080 MD en 2010.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) est déficitaire de 1,674 MD en 2012 contre un déficit de 1,918 MD en 2011 et un déficit de 2,366 MD en 2010.

Le résultat technique net dégage un déficit de 5,141 MD en 2012 contre un déficit de 4,905 MD en 2011 et un déficit de 3,851 MD en 2010. Il représente 2,58 % des primes émises en 2012.

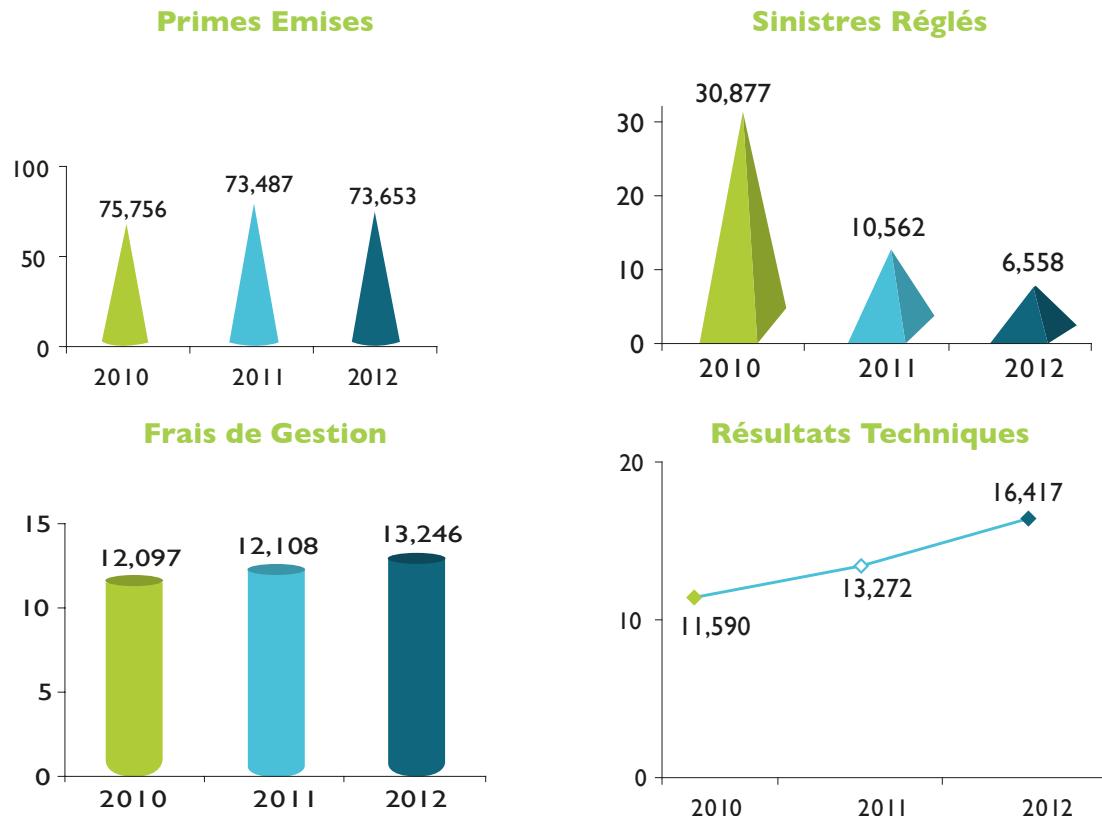
En DT

- Primes acquises	185 275 496
- Primes émises	185 130 308
- Variation des provisions pour primes non acquises	145 190
- Charges de prestations	-166 245 412
- Prestations et frais payés	-165 003 009
- Variation des provisions pour sinistres à payer	-565 877
- provisions pour égalisation et équilibrage	-96 831
- Autres charges techniques	-579 695
SOLDE DE SOUSCRIPTION	19 030 086
CHARGE DE GESTION	-24 503 496
SOLDE FINANCIER	2 006 553
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-1 673 785
RÉSULTAT TECHNIQUE NET	-5 140 642

III. L'Assurance Transport

[(TR. Marchandise : Aérien, Terrestre et Maritime),(TR. Corps : Aérien ,Terrestre et Maritime) et (RC Aérien et Maritime)]

En MD



I. Les Primes :

En 2012 le montant des primes émises en assurance transport s'élève à 73,653 MD contre 73,487 MD en 2011 et 75,756 MD en 2010, soit une augmentation de 0,23 % en 2012.

La part des primes de l'assurance transport dans les émissions totales représente 5,73 % en 2012 contre 6,24 % en 2011 et 6,76 % en 2010.

I.a. Les primes émises par entreprises en assurance transport :

Intitulé	2010	En %	2011	En %	2012	En %	En DT
1. STAR	23 056 747	30,44	15 595 099	21,22	15 465 938	21,00	
2. ASTREE	11 847 525	15,64	14 506 550	19,74	10 999 092	14,93	
3. GAT	7 602 026	10,03	8 111 753	11,04	9 510 123	12,91	
4. CARTE	8 006 619	10,57	8 863 348	12,06	9 390 860	12,75	
5. COMAR	9 486 045	12,52	10 366 148	14,11	8 786 981	11,93	
6. ASS.BIAT	4 393 012	5,80	4 889 725	6,65	6 394 331	8,68	
7. MAGHREBIA	4 730 996	6,25	4 515 760	6,14	4 929 377	6,69	
8. LLOYD	2 616 274	3,45	2 631 633	3,58	2 482 381	3,37	
9. SALIM	517 892	0,68	958 189	1,30	1 759 698	2,39	
10. G.CTAMA*	2 027 426	2,68	1 979 118	2,69	1 686 502	2,29	
11. AMI	1 355 912	1,79	981 275	1,34	1 507 494	2,05	
12. M A E	115 415	0,15	88 226	0,12	728 579	0,99	
13. ZITOUNA.TAKAFUL	-	-	-	-	11 959	0,02	
TOTAL	75 755 889	100	73 486 824	100	73 653 315	100	
TAUX DE CROISSANCE En %	16,44		-3,00			0,23	
Des P. Totales	6,76		6,24			5,73	

* Les données du MGA et du CTAMA sont regroupées pour les années 2010 et 2011

I.b. La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2010		2011		2012	
Entreprise	En %	Entreprise	En %	Entreprise	En %
STAR		STAR		STAR	
ASTREE	58,60	ASTREE	55,07	ASTREE	48,84
COMAR		COMAR		GAT	

La part des trois premières entreprises dans les primes émises de la branche transport est passée durant les trois dernières années de 58,60 % en 2010 et 55,07 % en 2011 à 48,84 en 2012.

2. Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2012 ont atteint le montant de 6,558 contre 10,562 MD en 2011 et 30,877 MD en 2010 enregistrant une forte diminution de 37,91 % en 2012.

Les sinistres payés par les entreprises d'assurances durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

Intitulé	2010	2011	En %	2012	En %	Evolution 10/11 En %
I- ASTREE	4 292 950	2 819 292	26,69	1 808 501	27,58	-35,85
2- STAR	2 325 472	1 853 904	17,55	-2 919 053	-44,51	-257,45
3- CARTE	3 534 887	1 500 234	14,20	2 629 854	40,10	75,30
4- COMAR	6 334 787	1 374 247	13,01	792 317	12,08	-42,35
5- ASS.BIAT	678 494	985 918	9,33	627 220	9,56	-36,38
6- GAT	5 724 333	850 920	8,06	1 260 004	19,21	48,08
7- MAGHREBIA	395 209	515 226	4,88	639 912	9,76	24,20
8- SALIM	51 466	282 838	2,68	605 635	9,24	114,13
9- AMI	6 708	141 305	1,34	22 843	0,35	-83,83
10- LLOYD	4 044 617	112 139	1,06	822 984	12,55	633,90
11- G. CTAMA*	3 487 971	125 067	1,18	262 511	4,00	109,90
12- ZITOUNA	-	-	-	4 315	0,07	-
13- MAE	-	1 113	0,01	0 732	0,01	-34,23
TOTAL	30 876 894	10 562 203	100	6 557 775	100	-37,91

* Les données du MGA et du CTAMA sont regroupées pour les années 2010 et 2011

La dotation à la provision pour sinistres à payer a passé de - 3,108 MD en 2010 et de -1,339 MD en 2011 à 2,974 MD en 2012.

Pour la branche transport, le rapport sinistres aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) s'est amélioré de 0,09 % passant de 12,50 % en 2011 à 12,41 % en 2012.

							En MD
	2010	Variation en %	2011	Variation en %	2012	Variation en %	
• Sinistres payés net de recours	30,877	-3,80	10,562	-65,79	6,558	-37,91	
• Dotation à la provision pour Sinistres à payer	-3,108	-74,97	-1,339	-56,92	2,974	-322,11	
• Charges sinistres	27 769	41,10	9,223	-66,79	9,532	3,35	
• Primes acquises	71,620	9,86	73,792	3,03	76,814	4,10	
• Rapports sinistres aux primes acquises en %	38,77	8,58	12,50	-26,27	12,41	-0,09	

3. Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisitions et les autres charges de gestion nettes) de la branche transport s'élèvent à 13,246 MD en 2012 contre 12,108 MD en 2011 et 12,097 MD en 2010 soit une augmentation de 9,40 % par rapport à 2011.

La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 17,24 % en 2012 contre 16,48 % en 2011 et 16,89 % en 2010.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 17,98 % en 2012 (9,50 % pour les frais d'acquisitions et 8,49 % pour les charges de gestion) contre 16,48 % en 2011 (8,89 % pour les frais d'acquisitions et 7,59 % pour les charges de gestion) et 15,97 % en 2010 (7,67 % pour les frais d'acquisitions et 8,30 % pour les charges de gestion).

Evolution de l'ensemble des frais de gestion rapportés aux primes émises

En MD

	2010			2011			2012		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %
Frais d'acquisitions	5,807	7,67	9,22	6,533	8,89	12,50	6,995	9,50	7,07
Autres charges de gestions nettes	6,290	8,30	63,33	5,575	7,59	-11,37	6,251	8,49	12,13
TOTAL	12,097	15,97	31,95	12,108	16,48	0,09	13,246	17,98	9,40

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistres aux primes acquises s'élève à 29,65 % en 2012 contre 28,91 % en 2011 et 44,25 % en 2010. Ainsi le rapport sinistres aux primes acquises frais de gestion compris s'est détérioré de 11,41 %.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 30,92 % en 2012 contre 29,03 % en 2011 et 52,63 % en 2010.

4. Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 66,620 MD en 2012 contre un excédent de 65,378MD en 2011 et un excédent de 42,727 MD en 2010.

Les frais de gestion s'élèvent à 13,246 MD en 2012 contre 12,108 MD en 2011 et 12,097 MD en 2010.

Le solde financier de la branche transport dégage un résultat de 1,085 MD en 2012 contre (-0,376) MD en 2011 et 2,975 MD en 2010.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) est déficitaire de 38,042 MD en 2012 contre un déficit de 39,621 MD en 2011 et un déficit de 22,014 MD en 2010.

Le résultat technique net dégage un excédent de 16,417 MD en 2012 contre un excédent de 13,272 MD en 2011 et un excédent de 11,590 MD en 2010. Il représente 22,29 % des primes émises en 2012.

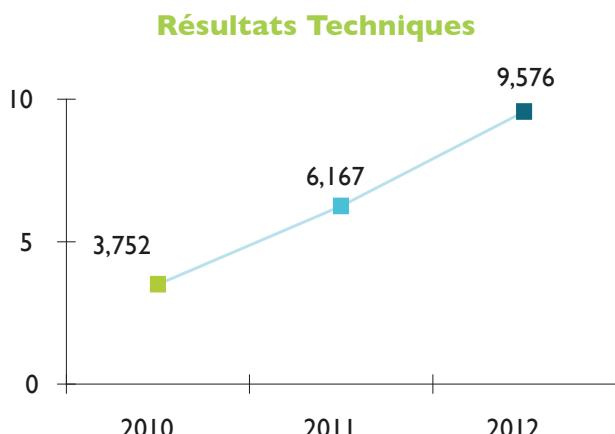
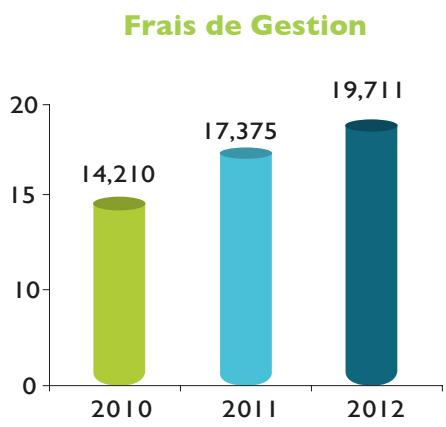
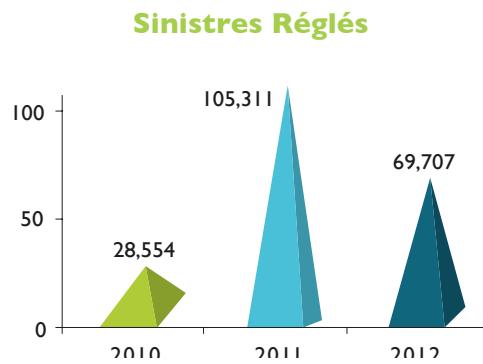
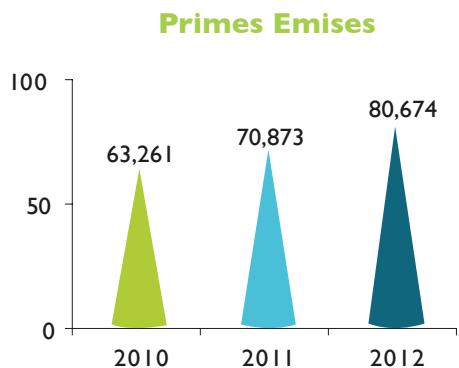
Compte d'exploitation de la branche transport

En DT

Intitulé	Montant
• Primes acquises	76 813 811
• Primes émises	73 653 315
• Variation des provisions pour primes non acquises	3 160 496
• Charges de prestations	-10 194 150
• Prestations et frais payés	-6 557 775
• Variation des provisions pour sinistres à payer	-2 974 163
• Provisions pour égalisation et équilibrage	0
• Autres charges techniques	-662 212
SOLDE DE SOUSCRIPTION	66 619 661
CHARGE DE GESTION	-13 245 875
SOLDE FINANCIER	1 084 805
SOLDE DE RÉASSURANCE (RÉSULTAT DES CESSIONS)	-38 041 580
RÉSULTAT TECHNIQUE NET	16 417 011

IV. L'Assurance Incendie

En MD



L'assurance contre l'incendie est régie par les articles 27-28-29 et 30 du code des assurances. En outre, l'article 29 de la loi 80-88 du 31 décembre 1980 portant loi de finances pour la gestion 1981 qui oblige les personnes physiques ou morales exploitant une industrie, un commerce ou un établissement hôtelier à s'assurer contre l'incendie.

I. Les Primes :

En 2012 le montant des primes émises en assurance incendie s'élève à 80,674 MD contre 70,873 MD en 2011 et 63,261 MD en 2010, soit une augmentation de 13,83 % en 2012.

La part des primes de l'assurance incendie dans les émissions totales est passée de 5,65 % en 2010 et 6,02 % en 2011 à 6,28 % en 2012.

I. a. Les primes émises par entreprise en assurance incendie :

Intitulé	2010	En %	2011	En %	2012	En %	En DT
1. MAGHREBIA	14 998 438	23,71	16 013 330	22,59	18 223 764	22,59	
2. COMAR	11 570 697	18,29	12 375 723	17,46	14 004 230	17,36	
3. GAT	5 230 978	8,27	8 687 109	12,26	10 051 329	12,46	
4. STAR	8 711 218	13,77	7 791 742	10,99	9 888 694	12,26	
5. ASTREE	6 808 911	10,76	7 674 187	10,83	9 174 088	6,92	
6. CARTE	4 795 825	7,58	5 491 304	7,75	5 580 934	5,83	
7. ASS.BIAT	3 931 774	6,22	4 622 256	6,52	5 704 344	4,77	
8. LLOYD	2 431 933	3,84	2 906 896	4,10	3 847 864	2,75	
9. G.CTAMA*	2 582 137	4,08	2 620 585	3,70	2 215 177	2,16	
10. SALIM	1 214 484	1,92	1 611 016	2,27	1 743 294	1,17	
11. AMI	717 211	1,13	765 848	1,08	940 252	0,34	
12. MAE	267 173	0,42	313 383	0,44	273 742	0,03	
13. ZITOUNA.TAK	-	-	-	-	26 408	-	
TOTAL	63 260 779	100	70 873 379	100	80 674 120	100	
TAUX DE CROISSANCE En %	2,00		12,03			13,83	
Des P. Totales	5,65		6,02			6,28	

* Les données du MGA et du CTAMA sont regroupées pour les années 2010 et 2011

I.b. La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2010		2011		2012	
Entreprise	En %	Entreprise	En %	Entreprise	En %
MAGHREBIA		MAGHREBIA		MAGHREBIA	
COMAR	55,77	COMAR	52,31	COMAR	52,41
STAR		GAT		GAT	

La part des trois premières entreprises dans les primes émises de la branche incendie est passée de 55,77 % en 2010 à 52,31 % en 2011 et à 52,41 % en 2012.

2. Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2012 ont atteint 69,707 MD contre 105,311 MD en 2011 et 28,554 MD en 2010, enregistrant ainsi une diminution de 33,81 % par rapport à 2011.

Les sinistres payés par les entreprises d'assurances durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

Intitulé	2010	2011	En %	2012	En %	Evolution 10/11 En %
I- MAGHREBIA	3 885 576	10 832 024	10,29	17 386 464	24,94	60,51
2- LLOYD	1 217 016	15 380 939	14,61	10 597 863	15,20	-31,10
3- CARTE	1 148 506	14 560 390	13,83	10 428 238	14,96	-28,38
4-GAT	6 069 741	34 030 118	32,31	10 048 901	14,42	-70,47
5- ASTREE	4 466 245	5 202 597	4,94	7 075 632	10,15	36,00
6- ASS.BIAT	1 330 307	6 745 370	6,41	5 917 196	8,49	-12,28
7- COMAR	7 897 818	6 864 085	6,52	4 286 161	6,15	-37,56
8- STAR	2 177 491	6 045 846	5,74	3 226 064	4,63	-46,64
9- G. CTAMA*	205 175	4 809 563	4,75	505 119	0,72	-89,50
10- SALIM	125 755	248 560	0,24	163 305	0,23	-34,30
11- AMI	30 841	591 027	0,56	57 923	0,08	-90,20
12- MAE	-	-	-	10 587	0,02	-
13-ZITOUNA	-	-	-	3 974	0,01	-
TOTAL	28 554 065	105 310 519	100	69 707 427	100	-33,81

* Les données du MGA et du CTAMA sont regroupées pour les années 2010 et 2011

La dotation à la provision pour sinistres à payer a passée de 9,002 MD en 2010 et de 112,915 MD en 2011 à (-3,219 MD) en 2012.

Pour la branche incendie, le rapport sinistres aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) a amélioré de 72,59 % passant de 61,50 % en 2010 et de 250,12 % en 2011 à 85,42 en 2012.

							En MD
	2010	Variation en %	2011	Variation en %	2012	Variation en %	
• Sinistres payés net de recours	28,554	-63,36	105,311	268,81	69 707	-33,81	
• Dotation à la provision pour Sinistres à payer	9,002	-70,35	112,915	1154,33	-3 219	-102,85	
• Charges sinistres	37,556	-65,32	218,226	481,07	66 488	-69,53	
• Primes acquises	61,069	1,97	70,029	14,67	77 839	11,15	
• Rapports sinistres aux primes acquises en %	61,50	-119,33	311,62	250,12	85,42	-72,59	

3. Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisitions et les autres charges de gestion nettes) de la branche incendie s'élèvent à 19,711 MD en 2012 contre 17,375 MD en 2011 et 14,210 MD en 2010.

La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 25,32 % en 2012 contre 24,81 % en 2011 et 23,27 % en 2010.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'élève à 24,43 % en 2012 (14,46 % pour les frais d'acquisitions et 9,98 % pour les charges de gestion) contre 24,52 % en 2011 (14,73 % pour les frais d'acquisitions et 9,78 % pour les charges de gestion) et 23,22 % en 2010 (13,34 % pour les frais d'acquisitions et 9,12 % pour les charges de gestion).

Evolution de l'ensemble des frais de gestion rapportés aux primes émises

	En MD								
	2010			2011			2012		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %
Frais d'acquisitions	8,440	13,34	-1,99	10,442	14,73	23,72	11 662	14,46	11,68
Autres charges de gestions nettes	5,770	9,12	-0,29	6,933	9,78	20,16	8 049	9,98	16,10
TOTAL	14,210	22,46	-1,31	17,375	24,52	22,27	19 711	24,43	13,44

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistres aux primes acquises s'élève à 110,74 % en 2012 contre 336,43 % en 2011 et 84,77 % en 2010.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 106,67 % en 2012 contre 332,43 % en 2011 et 81,83 % en 2010.

4. Résultats techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 9,264 MD en 2012 contre un déficit de 148,019 MD en 2011 et un excédent de 10,875 MD en 2010.

Les frais de gestion s'élèvent à 19,711 MD en 2012 contre 17,375 MD en 2011 et 14,210 MD en 2010.

Le solde financier de la branche incendie dégage un résultat de 6,446 MD en 2012 contre 4,936 MD en 2011 et 5,059 MD en 2010.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) s'est amélioré en 2012 passant d'un excès de 1,848 MD en 2010 et un excès de 166,624 MD en 2011 à un excès de 13,576 en 2012.

Ainsi le résultat technique dégage un excès de 9,576 MD en 2012 contre un excès de 6,169 MD en 2011 et un excès de 3,572 MD en 2010. Il représente 11,87 % des primes émises en 2012.

Compte d'exploitation de la branche incendie

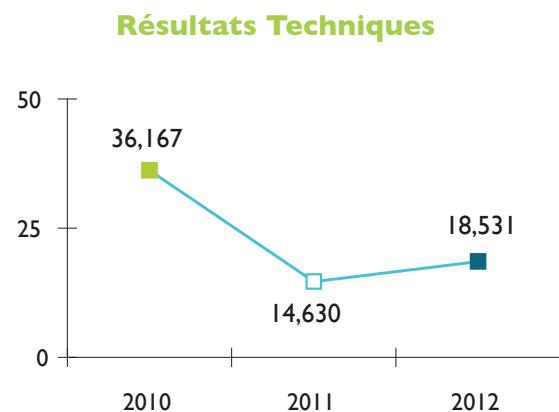
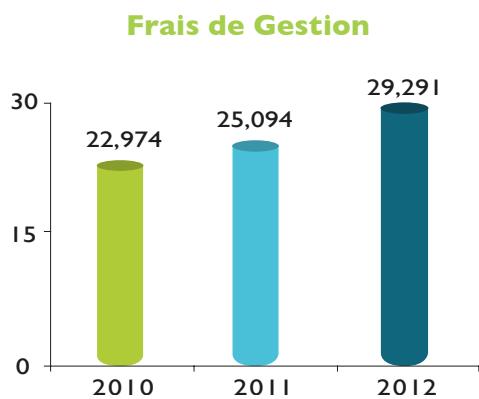
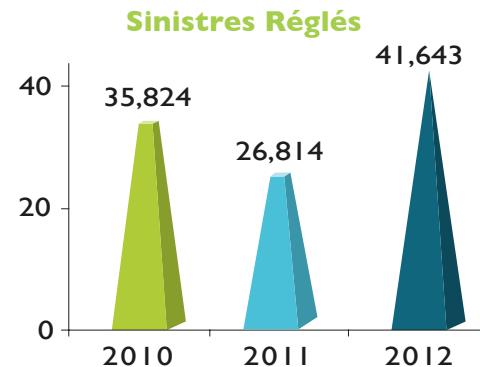
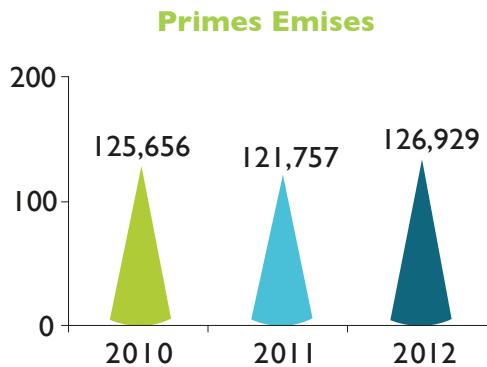
En DT

- Primes acquises	77 838 979
- Primes émises	80 674 120
- Variation des provisions pour primes non acquises	-2 835 141
- Charges de prestations	-68 707 427
- Prestations et frais payés	-69 707 427
- Variation des provisions pour sinistres à payer	3 218 653
- provisions pour égalisation et équilibrage	0
- Autres charges techniques	-2 085 730
SOLDE DE SOUSCRIPTION	9 264 475
CHARGE DE GESTION	-19 710 654
SOLDE FINANCIER	6 445 686
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	13 576 268
RÉSULTAT TECHNIQUE NET	9 575 775

V. ASSURANCE DES RISQUES TECHNIQUES ET DIVERS

[RC construction ; Dom .ouvrage ; RC générale ; Autres dommages aux biens ; perte pécuniaires, Assistance à l'étranger ; Autres assistances ;Autres accidents corporels]

En MD



I. Les Primes :

En 2012 le montant des primes émises de la branche risques techniques et divers s'élève à 126,929 MD contre 121,757 MD en 2011 et 125,656 MD en 2010, soit une augmentation de 4,25 % en 2012.

La part de ces primes dans les émissions totales représente 9,87 % en 2012 contre 10,34 % en 2011 et 11,22 % en 2010.

I. a. Les primes émises par entreprise en assurance risques techniques et divers :

Intitulé	2010	En %	2011	En %	2012	En %	En DT
1. CARTE	25 404 269	20,22	24 522 123	20,14	24 635 885	19,41	
2. MAGHREBIA	21 236 620	16,90	25 558 589	20,99	22 290 907	17,56	
3. STAR	16 444 201	13,09	8 913 082	7,32	16 469 972	12,98	
4. GAT	11 946 565	9,51	12 119 688	9,95	15 715 770	12,38	
5. COMAR	13 596 729	10,82	13 224 519	10,86	13 602 755	10,72	
6. ASTREE	6 768 187	5,39	8 070 224	6,63	8 437 672	6,65	
7. G.CTAMA*	10 702 585	8,52	8 169 478	6,71	8 307 082	6,54	
8. LLOYD	5 138 850	4,09	6 043 270	4,96	5 927 434	4,67	
9. ASS.BIAT	6 117 491	4,87	8 702 076	7,15	4 970 831	3,92	
10. MAE	2 823 725	2,25	1 414 761	1,16	2 638 005	2,08	
11. SALIM	2 602 069	2,07	2 443 429	2,01	1 979 611	1,56	
12. AMI	2 874 892	2,29	2 576 138	2,12	1 947 436	1,53	
13. ZITOUNA.TAK	-	-	-	-	6 004	-	
TOTAL	125 656 183	100	121 757 377	100	126 929 364	100	
TAUX DE CROISSANCE En %	8,02		-3,10			4,25	
Des P. Totales	11,22		10,34			9,87	

* Les données du MGA et du CTAMA sont regroupées pour les années 2010 et 2011

I.b. La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2010		2011		2012	
Entreprise	En %	Entreprise	En %	Entreprise	En %
CARTE		MAGHREBIA		CARTE	
MAGHREBIA	50,21	CARTE	51,99	MAGHREBIA	
STAR		COMAR		STAR	49,95

La part des trois premières entreprises dans les primes émises de la branche risques techniques et divers est passée de 50,21 % en 2010 et de 51,99 % en 2011 à 49,95 % en 2012.

2. Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2012 ont atteint le montant de 41,643 MD contre 26,814 MD en 2011 et 35,824 MD en 2010 enregistrant ainsi une augmentation de 55,31 % en 2012.

Les sinistres payés par les entreprises d'assurances durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

Intitulé	2010	2011	En %	2012	En %	Evolution 12/11 En %
I. GAT	1 934 633	2 556 349	9,53	13 531 648	32,49	429,33
2. MAGHREBIA	2 761 139	7 056 388	26,32	8 499 023	20,41	20,44
3. STAR	6 311 403	4 628 638	17,26	5 763 329	13,84	24,51
4. CARTE	15 225 093	2 494 550	9,30	4 019 460	9,65	61,13
5. COMAR	4 182 247	3 699 154	13,80	3 509 102	8,43	-5,14
6. ASS.BIAT	1 720 374	1 638 124	6,28	2 868 917	6,89	70,45
7. ASTREE	1 168 929	1 153 382	4,30	1 259 651	3,02	9,21
8. LLOYD	791 674	1 663 314	6,28	1 225 999	2,94	-26,29
9. AMI	729 517	178 517	0,67	397 279	0,95	122,54
10. SALIM	501 928	1 319 071	4,92	266 590	0,64	-79,79
11. G. CTAMA*	2 176 870	180 712	0,67	199 276	0,48	10,27
12. MAE	319 837	200 464	0,75	101 436	0,24	-49,40
13. ZITOUNA.TAK	-	-	-	1 683	-	-
TOTAL	35 823 644	26 813 663	100	41 643 393	100	55,31

* Les données du MGA et du CTAMA sont regroupées pour les années 2010 et 2011

La dotation à la provision pour sinistres à payer a passé de 350,803 MD en 2010, à 37,700 MD en 2011 et à (-6,347) MD en 2012.

Pour la branche risques techniques et divers le rapport sinistres aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) s'est amélioré de 25,03 % passant de 320,06 % en 2010 et 53,29 % en 2011 à 28,26 en 2012.

							En MD
	2010	Variation en %	2011	Variation en %	2012	Variation en %	
• Sinistres payés net de recours	35,824	48,18	26,814	-25,15	41,643	16,24	
• Dotation à la provision pour Sinistres à payer	350,803	2615,61	37,700	-89,25	-6,347	-101,81	
• Charges sinistres	386,627	942,29	64,514	-83,31	35,296	-90,87	
• Primes acquises	120,800	2,33	121,064	0,22	124,916	3,41	
• Rapports sinistres aux primes acquises en %	320,06	288,63	53,29	21,87	28,26	25,03	

3. Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisitions et les autres charges de gestion nettes) de la branche risques techniques et divers s'élèvent à 29,291 MD en 2012 contre 25,094 MD en 2011 et 22,974 MD en 2010. Soit une augmentation de 16,73 % en 2011.

La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 23,45 % en 2012 contre 20,73 % en 2011 et 19,02 % en 2010.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 23,08 % en 2012 (10,69 % pour les frais d'acquisitions et 12,38 % pour les charges de gestion) contre 20,61 % en 2011 (10,45 % pour les frais d'acquisitions et 10,16 % pour les charges de gestion) et 18,28 % en 2010 (9,26 % pour les frais d'acquisitions et 9,02 % pour les charges de gestion).

Evolution de l'ensemble des frais de gestion rapportés aux primes émises

	En MD								
	2010			2011			2012		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %
Frais d'acquisitions	11,634	9,26	-3,15	12,724	10,45	9,37	13,575	10,69	6,69
Autres charges de gestions nettes	11,340	9,02	11,10	13,370	10,16	9,08	15,716	12,38	27,05
TOTAL	22,974	18,28	3,40	25,094	20,61	9,23	29,291	23,08	16,73

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistres aux primes acquises s'élève à 51,71 % en 2012 contre 74,02 % en 2011 et 339,08 % en 2010. Ainsi le rapport sinistres aux primes acquises frais de gestion compris s'est amélioré de 22,3 %.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 50,89 % en 2012 contre 73,60 % en 2011 et 325,97 % en 2010.

4. Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 89,823 MD en 2012 contre un excédent de 56,845 MD en 2011 et un excédent de 83,081 MD en 2010.

Les frais de gestion sont passés de 22,974 MD en 2010 et de 25,094 MD en 2011 à 29,291 MD en 2012.

Le solde financier dégage un résultat de 7,146 MD en 2012 contre 4,987 MD en 2011 et 8,084 MD en 2010.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) s'est détérioré, passant d'un déficit de 32,024 MD en 2010 et un déficit de 22,109 MD en 2011 à un déficit de 49,147 MD en 2012.

Le résultat technique net est excédentaire de 18,531 MD en 2012 contre 14,630 MD en 2011 et 36,167 MD en 2010. Il représente 14,60 % des primes émises en 2012.

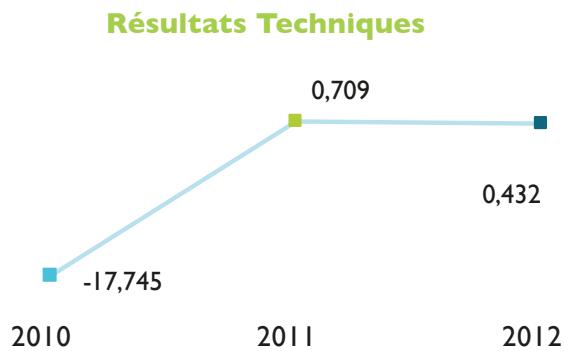
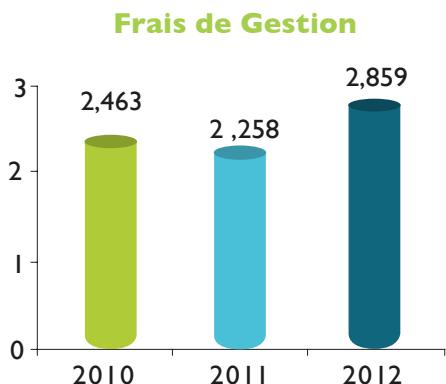
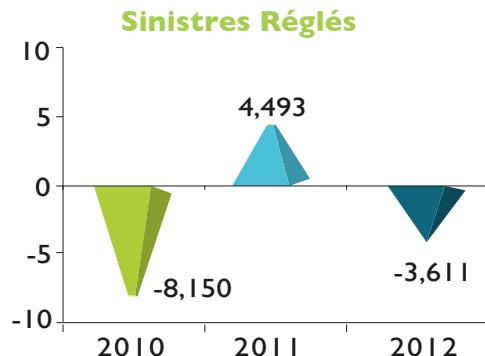
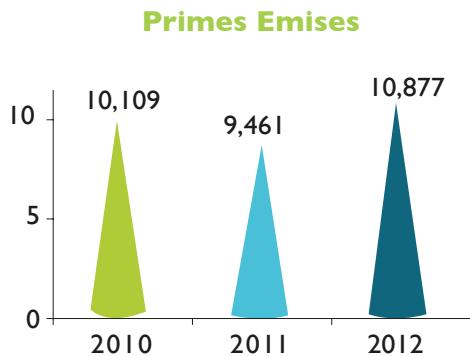
Compte d'exploitation de la branche risques techniques et divers

Intitulé	En DT
• Primes acquises	124 916 491
• Primes émises	126 929 364
• Variation des provisions pour primes non acquises	-2 012 873
• Charges de prestations	-35 093 677
• Prestations et frais payés	-41 643 393
• Variation des provisions pour sinistres à payer	6 347 145
• Provisions pour égalisation et équilibrage	70 096
• Autres charges techniques	132 475
SOLDE DE SOUSCRIPTION	89 822 814
CHARGE DE GESTION	-29 291 253
SOLDE FINANCIER	7 146 420
SOLDE DE RÉASSURANCE (RÉSULTAT DES CESSIONS)	-49 147 235
RÉSULTAT TECHNIQUE NET	18 530 746

VI. Assurance Crédit

[Crédit export ; Caution et Autres crédits]

En MD



I. Les Primes :

En 2012 le montant des primes émises en assurance crédit s'élève à 10,877 MD contre 9,461 MD en 2011 et 10,109 MD en 2010, enregistrant ainsi une augmentation de 14,97 % en 2012.

La part des primes de l'assurance crédit dans les émissions totales représente 0,85 % en 2012 contre 0,80 % en 2011 et 0,90 % en 2010.

I.a. Les primes émises par entreprises en assurance crédit :

En DT

Intitulé	2010	En %	2011	En %	2012	En %
1. COTUNACE	6 363 912	62,95	5 451 155	57,62	6 059 543	55,71
2. ASSURCREDIT	2 443 880	24,18	2 752 102	29,09	3 468 004	31,88
3. ASTREE	793 821	7,85	858 091	9,07	845 246	7,77
4. COMAR	396 729	3,92	287 865	3,04	411 747	3,79
5. CARTE	110 569	1,09	105 715	1,12	81 663	0,75
6. ASS.BIAT	-	-	5 947	0,06	10 994	0,10
TOTAL	10 108 911	100	9 460 875	100	10 877 197	100
TAUX DE CROISSANCE En %	6,25		-6,41		14,97	
Des P. Totales	0,90		0,80		0,85	

I.b. La concentration des primes émises des deux premières entreprises

2010		2011		2012	
Entreprise	En %	Entreprise	En %	Entreprise	En %
COTUNACE	87,13	COTUNACE	86,71	COTUNACE	87,59
ASS.CREDIT		ASS.CREDIT		ASS.CREDIT	

La part des deux premières entreprises dans les émissions totales de la branche Crédit durant les trois dernières années est passée de 87,13 % en 2010 et de 86,71 % en 2011 à 87,59 % en 2012.

2. Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2012 ont atteint le montant de (-3,612 MD) contre 9,042 MD en 2011 et (- 8,150) MD en 2010 enregistrant ainsi une baisse de 180,40 % en 2012.

Les sinistres payés par les entreprises d'assurances les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

En DT

Intitulé	2010	2011	En %	2012	En %	Evolution 11/12 %
1. COTUNACE	- 8 595 798	3 845 504	85,60	- 4 474 376	123,88	-216,35
2. COMAR	-79 320	540 045	12,02	-	-	-
3. ASSURCREDIT	425 012	-	-	435 332	-12,05	-
4. ASTREE	69 485	67 006	1,49	76 615	-2,12	14,34
5. CARTE	30 624	40 043	0,89	350 524	-9,70	775,37
6. ASS.BIAT	-	-	-	0,015	-	-
TOTAL	- 8 149 997	4 492 605	100	- 3 611 890	100	- 180,40

La dotation à la provision pour sinistres à payer est passée de 0,572 MD en 2010 et 0,422 MD en 2011 à 0,116 MD en 2012.

Pour la branche crédit le rapport sinistres aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) s'est amélioré de 85,,08 % passant de (-75,79 %) en 2010 et de 53,75 en 2011 à (-31,33 %) en 2012.

	En MD				
	2010	2011	Variation en %	2012	Variation en %
• Sinistres payés net de recours	-8,150	4,493	-155,13	-3,612	180,39
• Dotation à la provision pour sinistres à payer	0,572	0,422	-26,22	0,116	-72,51
• Charges sinistres	-7,578	4,915	-164,86	-3,496	-171,13
• Primes acquises	9,999	9,144	-8,55	11,158	22,03
• Rapports sinistres aux primes Acquises en %	-75,79	53,75	129,54	-31,33	-85,08

3. Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisitions et les autres charges de gestion nettes) de la branche Crédit, s'élèvent en 2012 à 2,859 MD contre 2,259 MD en 2011 et 2,463 MD en 2010 soit une augmentation de 26,62 % par rapport à 2011.

La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 25,62 % en 2012 contre 24,69 % en 2011 et 24,63 % en 2010.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 26,26 % en 2012 (11,34 % pour les frais d'acquisitions et 14,95 % pour les charges de gestion) contre 23,87 % en 2011 (11,32 % pour les frais d'acquisitions et 12,55 % pour les charges de gestion) contre 24,36 % en 2010 (11,90 % pour les frais d'acquisitions et 12,46 % pour les charges de gestion).

	En MD							
	2010		2011			2012		
	Montant	En % des Primes émises	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %
Frais d'acquisitions	1,203	11,90	1 071	11,32	- 10,97	1 233	11,34	15,13
Autres charges de gestions nettes	1,260	12,46	1 187	12,55	- 5,79	1 626	14,95	36,98
TOTAL	2,463	24,36	2 258	23,87	- 8,32	2 859	26,28	26,62

4. Résultats Techniques :

Le solde de souscription s'est soldé par un excédent de 12,847 MD en 2012 contre un excédent de 2,718 MD en 2011 et un excédent de 1,543 MD en 2010.

Les frais de gestion sont passés de 2,463 MD en 2010 et 2,258 MD en 2011 à 2,859 MD en 2012.

Le solde financier est passé de 0,364 MD en 2010 et de 0,202 MD en 2011 et à 0,182 MD en 2012.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) est passé d'un déficit de 14,104 MD en 2010 et d'un excédent de 0,048 MD en 2011 à un déficit de 9,738 MD en 2012.

Ainsi le résultat technique net s'est soldé par un excédent de 0,432 MD en 2012 contre un excédent de 0,710 MD en 2011 et un déficit de 0,440 MD en 2010. Il représente 3,98 % des primes émises en 2012.

Compte d'exploitation de la branche crédit

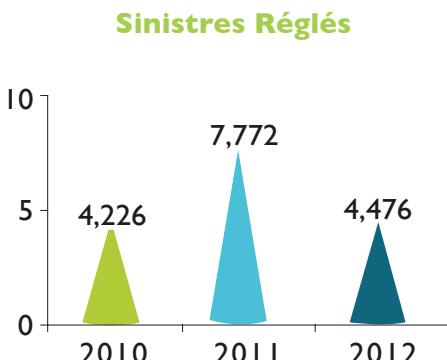
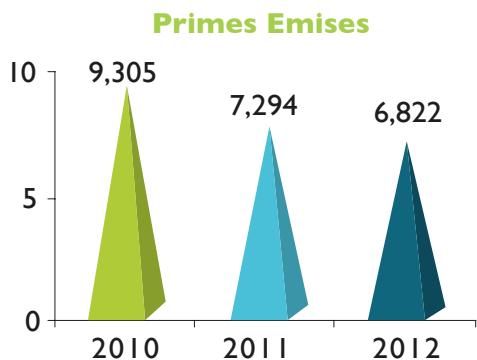
En DT

Intitulé	Montant
• Primes acquises	11 157 690
• Primes émises	10 877 197
• Variation des provisions pour primes non acquises	280 493
• Charges de prestations	1 688 947
• Prestations et frais payés	3 611 890
• Variation des provisions pour sinistres à payer	- 116 133
• Provisions pour égalisation et équilibrage	-478 600
• Autres charges techniques	-1 328 210
SOLDE DE SOUSCRIPTION	12 846 637
CHARGE DE GESTION	-2 858 796
SOLDE FINANCIER	182 256
SOLDE DE RÉASSURANCE (RÉSULTAT DES CESSIONS)	-9 737 658
RÉSULTAT TECHNIQUE NET	432 439

VIII. L'assurance Agricole

[Grêle ; Mortalité des bétails et Autres assurances agricoles]

En MD



I- Les Primes :

En 2012 le montant des primes émises en assurance agricole s'élève à 6,822 MD contre 7,294 MD en 2011 et 9,305 MD en 2010, enregistrant ainsi une baisse de 6,47 % en 2012.

La part des primes de l'assurance agricole dans les émissions totales représente 0,53 % en 2012 contre 0,62 % en 2011 et 0,83 % en 2010.

I.a. Les primes émises par entreprise en assurance agricole :

En DT

Intitulé	2010	En %	2011	En %	2012	En %
I- G. CTAMA	3 960 039	42,56	4 138 388	56,74	3 625 212	53,14
2- ASTREE	1 739 238	18,69	1 575 912	21,61	1 657 756	24,30
3. COMAR	606 598	6,52	777 151	10,66	876 510	12,85
4- GAT	2 804 470	30,14	571 962	7,84	506 623	7,43
5- LLOYD	82 334	0,88	122 625	1,68	155 889	2,29
6- STAR	121 700	1,31	107 599	1,48	-	-
7- ASS. BIAT	- 9 022	- 0,10	-	-	-	-
TOTAL	9 305 357	100	7 293 637	100	6 821 990	100
TAUX DE CROISSANCE En %	1,19		-21,62		-6,47	
Des P. Totales	0,83		0,62		0 ,53	

I.b. La concentration des primes émises des deux premières entreprises

2010		2011		2012	
Entreprise	En %	Entreprise	En %	Entreprise	En %
G. CTAMA	72,70	G. CTAMA	78,35	G. CTAMA	77,44
GAT		ASTREE		ASTREE	

La part des deux premières entreprises dans les émissions totales de la branche agricole durant les trois dernières années est passée de 72,70 % en 2010 à 78,35 % en 2011 à 77,44 % en 2012.

2- Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2012 ont atteint le montant de 4,476 MD contre 7,772 MD en 2011 et 4,226 MD en 2010. Enregistrant ainsi une baisse de 42,41 % en 2011.

Les sinistres payés par les entreprises d'assurances durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

En DT

Intitulé	2010	2011	En %	2012	En %	Evolution 10/11 En %
I- G. CTAMA	1 582 878	5 847 022	75,23	3 353 617	74,93	-42,64
2- COMAR	409 068	299 744	3,86	494 902	11,06	65,11
3- ASTREE	1 315 676	461 253	5,93	377 201	8,43	-18,22
4- GAT	840 236	316 420	4,07	169 543	3,79	-46,42
5- LLOYD	14 166	723 428	9,31	80 422	1,80	-88,88
6- STAR	61 965	123 773	1,59	-	-	-
7- ASS.BIAT	2 180	0 168	-	-	-	-
TOTAL	4 226 169	7 771 808	100	4 475 685	100	-42,41

La dotation à la provision pour sinistres à payer est passée de 2,254 MD en 2010 et à 1,564 MD en 2011 et à 1,404 MD en 2012.

Pour la branche agricole le rapport sinistres aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) est passé de 69,41 % en 2010 et 126,83 en 2011 à 86,93 en 2012.

								En MD
		2010	Variation en %	2011	Variation en %	2012	Variation en %	
• Sinistres payés net de recours		4,226	-75,71	7,772	83,91	4,476	-42,41	
• Dotation à la provision pour Sinistres à payer		2,254	264,14	1,567	-30,61	1,404	-10,23	
• Charges sinistres		6,480	-64,03	9,336	44,07	5,880	-37,02	
• Primes acquises		9,336	0,91	7,361	-21,15	6,764	-8,11	
• Rapports sinistres aux primes acquises en %		69,41	-125,30	126,83	57,42	86,93	-39,90	

3- Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisitions et les autres charges de gestion nettes) de la branche agricole, s'élèvent en 2012 à 1,514 MD contre 1,371 MD en 2011 et 2,602 MD en 2010 soit une augmentation de 10,43 % par rapport à 2011.

La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 22,38 % en 2012 contre 18,63 % en 2011 et 27,87 % en 2010.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 22,19 % en 2012 (13,30 % pour les frais d'acquisitions et 8,90 % pour les charges de gestion) contre 18,80 % en 2011 (11,08 % pour les frais d'acquisitions et 7,72 % pour les charges de gestion) et 27,96 % en 2010 (15,14 % pour les frais d'acquisitions et 12,82 % pour les charges de gestion).

Evolution de l'ensemble des frais de gestion Rapportés aux primes émises

	En MD								
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %
Frais d'acquisitions	1,409	15,14	12,72	0,808	11,08	- 42,65	0,907	13,30	12,25
Autres charges de gestions nettes	1,193	12,82	6,23	0,563	7,72	- 52,81	0,607	8,90	7,82
TOTAL	2,602	27,96	9,65	1 371	18,80	- 47,31	1,514	22,19	10,43

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistres aux primes acquises s'élève à 109,21 % en 2012 contre 145,46 % en 2011 et 97,28 % en 2010. Ainsi le rapport sinistres aux primes acquises frais de gestion compris s'est amélioré de 36,15 %.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 108,38 % en 2012 contre 146,80 % en 2011 et 97,60 % en 2010.

4- Résultats Techniques :

Le solde de souscription s'est soldé par un excédent de 1,800 MD en 2012 contre un excédent de 0,044 MD en 2011 et excédent de 1,799 MD en 2010.

Les frais de gestion sont passés de 2,602 MD en 2010, à 1,372 MD en 2011 et à 1,514 MD en 2012.

Le solde financier est passé de 1,315 MD en 2010, à 0,679 MD en 2011 et à 0,534 MD en 2012.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) est passé d'un déficit de 0,969 MD en 2010 et un excédent de 0,392 MD en 2011 à un déficit de 1,083 MD en 2012.

Ainsi le résultat technique net s'est soldé par un déficit de 0,263 MD en 2012 contre un déficit de 0,257 MD en 2011 et un déficit de 0,457 MD en 2010. Il représente -3,86 % des primes émises en 2012.

Compte d'exploitation de la branche agricole

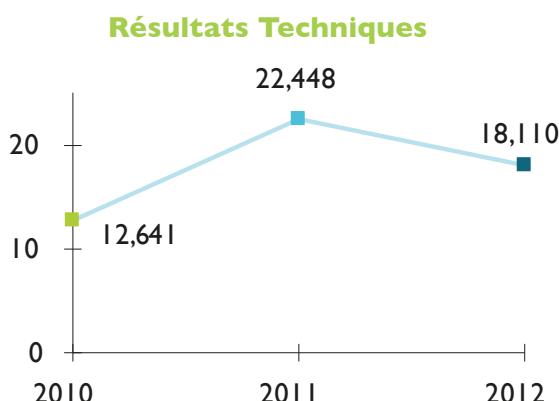
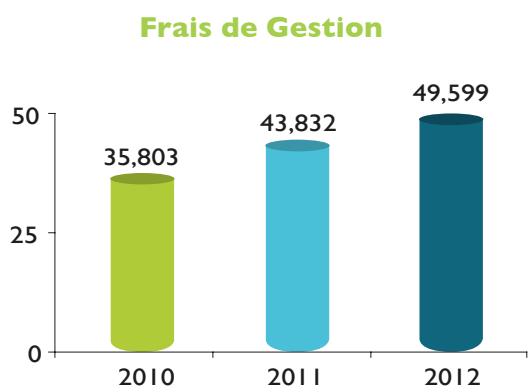
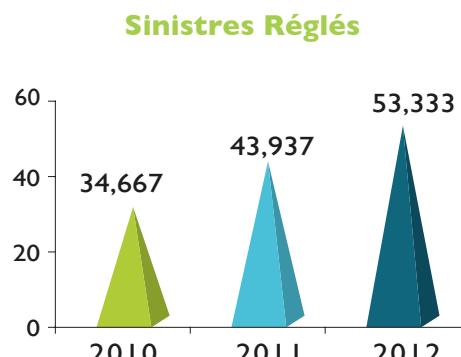
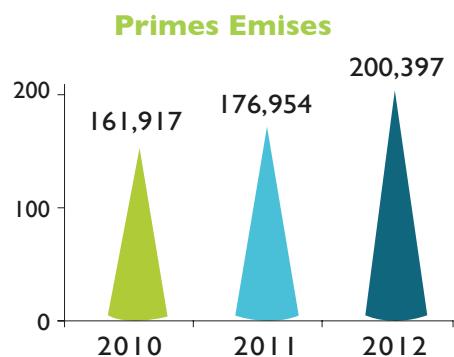
En DT

Intitulé	Montant
• Primes acquises	6 763 605
• Primes émises	6 821 990
• Variation des provisions pour primes non acquises	-58 385
• Charges de prestations	-4 964 060
• Prestations et frais payés	-4 475 685
• Variation des provisions pour sinistres à payer	-1 403 885
• Provisions pour égalisation et équilibrage	9 425
• Autres charges techniques	906 085
SOLDE DE SOUSCRIPTION	1 799 545
CHARGE DE GESTION	-1 514 012
SOLDE FINANCIER	534 356
SOLDE DE RÉASSURANCE (RÉSULTAT DES CESSIONS)	-1 083 354
RÉSULTAT TECHNIQUE NET	-263 465

VIII. L'assurance Vie

[Vie ; Décès, Mixte, Capitalisation et unités de Cpte]

En MD



I. Les Primes :

En 2012 le montant des primes émises de la branche assurance vie s'élève à 200,397 MD contre 176,954 MD en 2011 et 161,917 MD en 2010, soit une augmentation de 13,25 % en 2012.

La part des primes de l'assurance vie dans les émissions totales est passée de 14,45 % en 2010 et 15,02 % en 2011 à 15,59 % en 2012.

I.a. Les primes émises par entreprise en assurance vie :

En DT

Intitulé	2010	En %	2011	En %	2012	En %
1. MAGHREBIA VIE	26 258 500	16,46	29 685 758	16,78	34 010 387	16,97
2. CARTE VIE	18 380 745	11,35	23 095 922	13,05	28 006 883	13,98
3. HAYETT	20 618 523	12,73	23 249 011	13,14	27 177 655	13,56
4. ASTREE	17 962 402	11,09	20 483 595	11,58	20 532 953	10,24
5. SALIM	17 855 894	11,03	19 083 160	10,78	20 291 387	10,13
6. ASS-BIAT	14 079 050	8,70	12 401 681	7,01	19 700 717	9,83
7. STAR	7 300 287	4,51	8 514 258	4,81	9 677 925	4,83
8. AMI	7 018 013	4,33	6 686 215	3,78	7 926 273	3,96
9. GAT	8 536 109	5,27	8 793 900	4,97	5 933 597	2,95
10. COMAR	4 627 742	2,86	5 635 350	3,18	5 716 649	2,85
11. MAE	7 243 154	4,47	7 603 826	4,30	5 381 345	2,69
12. LLOYD	3 400 353	2,10	3 244 437	1,83	4 981 017	2,49
13. G.CTAMA	5 446 197	3,36	5 255 547	2,97	4 933 080	2,46
14. AMINA	2 790 025	1,72	3 220 991	1,82	4 623 080	2,31
15. ZITOUNA.TAKAFUL	-	-	-	-	1 503 323	0,75
TOTAL	161 916 994	100	176 953 651	100	200 396 271	100
TAUX DE CROISSANCE En %	20,30		9,29		13,25	
Des P. Totales	14,45		15,02		15,59	

I.b. La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2010		2011		2012	
Entreprise	En %	Entreprise	En %	Entreprise	En %
MAGHREBIA VIE		MAGHREBIA VIE		MAGHREBIA VIE	
HAYETT	40,55	HAYETT	42,97	CARTE VIE	
CARTE		CARTE VIE		HAYETT	44,51

La part des trois premières entreprises dans les émissions totales de la branche vie durant les trois dernières années est passée de 40,55 % en 2010 et de 42,97 % en 2011 à 44,51 % en 2012.

I.c. Les entreprises spécialisées

Entreprise	2010	Entreprise	2011	Entreprise	2012
MAGHREBIA VIE		MAGHREBIA VIE		MAGHREBIA VIE	
HAYETT	30,92 %	HAYETT	44,79 %	HAYETT	
AMINA		AMINA		AMINA	
		CARTE VIE		CARTE VIE	46,82 %

La part des primes émises des entreprises spécialisées en assurance vie est passée durant les trois dernières années de 30,92 % en 2010 et de 44,79 % en 2011 à 46,82 % en 2012.

2. Les Sinistres :

Les sinistres payés et les capitaux échus en 2012 ont atteint le montant de 53,333 MD contre 43,937 MD en 2010 et 34,667 MD en 2010 enregistrant ainsi une augmentation de 21,39 % en 2012.

Les sinistres payés par les entreprises d'assurances durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant:

En DT

Intitulé	2010	2011	En %	2012	En %	Evolution I2/I1 En %
I- MAGHREBIA Vie	5 031 574	6 712 446	15,28	9 159 663	17,17	36,46
2- CARTE Vie	3 332 209	3 936 895	8,96	8 908 787	16,70	126,29
3- HAYETT	4 343 508	6 456 334	14,69	6 988 467	13,10	8,24
4- SALIM	5 583 096	2 945 817	6,70	5 479 767	10,27	86,02
5- ASTREE	2 205 054	4 693 580	10,68	5 352 313	10,04	14,03
6- ASS.BIAT	4 280 177	4 927 818	11,22	4 435 149	8,32	-10,00
7- GAT	2 361 380	5 127 003	11,67	3 172 269	5,95	-38,13
8- STAR	1 503 714	2 504 062	5,70	2 237 959	4,20	-10,63
9- COMAR	1 543 001	1 759 267	4,00	1 809 252	3,39	2,84
10- G.CTAMA	780 963	908 861	2,07	1 601 622	3,00	76,22
11- AMINA	2 584 328	2 054 845	4,68	1 459 548	2,74	-28,97
12- AMI	388 543	732 757	1,67	1 064 701	2,00	45,30
13- LLOYD	261 545	407 408	0,93	834 579	1,56	104,85
14- MAE	468 292	769 517	1,75	825 124	1,55	7,23
15- ZITOUNA TAK.	-	-	-	3 950	0,01	-
TOTAL	34 667 384	43 936 610	100	53 333 150	100	21,39

La provision mathématique vie s'élève à 562,240 MD en 2012 contre 472,857 MD en 2011 et 442,552 MD en 2010 soit une augmentation de 18,90 % par rapport à 2011.

En MD

	2010	2011	Variation en %	2012	Variation en %
• Sinistres payés net de recours	34,667	43,937	26,74	53,333	21,39
• Variat° Provision pour sinistres à payer	100,001	93,268	-6,73	104,563	12,11
• Cadence de règlement en %	25,74	32,02	6,28	33,78	1,75
• Provision mathématique	442,552	472,857	6,85	562,240	18,90

3. Les Fais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisitions et les autres charges de gestion nettes) de la branche vie s'élèvent à 49,599 MD en 2012 contre 43,832 MD en 2011 et 35,803 MD en 2010 soit une augmentation de 13,16 % en 2012.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 24,75 % en 2012 (17,73 % pour les frais d'acquisitions et 7,02 % pour les charges de gestion) contre 24,77 % 2011 (16,83 % pour les frais d'acquisitions et 7,94 % pour les charges de gestion) et 22,11 % en 2010 (14,21 % pour les frais d'acquisitions et 7,90 % pour les charges de gestion).

Evolution de L'ensemble des frais de gestion Rapportés aux primes émises

En MD

	2010		2011			2012		
	Montant	En % des Primes émises	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %
Frais d'acquisition	23,008	14,21	29,787	16,83	29,46	35,532	17,73	19,29
Autres charges de gestions nettes	12,795	7,90	14,045	7,94	9,77	14,067	7,02	0,16
TOTAL	35,803	22,11	43,832	24,77	22,43	49,599	24,75	13,16

4. Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 40,467MD en 2012 contre 41,110 MD en 2011 et de 20,978 MD en 2010.

Les frais de gestion sont passés de 35,803 MD en 2010 et 43,832 MD en 2011 à 49,599 MD en 2012.

Le solde financier dégage un résultat de 25,084 MD en 2012 contre 20,447 MD en 2011 et 21,431 MD en 2010.

Par ailleurs, le solde de réassurance (résultat des cessions) est passé d'un excédent de 6,026 MD en 2010 et un excédent de 4,723 MD en 2011 à un excédent de 2,158 MD en 2012.

Le résultat technique net est excédentaire de 18,110 MD en 2012 contre 22,448 MD en 2011 et 12,641 MD en 2010. Il représente 9,04 % des primes émises en 2012.

Compte d'exploitation de la branche vie

En DT

Intitulé	Montant
• Primes acquises	200 396 685
• Primes émises	200 396 685
• Variation des provisions pour primes non acquises	0
• Charges de prestations	- 159 929 879
• Prestations et frais payés	-53 333 150
• Variation des provisions pour sinistres à payer	-104 563 225
• Provisions pour égalisation et équilibrage	-1 261 562
• Autres charges techniques	-777 942
SOLDE DE SOUSCRITION	40 466 806
CHARGE DE GESTION	-49 598 993
SOLDE FINANCIER	25 084 371
SOLDE DE RÉASSURANCE (RÉSULTAT DES CESSIONS)	2 158 236
RÉSULTAT TECHNIQUE NET	18 110 420

ANNEXES

- I. CHIFFRE D'AFFAIRES PAR BRANCHE & PAR ENTREPRISE AFFAIRES DIRECTES & ACCEPTATIONS / EXERCICE 2012
- II. SINISTRES REGLES PAR BRANCHE & PAR ENTREPRISE AFFAIRES DIRECTES & ACCEPTATIONS / EXERCICE 2012
- III. ETAT DES RESULTATS TECHNIQUES PAR BRANCHE AFFAIRES DIRECTES & ACCEPTATIONS
- IV. ETAT DES RESULTATS TECHNIQUES PAR BRANCHE NON VIE & VIE

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR BRANCHE & PAR ENTREPRISE AFFAIRES DIRECTES & ACCEPTATIONS / EXERCICE 2012

En DT

	Assurance Automobile	Assurance Groupe Maladie	Assurance Risques Techniques et Divers	Assurance Incendie	Assurance Transport	Assurance Crédit	Assurance Gréville et Mortalité des	Assurance Accidents du Travail	TOTAL(AFF. DIRECTES)	ACCEPTATIONS	TOTAL (AFF.DIR & ACC)
STAR	115 566 870	65 040 176	16 469 972	9 888 694	15 465 938			9 677 925	232 109 575	1 480 446	233 590 021
COMAR	80 070 498	11 937 929	13 602 755	14 004 230	8 786 981	411 747	876 510	- 0 095	5 716 649	1 354 072 204	9 372 526
GAT	58 574 355	18 031 310	15 715 770	10 051 329	9 510 123		506 623		5 933 597	1 183 232 107	2 105 642
AMI	89 952 831	5 741 484	1 947 436	940 252	1 507 494				7 926 273	1 080 15 770	1 080 15 770
ASTREE	32 738 790	20 382 680	8 437 672	9 174 088	10 999 092	845 246	1 657 756		20 532 953	1 047 688 277	1 692 555
MAGHREBIA	32 201 394	22 440 167	22 290 907	18 223 764	4 929 377					1 000 085 609	1 000 085 609
CARTE	29 272 001	7 513 827	24 635 885	5 580 934	9 390 860	81 663			76 475 170	8 726	76 483 896
MAE	62 929 879	799 864	2 638 005	273 742	728 579				5 381 345	72 781 414	72 781 414
ASS.BIAT	18 270 618	11 433 515	4 970 831	4 704 344	6 394 331	10 994			19 700 717	65 485 350	65 485 350
LLOYD	33 923 898	5 606 655	5 927 434	3 847 864	2 482 381		155 889	- 164 438	4 981 017	56 760 700	56 760 700
GROUPE CTAMA	25 470 268	8 861 338	8 307 082	2 215 177	1 686 502		3 625 212		4 933 494	55 099 073	283 197
SALIM	8 616 345	7 341 363	1 979 611	1 743 294	1 759 698				20 291 387	41 731 698	41 731 698
MAGHREBIA -VIE									34 010 387	34 010 387	34 010 387
CARTE- VIE									28 006 883	28 006 883	28 006 883
HAYETT									27 177 655	27 177 655	27 177 655
COTUNACE							6 059 543		6 059 543	6 059 543	6 059 543
AMINA									4 623 080	4 623 080	4 623 080
ASS.CREDIT									3 468 004	3 468 004	3 468 004
Z.TAKAFUL		112 789	6 004	26 408	11 959				1 503 323	1 660 483	1 660 483
TOTAL	587 730 536	185 130 308	126 929 364	80 674 120	73 653 315	10 877 197	6 821 990	- 164 533	200 396 685	1 272 048 982	13 419 792
											1 285 468 774

**SINISTRES RÈGLES PAR BRANCHE & PAR ENTREPRISE
AFFAIRES DIRECTES & ACCEPTATIONS / EXERCICE 2012**

En DT

	Assurance Automobile	Assurance Groupe Maladie	Assurance Risques Techniques et Divers	Assurance Incendie	Assurance Transport	Assurance Crédit	Assurance Grêle et Mortalité des Bétail	Assurance Accidents du Travail	TOTAL (AFF. DIRECTES)	ACCEPTA-TIONS	TOTAL (AFF. DIR& ACC)
STAR	76 251 961	59 051 696	5 763 329	3 226 064	- 2 919 053			1 530 688	2 237 959	145 142 644	780 197
COMAR	56 450 985	12 253 635	3 509 102	4 286 161	792 317		494 902	443 973	1 809 252	80 040 327	7 482 440
GAT	29 217 589	15 779 004	13 531 648	10 048 901	1 260 004		169 543	504 813	3 172 269	73 683 771	1 553 339
AMI	66 610 006	4 714 063	397 279	57 923	22 843			1 064 701		72 866 815	
MAGHREBIA	20 386 907	22 326 228	8 499 023	17 386 464	639 912					69 238 534	
ASTREE	20 670 355	16 608 104	1 259 651	7 075 632	1 808 501	76 615	377 201	128 076	5 352 313	53 356 448	37 212
LLOYD	23 781 105	4 366 744	1 225 999	10 597 863	822 984		80 422	64 862	834 579	41 774 558	41 774 558
CARTE	17 306 618	6 215 552	4 019 460	10 428 238	2 629 854	350 524		480 457		41 430 703	1 351
MAE	32 377 312	448 047	101 436	10 587	0 732			825 124		33 763 238	
ASS.BIAT	10 319 137	8 683 676	2 868 917	5 917 196	627 220	0 015		4 435 149		32 851 330	
G.CTAMA	15 659 731	9 292 019	199 276	505 119	262 511		3 353 617	330 611	1 601 622	31 204 506	78 882
SALIM	6 491 675	5 264 221	266 590	63 305	605 635			5 479 767		18 271 193	
MAGHREBIA -VIE								9 159 663		9 159 663	
CARTE- VIE								8 908 787		8 908 787	
HAYETT								6 988 467		6 988 467	
AMINA								1 459 548		1 459 548	
ASS.CREDIT						435 332			435 332		435 332
Z.TAKAFUL	15 279		1 683	3 974	4 315			3 950	29 201		29 201
COTUNACE						- 4 474 376			- 4 474 376		- 4 474 376
TOTAL	375 538 660	165 003 009	41 643 393	69 707 427	6 557 775	- 3 611 890	4 475 685	53 333 150	716 130 689	9 933 421	726 064 110

**ETAT DES RESULTATS TECHNIQUES PAR BRANCHE
AFFAIRES DIRECTES & ACCEPTATIONS**

En DT

	AUTO	GROUPÉ	R T D	INCENDIE	TRANSPORT	CREDIT	R-AGRIC	ACC-TRAV	VIE	TOT. AFFAIRES DIRECTES	ACCEPTATION	TOTAL (AFF. D. + ACC)
1 primaires acquises	570 335 595	185 275 498	124 916 491	77 838 979	76 813 811	11 157 690	6 763 605	- 164 533	200 396 685	1 253 333 821	13 158 265	1 266 492 086
2 primes émises	587 730 536	185 130 308	126 929 364	80 674 120	73 653 315	10 877 197	6 821 990	- 164 533	200 396 685	1 272 048 982	13 419 792	1 285 468 774
3 variation des provisions pour primes non acquises	- 17 394 941	145 190	- 2 012 873	- 2 835 141	3 160 496	280 493	- 58 385	0	0	- 18 715 161	- 261 527	- 18 976 688
4 charges de prestations	- 485 463 202	- 166 245 412	- 35 093 677	- 68 574 504	- 10 194 150	1 688 947	- 4 964 060	- 1 350 030	- 159 929 879	- 930 125 967	- 9 629 734	- 939 755 701
5 prestation et frais payés	- 375 538 660	- 165 003 009	- 41 643 393	- 69 707 427	- 6 557 775	3 611 890	- 4 475 685	- 3 483 480	- 53 333 150	- 716 130 689	- 9 933 421	- 726 064 110
6 variation de provision pour prestation diverses	- 109 000 899	- 565 877	6 347 145	3 218 653	- 2 974 163	- 116 133	- 1 403 885	1 155 295	- 104 563 225	- 207 903 089	341 030	- 207 562 059
7 provisions pour égalisation et équilibrage	0	- 96 831	70 096	0	0	- 478 600	9 425	0	- 126 1562	- 1 757 472	0	- 1 757 472
8 autres charges techniques	- 923 643	- 579 695	132 475	- 2 085 730	- 662 212	- 1 328 210	906 085	978 155	- 771 942	- 4 334 717	- 37 343	- 4 372 060
9 solde de souscription	84 872 393	19 030 086	89 822 814	9 264 475	66 619 661	12 846 637	1 799 545	- 1 514 563	40 466 806	323 207 854	3 528 531	326 736 385
10 frais d'acquisition	- 60 118 934	- 10 944 674	- 13 575 525	- 11 661 522	- 6 994 638	- 1232 531	- 906 981	12 349	- 35 532 333	- 140 954 789	- 2 602 977	- 143 557 766
11 autres charges de gestion nettes	- 60 827 133	- 13 558 822	- 15 715 728	- 8 049 132	- 6 251 237	- 1626 265	- 607 031	- 337 725	- 14 066 660	- 121 039 733	- 788 909	- 121 828 642
12 charges d'acquisition et de gestion nettes	- 120 946 067	- 24 503 496	- 29 291 253	- 19 710 654	- 13 245 875	- 2 888 796	- 1 514 012	- 325 376	- 49 598 993	- 261 994 522	- 3 391 886	- 265 386 408
13 produits nettes des placements	50 164 034	4 271 124	8 435 071	6 828 933	2 951 188	507 435	532 268	1 298 859	29 013 434	104 002 406	397 978	104 400 384
14 participation aux résultats	- 644 618	- 2 264 571	- 1 288 651	- 383 307	- 1 866 383	- 325 179	2 088	0	- 3 929 063	- 10 699 684	- 5 890	- 10 705 574
15 solde financier	49 519 416	2 006 553	7 146 420	6 445 686	1 084 805	182 256	534 356	1 298 859	25 084 371	93 302 722	392 088	93 694 810
16 part réassureurs dans les primes acquises	- 32 183 986	- 3 591 736	- 69 245 160	- 56 941 761	- 56 628 695	- 7 623 952	- 4 667 205	484	- 20 105 605	- 250 987 616	- 237 756	- 251 225 372
17 part réassureurs dans les prestations et frais payés	4 236 086	1 283 694	23 863 597	63 636 989	7 343 913	- 4242 192	2 000 486	724 310	4 570 142	103 417 025	56 829	103 473 854
18 part réassureurs dans les charges de provision	3 569 381	320 728	- 16 123 497	- 6 595 745	3 104 315	- 139 273	773 991	- 864 641	10 206 472	- 5 748 274	52 041	- 5 696 233
19 part réassureurs dans la provision pour participation aux bénéfices et ristournes	0	0	677 762	- 936 037	496 756	209 179	257 883	0	283 288	988 831	0	988 831
20 commissions récues des réassureurs	8 688 538	313 529	11 739 223	14 584 218	7 656 519	2 058 585	551 491	0	7 166 885	52 758 988	11 242	52 770 230
21 autres éléments de débit au débit des réassureurs à la charge des réassureurs	- 41 862	0	- 59 160	- 171 396	- 14 388	0	0	0	37 054	- 249 752	0	- 249 752
22 solde de réassurance	- 15 731 843	- 673 785	- 49 147 235	13 576 268	- 38 041 580	- 9 737 658	- 1 083 354	- 139 847	2 158 236	- 99 820 798	- 117 644	- 99 938 442
23 résultat technique	- 2 286 101	- 5 140 642	18 530 746	9 575 775	16 417 011	432 439	- 263 465	- 680 927	18 110 420	54 695 256	411 089	55 106 345

ETAT DES RESULTATS TECHNIQUES PAR BRANCHE NON VIE & VIE

En DT

	AUTO	GRUPE	R T D	INCENDIE	TRANSPORT	CREDIT	R-AGRIC	ACC-TRAV	ACCEPTATION	TOTAL NON VIE	VIE	TOTAL (N-VIE & VIE)
primes acquises	570 335 595	185 275 498	124 916 491	77 838 979	76 813 811	111 157 690	6 763 605	- 164 533	13 158 265	1 066 095 401	200 396 685	1 266 492 086
primes émis	587 730 536	185 130 308	126 929 364	80 674 120	73 653 315	10 877 197	6 821 990	- 164 533	13 419 792	1 085 072 089	200 396 685	1 285 468 774
variation des provisions pour primes non acquises	- 17 394 941	145 190	- 2 012 873	- 2 835 141	3 160 496	280 493	- 58 385	0	- 261 527	- 18 976 688	0	- 18 976 688
charges de prestations	- 485 463 202	- 166 245 412	- 35 093 677	- 68 574 504	- 10 194 150	1 688 947	- 4 964 060	- 1 350 030	- 9 629 734	- 779 825 822	- 159 929 879	- 939 755 701
prestation et frais payés	- 375 538 660	- 165 003 009	- 41 643 393	- 69 707 427	- 6 557 775	361 1 890	- 4 475 685	- 3 483 480	- 9 933 421	- 672 730 960	- 53 333 150	- 776 064 110
variation de provision pour prestation diverses	- 109 000 899	- 565 877	6 347 145	3 218 653	- 2 974 163	- 116 133	- 1 403 885	1 155 295	341 030	- 102 998 834	- 104 563 225	- 207 562 059
provisions pour égualisation et équilibrage	0	- 96 831	70 096	0	0	- 478 600	9 425	0	0	- 495 910	- 126 1 562	- 1 757 472
autres charges techniques	- 923 643	- 579 695	132 475	- 2 085 730	- 667 212	- 1328 210	906 085	978 155	- 37 343	- 3 600 118	- 771 942	- 4 372 060
solde de souscription	84 872 393	19 030 086	89 822 814	9 264 475	66 619 661	12 846 637	1 799 545	- 1 514 563	3 528 531	286 269 579	40 466 806	326 736 385
frais d'acquisition	- 60 118 934	- 10 944 674	- 13 575 525	- 11 661 522	- 6 994 638	- 1232 531	- 906 981	12 349	- 2 602 977	- 108 025 433	- 35 532 333	- 143 557 766
autres charges de gestion nettes	- 60 822 133	- 13 558 822	- 15 715 728	- 8 049 132	- 6 251 237	- 1626 265	- 607 031	- 337 725	- 788 209	- 107 761 982	- 14 066 660	- 121 828 642
charges d'acquisition et de gestion nettes	- 120 946 067	- 24 303 496	- 29 291 253	- 19 710 654	- 13 245 875	- 2 858 796	- 1 514 012	- 325 376	- 3 391 886	- 215 787 415	- 49 598 993	- 265 386 408
produits nettes des placements	50 164 034	4 271 124	8 435 071	6 828 993	2 951 188	507 435	532 268	1 298 859	397 978	75 386 950	29 013 434	104 400 384
participation aux résultats	- 644 618	- 2 264 571	- 1 288 651	- 383 307	- 1 866 383	- 325 179	2 088	0	- 5 890	- 6 776 511	- 3 929 063	- 10 705 574
solde financier	49 519 416	2 006 553	7 146 420	6 445 686	1 084 805	182 256	534 356	1 298 859	392 088	68 610 439	25 084 371	93 694 810
part réassureurs dans les primes acquises	- 32 183 986	- 3 591 736	- 69 245 160	- 56 941 761	- 56 628 695	- 7 623 952	- 4 667 205	484	- 237 756	- 231 119 767	- 20 105 605	- 251 225 372
part réassureurs dans les prestations et frais payés	4 236 086	1 283 694	23 863 597	63 636 989	7 343 913	- 4242 192	2 000 486	724 310	56 829	98 903 712	4 570 142	103 473 854
part réassureurs dans les charges de provision	3 569 381	320 728	- 16 123 497	- 6 595 745	3 104 315	- 139 278	773 991	- 864 641	52 041	- 15 902 705	10 206 472	- 5 696 233
part réassureurs dans la provision pour participation aux bénéfices et risques	0	0	6 777 62	- 936 037	496 756	209 179	257 883	0	0	705 543	283 288	988 631
commissions récues des réassureurs	8 688 538	3 13 529	11 739 223	1 4 584 21 8	7 656 519	2 058 585	551 491	0	11 242	45 592 103	7 166 885	52 758 988
autres éléments de débit au débit à la charges de réassureurs	- 41 862	0	- 59 160	- 171 396	- 14 388	0	0	0	- 286 806	37 054	- 249 752	
solde de réassurance	- 15 731 843	- 1 673 785	- 49 147 235	13 576 268	- 38 041 580	- 9 737 658	- 1 083 354	- 139 647	- 117 644	- 102 096 678	2 158 236	- 99 938 442
résultat technique	- 2 286 101	- 5 140 642	18 530 746	9 575 775	16 417 011	432 439	- 263 465	- 680 927	411 089	36 995 925	18 110 420	55 106 345

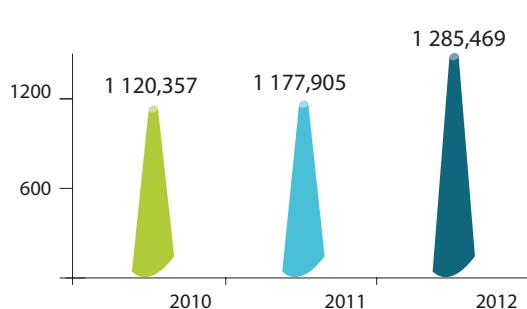


TUNISIAN INSURANCE MARKET IN 2012

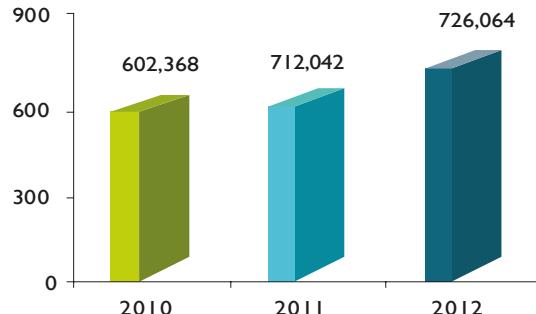
KEY FIGURES OF THE INSURANCE SECTOR

In MD

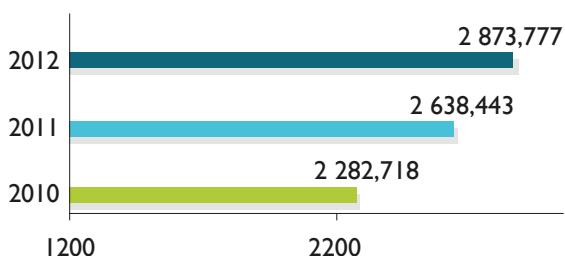
WRITTEN PREMIUMS



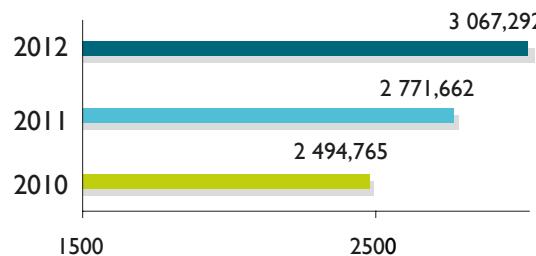
CLAIMS PAID



TECHNICAL PROVISIONS



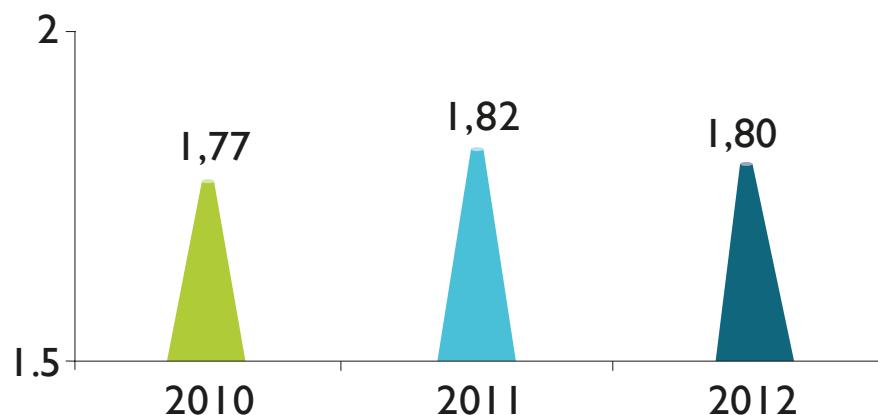
INVESTMENTS



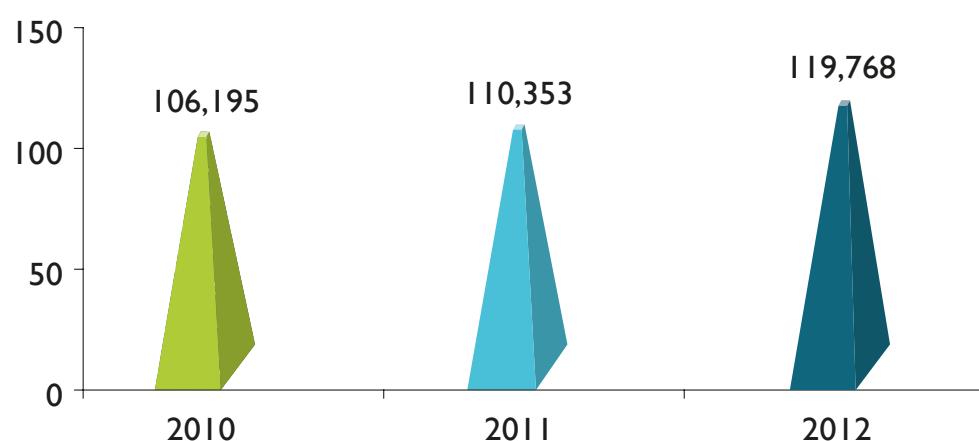
IN TD

	2011	2012	Ev. 12/11 in %
	1 165 714 754	1 272 048 982	9,12
	12 190 334	13 419 792	10,09
Written Premiums (Direct Business + Acceptances)	1 177 905 088	1 285 468 774	9,13
Claims Paid (Direct Business)	703 940 107	716 130 689	1,73
Claims Paid (Acceptances)	8 101 770	9 933 421	22,61
Claims Paid (Direct Business + Acceptances)	712 041 877	726 064 110	1,97
Management Expenses (Direct Business)	223 252 664	261 994 522	17,35
Management Expenses (Acceptances)	2 322 661	3 391 886	46,03
Management Expenses (Direct Business + Acceptances)	225 575 325	265 386 408	17,65
Technical Provisions	2 633 737 942	2 873 777 126	8,92
Cessions and Retrocessions	223 734 797	251 225 372	12,29
Investments	2 771 662 118	3 067 291 753	10,67
Financial Balance	76 866 518	93 694 810	21,89
Reinsurance Balance (cession results)	93 776 395	-99 938 442	-206,57
Net Technical Results	47 402 188	55 106 345	16,25
Balance Sheet Results	44 899 321	18 079 402	-59,73

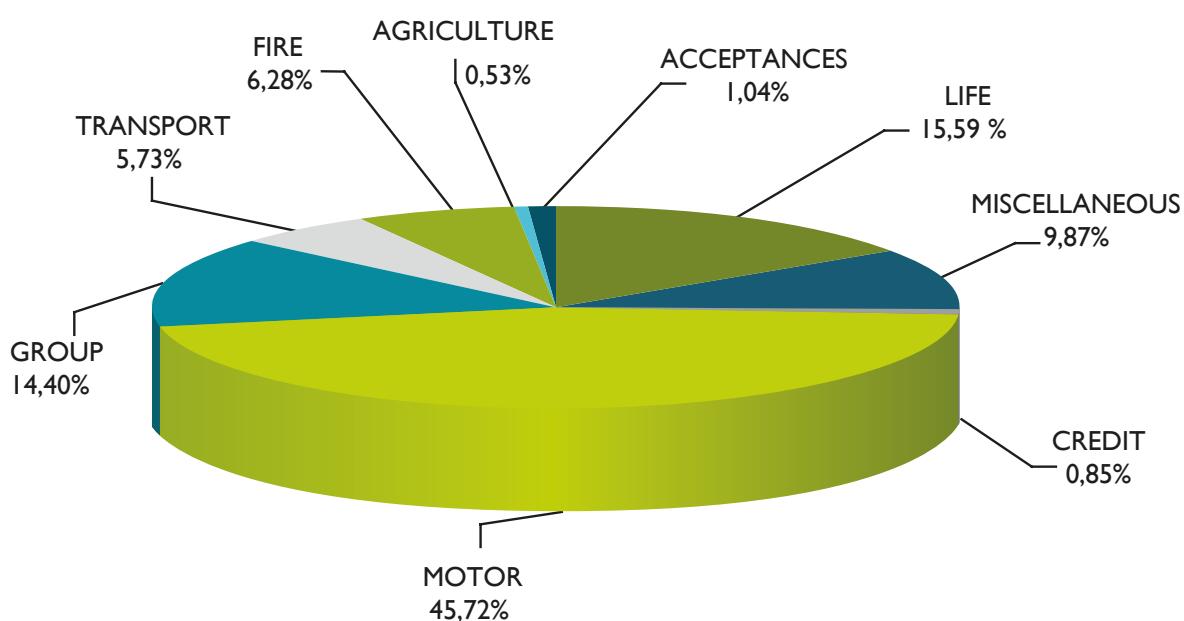
RATE OF PENETRATION IN %



PREMIUMS PER CAPITA IN TD



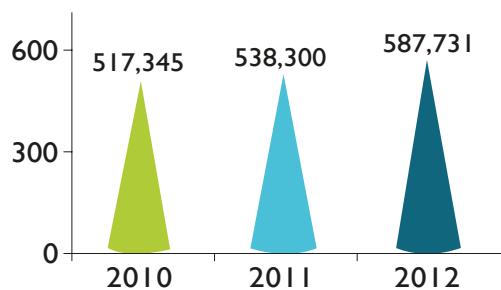
STRUCTURE OF THE PORTFOLIO OF THE MARKET BY BRANCH IN %



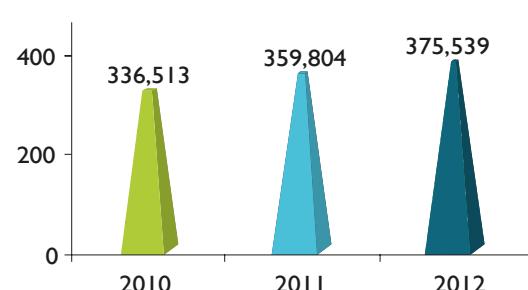
MOTOR INSURANCE

In MD

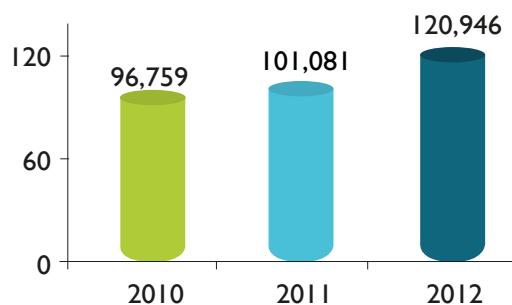
WRITTEN PREMIUMS



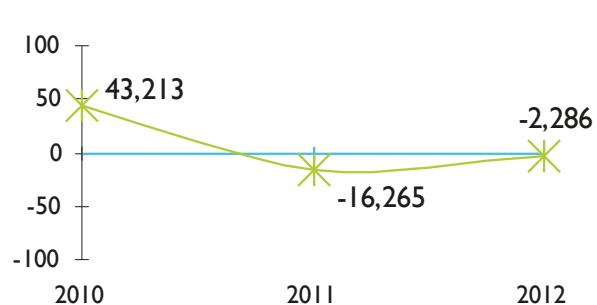
CLAIMS PAID



MANAGEMENT EXPENSES



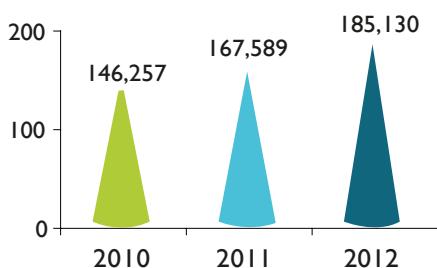
TECHNICAL RESULTS



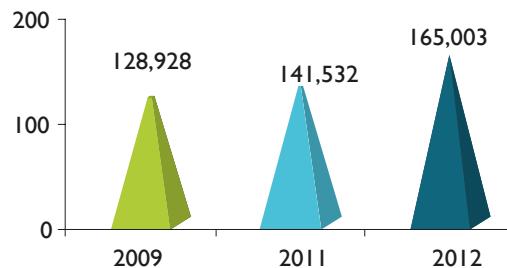
HEALTH INSURANCE

In MD

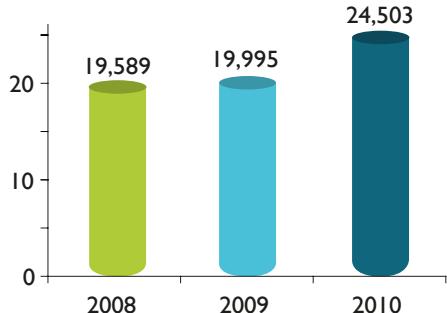
WRITTEN PREMIUMS



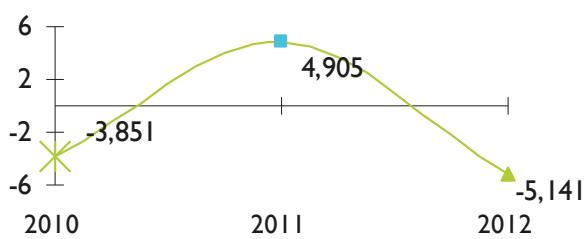
CLAIMS PAID



MANAGEMENT EXPENSES



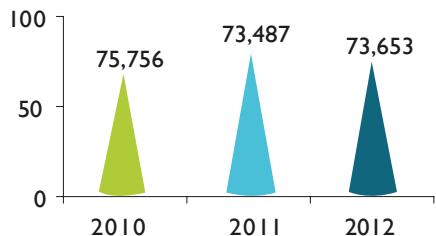
TECHNICAL RESULTS



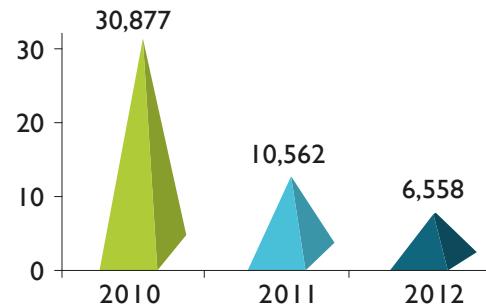
TRANSPORT INSURANCE

In MD

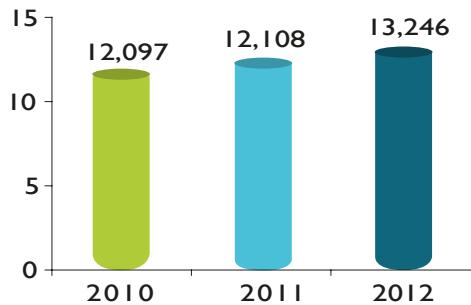
WRITTEN PREMIUMS



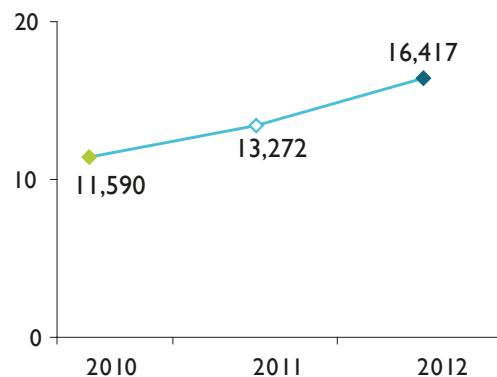
CLAIMS PAID



MANAGEMENT EXPENSES



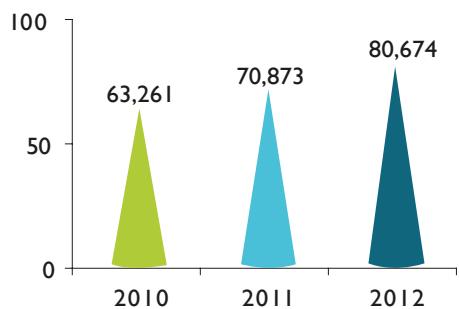
TECHNICAL RESULTS



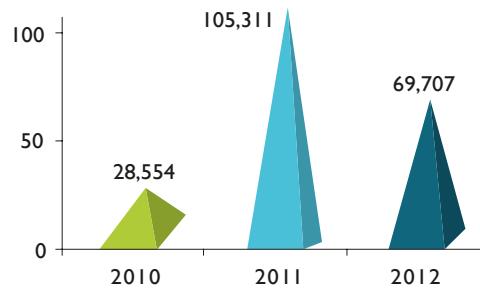
FIRE INSURANCE

In MD

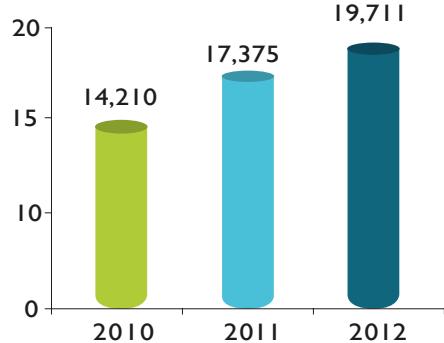
WRITTEN PREMIUMS



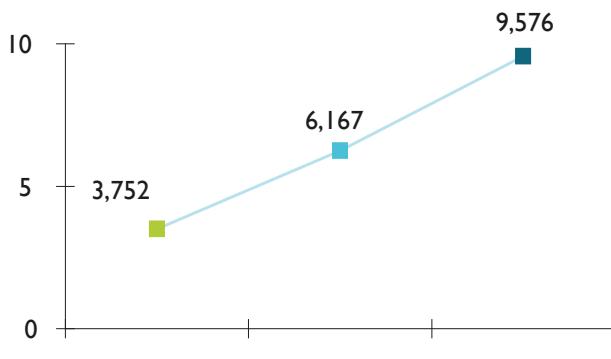
CLAIMS PAID



MANAGEMENT EXPENSES



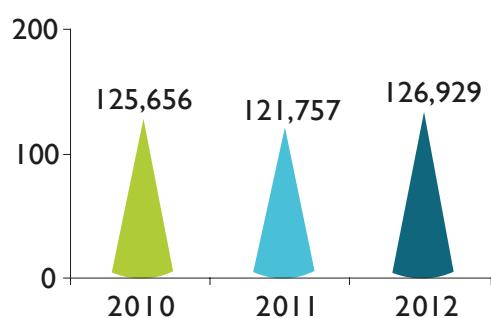
TECHNICAL RESULTS



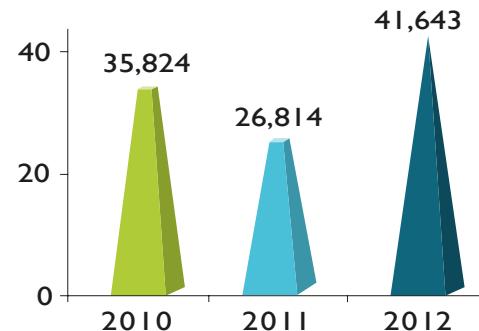
TECHNICAL & MISCELLANEOUS RISKS INSURANCE

In MD

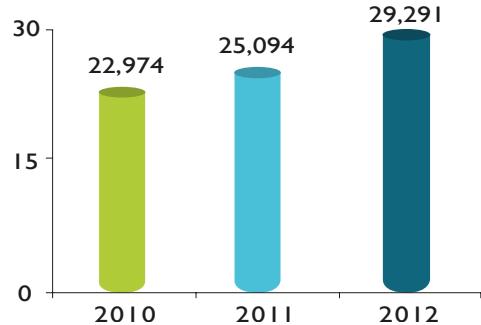
WRITTEN PREMIUMS



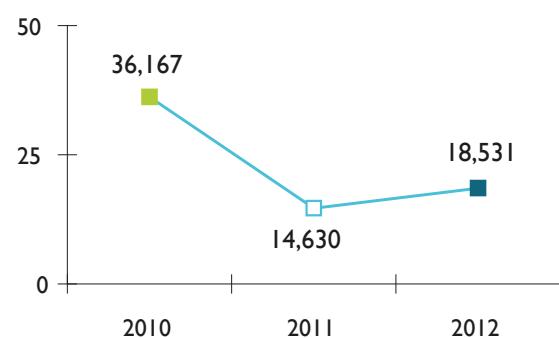
CLAIMS PAID



MANAGEMENT EXPENSES



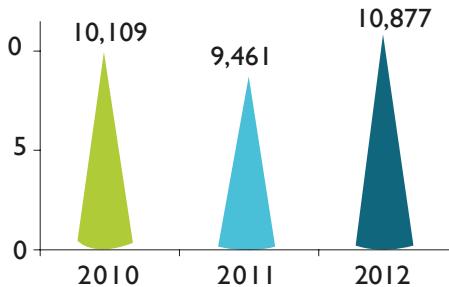
TECHNICAL RESULTS



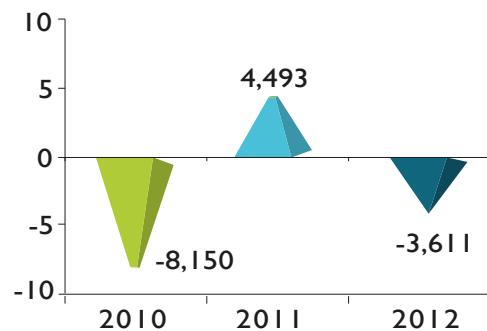
CREDIT INSURANCE

In MD

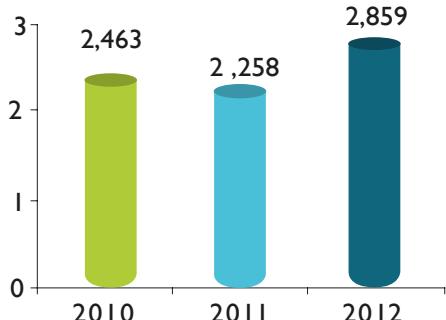
WRITTEN PREMIUMS



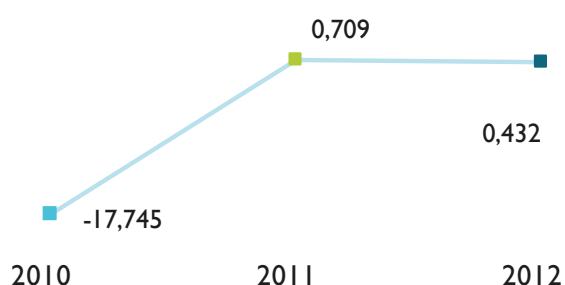
CLAIMS PAID



MANAGEMENT EXPENSES



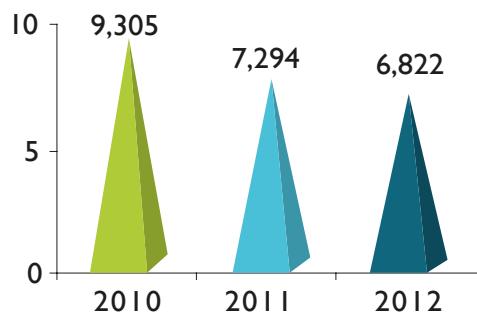
TECHNICAL RESULTS



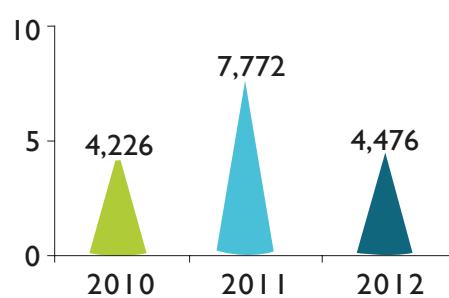
AGRICULTURAL INSURANCE

In MD

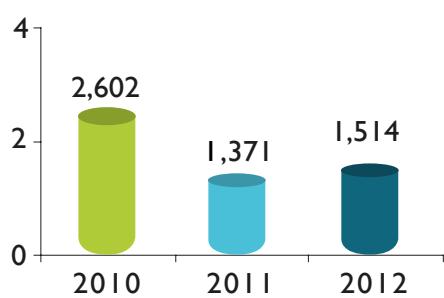
WRITTEN PREMIUMS



CLAIMS PAID



MANAGEMENT EXPENSES



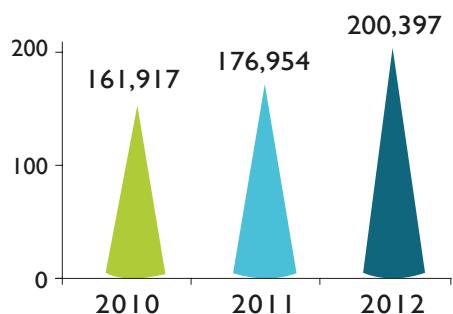
TECHNICAL RESULTS



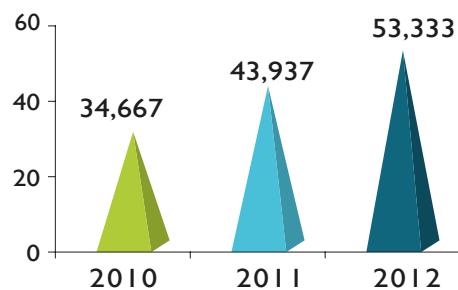
LIFE INSURANCE

In MD

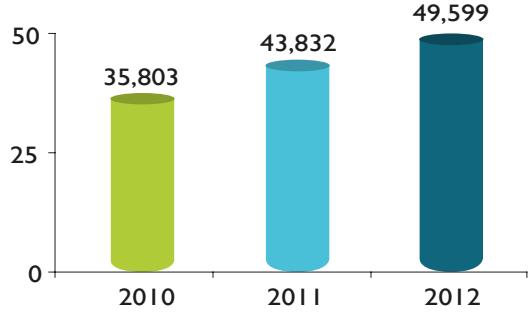
WRITTEN PREMIUMS



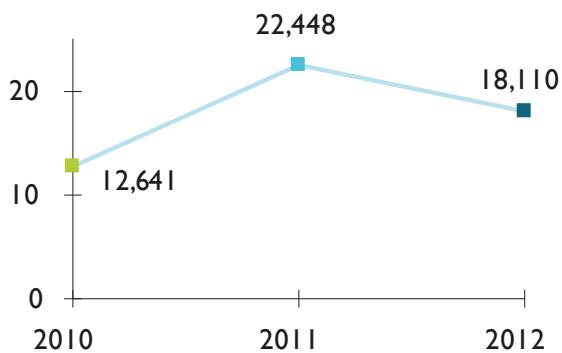
CLAIMS PAID



MANAGEMENT EXPENSES



TECHNICAL RESULTS



**MARKET TURNOVER BY BRANCH & BY INSURANCE COMPANIES
DIRECT BUSINESS & ACCEPTANCES / FINANCIAL YEAR 2012**

In TD

	Motor Insurance	Health Insurance	T. MISC. RISKS INSURANCE	Fire Insurance	Transport Insurance	Credit Insurance	Hail & Cattle Mortality Insurance	Workers' Compensation Insurance	Life Insurance	TOTAL (DIRECT BUSINESS)	TOTAL (DIRECT BUSINESS & ACCEPTANCES)	TOTAL (DIRECT BUSINESS & ACCEPTANCES)
STAR	115 566 870	65 040 176	16 469 972	9 888 694	15 465 938				9 677 925	232 109 575	1 480 446	233 590 021
COMAR	80 070 498	11 937 929	13 602 755	14 004 230	8 786 981	41 1 747	876 510	- 0 095	5 716 649	135 407 204	9 372 526	144 779 730
GAT	58 574 355	18 031 310	15 715 770	10 051 329	9 510 123		506 623		5 933 597	118 323 107	2 105 642	120 428 749
AMI	89 952 831	5 741 484	1 947 436	940 252	1 507 494				7 926 273	108 015 770		108 015 770
ASTREE	32 738 790	20 382 680	8 437 672	9 174 088	10 999 092	845 246	1 657 756		20 532 953	104 768 277	169 255	104 937 532
MAGHREBIA	32 201 394	22 440 167	22 290 907	18 223 764	4 929 377				100 085 609			100 085 609
CARTE	29 272 001	7 513 827	24 635 885	5 580 934	9 390 860	81 663				76 475 170	8 726	76 483 896
MAE	62 959 879	799 864	2 638 005	273 742	728 579				5 381 345	72 781 414		72 781 414
ASS.BIAT	18 270 618	11 433 515	4 970 831	4 704 344	6 394 331	10 994			19 700 717	65 485 350		65 485 350
LLOYD	33 923 898	5 606 655	5 927 434	3 847 864	2 482 381		155 889	- 164 438	4 981 017	56 760 700		56 760 700
GROUPE. CTAMA	25 470 268	8 861 338	8 307 082	2 215 177	1 686 502		3 625 212		4 933 494	55 099 073	283 197	55 382 270
SALIM	8 616 345	7 341 363	1 979 611	1 743 294	1 759 698				20 291 387	41 731 698		41 731 698
MAGHREBIA -VIE									34 010 387	34 010 387		34 010 387
CARTE- VIE									28 006 883	28 006 883		28 006 883
HAYETT									27 177 655			27 177 655
COTUNACE										6 059 543		6 059 543
AMINA										4 623 080		4 623 080
ASS.CREDIT										3 468 004		3 468 004
Z.TAKAFUL	112 789		6.004	26 408	11 959				1 503 323	1 660 483		1 660 483
TOTAL	587 730 536	185 130 308	126 929 364	80 674 120	73 653 315	10 877 197	6 821 990	- 164 533	200 396 685	1 272 048 982	13 419 792	1 285 468 774

**CLAIMS PAID BY BRANCH & BY INSURANCE COMPANIES
DIRECT BUSINESS & ACCEPTANCES / FINANCIAL YEAR 2012**

	Motor Insurance	Health Insurance	T. MISC. RISKS INSURANCE	Fire Insurance	Transport Insurance	Credit Insurance	Hail & Cattle Mortality Insurance	Workers' Compensation Insurance	Life Insurance	TOTAL DIRECT BUSINESS	TOTAL DIRECT BUSINESS & ACCEPTANCES
STAR	76 251 961	59 051 696	5 763 329	3 226 064	- 2 919 053			1 530 688	2 237 959	145 142 644	780 197
COMAR	56 450 985	12 253 635	3 509 102	4 286 161	792 317		494 902	443 973	1 809 252	80 040 327	7 482 440
GAT	29 217 589	15 779 004	13 531 648	10 048 901	1 260 004		169 543	504 813	3 172 269	73 683 771	1 553 339
AMI	66 610 006	4 714 063	397 279	57 923	22 843			1 064 701	72 866 815		72 866 815
MAGHREBIA	20 386 907	22 326 228	8 499 023	17 386 464	639 912				69 238 534		69 238 534
ASTREE	20 670 355	16 608 104	1 259 651	7 075 632	1 808 501	76 615	377 201	128 076	5 352 313	53 356 448	37 212
LLOYD	23 781 105	4 366 744	1 225 999	10 597 863	822 984	80 422	64 862	834 579	41 774 558		41 774 558
CARTE	17 306 618	6 215 552	4 019 460	10 428 238	2 629 854	350 524	480 457		41 430 703	1 351	41 432 054
MAE	32 377 312	448 047	101 436	10 587	0 732			825 124	33 763 238		33 763 238
ASS.BIAT	10 319 137	8 683 656	2 868 917	5 917 196	627 220	0 015		4 435 149	32 851 330		32 851 330
G.CTAMA	15 659 731	9 292 019	199 276	505 119	262 511		3 353 617	330 611	1 601 622	31 204 506	78 882
SALIM	6 491 675	5 264 221	266 590	63 305	605 635			5 479 767	18 271 193		18 271 193
MAGHREBIA -VIE								9 159 663	9 159 663		9 159 663
CARTE- VIE								8 908 787	8 908 787		8 908 787
HAYETT								6 988 467	6 988 467		6 988 467
AMINA								1 459 548	1 459 548		1 459 548
ASS.CREDIT						435 332			435 332		435 332
Z.TAKAFUL	15 279		1 683	3 974	4 315			3 950	29 201		29 201
COTUNACE						- 4 474 376			- 4 474 376		- 4 474 376
TOTAL	375 538 660	165 003 009	41 643 393	69 707 427	6 557 775	- 3 611 890	4 475 685	3 483 480	53 333 150	716 130 689	9 933 421
											726 064 110

OPERATING STATEMENT OF 2012 BY BRANCH
(Direct Business & Acceptances)

In TD

	MOTOR	HEALTH	T. MISC. RISKS INSURANCE	FIRE	TRANSPORT	CREDIT	AGRIC. RISKS	WORKERS' COMPENSATION	LIFE	UNDER-TOTAL	ACCEPTANCES	TOTAL (DB+ACC.)
1	Earned premiums	570 335 595	185 275 498	124 916 491	77 838 979	76 813 811	11 157 690	6 763 605	- 164 533	200 396 685	1 253 333 821	13 158 265
2	Written premiums	587 730 536	185 130 308	126 929 364	80 674 120	73 653 315	10 877 197	6 821 990	- 164 533	200 396 685	1 272 048 982	13 419 792
3	Variation of provisions for unearned premiums	- 17 394 941	145 190	- 2 012 873	- 2 835 141	3 160 496	280 493	- 58 385	0	0	- 18 715 161	- 261 527
4	Services expenses	- 485 463 202	- 166 245 412	- 35 093 677	- 68 574 504	- 10 194 150	1 688 947	- 4 964 060	- 1 350 030	- 159 929 879	- 930 125 967	- 9 629 734
5	Paid services	- 375 538 660	- 165 003 009	- 41 643 393	- 69 707 427	- 6 557 775	3 611 890	- 4 475 685	- 3 483 480	- 53 333 150	- 716 130 689	- 9 933 421
6	Variation of provisions for various services	- 109 000 899	- 565 877	6 347 145	3 218 653	- 2 974 163	- 116 133	- 1 403 885	1 155 295	- 104 563 225	- 207 903 089	341 030
7	Provisions for levelling and balancing	0	- 96 831	70 096	0	0	- 478 600	9 425	0	- 1 261 562	- 1 757 472	0
8	Other technical expenses	- 923 643	- 579 695	132 475	- 2 085 730	- 662 212	- 1 328 210	906 085	978 155	- 771 942	- 4 334 717	- 37 343
9	Subscription balance	84 872 393	19 030 086	89 822 814	9 264 475	66 619 661	12 846 637	1 799 545	- 1 514 563	40 466 806	323 207 854	3 528 531
10	Acquisition expenses	- 60 118 934	- 10 944 674	- 13 575 525	- 11 661 522	- 6 994 638	- 1232 531	- 906 981	12 349	- 35 532 333	- 140 954 789	- 2 602 977
11	Other net management expenses	- 60 827 133	- 13 558 822	- 15 715 728	- 8 049 132	- 6 251 237	- 1626 265	- 607 031	- 337 725	- 14 066 660	- 121 039 733	- 788 909
12	Net acquisition and management expenses	- 120 946 067	- 24 503 496	- 29 291 253	- 19 710 654	- 13 245 875	- 2 858 796	- 1 514 012	- 125 176	- 49 598 993	- 261 994 522	- 3 391 886
13	Net allocated investment income	50 164 034	4 271 124	8 435 071	6 828 993	2 951 188	507 435	532 268	1 298 859	29 013 434	104 002 406	397 978
14	Participation in results	- 644 618	- 2 264 571	- 1 288 651	- 383 307	- 1 866 383	- 325 179	2 088	0	- 3 929 063	- 10 699 684	- 5 890
15	Financial balance	49 519 416	2 006 533	7 146 420	6 445 686	1 084 805	182 256	534 336	1 298 859	25 084 371	93 302 722	392 088
16	Reinsures' share on the earned premiums	- 32 183 986	- 3 591 736	- 69 245 160	- 56 941 761	- 56 628 695	- 7 623 952	- 4 667 205	484	- 20 105 605	- 250 987 616	- 237 756
17	Reinsures' share on paid services	4 236 086	1 283 694	23 863 597	63 636 989	7 343 913	- 4242 192	2 000 486	724 310	4 570 142	103 417 025	56 829
18	Reinsures' share on the provision expenses	3 569 381	320 728	- 16 123 497	- 6 595 745	3 104 315	- 139 278	773 991	- 864 641	10 206 472	- 5 748 274	52 041
19	Reinsures' share on the provision for the participation in profits and refunds to reinsurers	0	0	677 762	- 936 037	496 756	209 179	257 883	0	283 288	988 831	0
20	Commissions received from reinsurers	8 688 538	313 529	11 739 223	14 584 218	7 656 519	2 058 585	551 491	0	7 166 885	52 758 988	11 242
21	Other elements of debit or credit charged to reinsurers	- 41 862	0	- 59 160	- 171 396	- 14 388	0	0	0	37 054	- 249 752	0
22	Reinsurance balance	- 15 731 843	- 1 673 785	- 49 147 235	13 576 268	- 38 041 580	- 9 737 658	- 1 083 354	1 139 847	2 158 236	- 99 820 798	- 117 644
23	Technical results	- 2 286 101	- 5 140 642	18 530 746	9 575 775	1 6 417 011	432 439	- 263 465	- 680 927	18 110 420	54 695 256	411 089
												55 106 345

OPERATING STATEMENT OF 2012 BY BRANCH
(Non-Life & Life)

In TD

	MOTOR	HEALTH	TNSC RISKS INSURANCE	FIRE	TRANSPORT	CREDIT	AGRIC RISKS	WORKERS' COMPENSATION	ACCEPTANCES	TOTAL (NON LIFE)	LIFE	TOTAL (LIFE & NON LIFE)
Earned premiums	570 335 595	185 275 498	124 916 491	77 838 379	76 813 811	11 157 690	6 763 605	- 164 533	13 158 265	1 066 095 401	200 396 685	1 266 492 086
Written premiums	587 730 536	185 130 308	126 929 364	80 674 120	73 653 315	10 877 197	6 821 990	- 164 533	13 419 792	1 085 072 089	200 396 685	1 285 468 774
Variation of provisions for unearned premiums	- 17 394 941	145 190	- 2 012 873	- 2 835 141	3 160 496	280 493	- 58 385	0	- 261 527	- 18 976 688	0	- 18 976 688
Services expenses	- 485 463 202	- 166 245 412	- 35 093 677	- 68 574 504	- 10 194 150	1 688 947	- 4 964 060	- 1 350 030	- 9 629 734	- 779 825 822	- 159 929 879	- 939 755 701
Paid services	- 375 538 660	- 165 003 009	- 41 643 393	- 69 707 427	- 6 557 775	361 1890	- 4 475 685	- 3 483 480	- 9 933 421	- 672 730 960	- 53 333 150	- 726 064 110
Variation of provisions for various services	- 109 000 899	- 565 877	6 347 145	3 218 653	- 2 974 163	- 116 133	- 1 403 885	1 155 295	341 030	- 102 998 834	- 104 563 225	- 207 562 059
Provisions for levelling and balancing	0	- 96 831	70 096	0	0	- 478 600	9 425	0	0	- 495 910	- 1 261 562	- 1 757 472
Other technical expenses	- 923 643	- 579 695	132 475	- 2 085 730	- 662 212	- 1328 210	906 085	978 155	- 37 343	- 3 600 118	- 771 942	- 4 372 060
Subscription balance	84 872 393	19 030 086	89 822 814	9 264 475	66 619 661	12 846 637	1 799 545	- 1 514 563	3 528 531	286 269 579	40 466 806	326 736 385
Acquisition expenses	- 60 18 934	- 10 944 674	- 13 575 525	- 11 661 522	- 6 994 638	- 1232 531	- 906 981	12 349	- 2 602 977	- 108 025 433	- 35 532 333	- 143 557 766
Other net management expenses	- 60 827 133	- 13 558 822	- 15 715 728	- 8 049 132	- 6 251 237	- 1626 265	- 607 031	- 337 725	- 788 909	- 107 761 982	- 14 066 660	- 121 828 642
Ner acquisition and management expenses	- 120 946 067	- 24 503 496	- 29 291 253	- 19 710 654	- 13 245 875	- 2 858 796	- 1 514 012	- 325 376	- 3 391 886	- 215 787 415	- 49 596 993	- 265 386 408
Net allocated investment income	50 164 034	4 271 124	8 435 071	6 828 993	2 951 188	507 435	532 268	1 298 859	397 978	75 386 950	29 013 434	104 400 384
Participation in results	- 644 618	- 2 264 571	- 1 288 651	- 383 307	- 1 866 383	- 325 179	2 088	0	- 5 890	- 6 776 511	- 3 929 063	- 10 705 574
Financial balance	49 519 416	2 006 553	7 146 420	6 445 686	1 084 805	182 256	534 356	1 298 859	392 088	68 610 439	25 084 371	93 694 810
Reinsures' share on the earned premiums	- 32 183 986	- 3 591 736	- 69 245 160	- 56 941 761	- 56 628 695	- 7 623 952	- 4 667 205	484	- 237 756	- 231 119 767	- 20 105 605	- 251 225 372
Reinsures' share on paid services	4 236 086	1 283 694	23 863 597	63 636 989	7 343 913	- 4242 192	2 000 486	724 310	56 829	98 903 712	4 570 142	103 473 854
Reinsures' share on the provision expenses	3 569 381	320 728	- 16 123 497	- 6 595 745	3 104 315	- 139 278	773 991	- 864 641	52 041	- 15 902 705	10 206 472	- 5 696 233
Reinsures' share on the provision for the participation in profits and refunds	0	0	677 762	- 936 037	496 756	209 179	257 883	0	0	705 543	283 288	988 831
Commissions received from reinsurers	8 688 538	31 1529	11 739 223	14 584 218	7 656 519	2 058 585	551 491	0	11 242	45 592 103	7 166 885	52 758 988
Other elements of debit or credit charged to reinsurers	- 41 862	0	- 59 160	- 171 396	- 14 388	0	0	0	0	- 286 806	37 054	- 249 752
Reinsurance balance	- 15 731 843	- 1 673 785	- 49 147 235	13 576 268	- 38 041 580	- 9 737 658	- 1 083 354	- 139 847	- 117 644	- 102 096 678	2 158 236	- 99 938 442
Technical results	- 2 286 101	- 5 140 642	18 530 746	9 575 775	16 417 011	432 439	- 263 465	- 680 927	411 089	36 995 925	18 110 420	55 106 345

L'ASSURANCE TUNISIENNE en 2012



PDG : Mohamed Hedi Saadaoui
Adresse : Immeuble Assurances BIAT les jardins du lac 1053 les berges du lac
Téléphone : 00.21.67.1.179.820
Fax : 00.21.67.1.197.810
E-mail : general@Assurancesbiat.com.tn
Site Web : www.assurancesbiat.com.tn



DG : Sami Banaouas
Adresse : Immeuble Assurances SALIM, 5 Centre Urbain Nord 1003 Tunis,Tunisie
Téléphone : 00.21.67.1.948.700
Fax : 00.21.67.1.948.364
E-mail : ass.salm@planet.tn
Site Web : www.salm-ins.com



PDG : Mohamed D KHILI
Adresse : 92-94,Av. Hédi CHAKER 1002 Tunis
Téléphone : 00.21.67.1.843.900
Fax : 00.21.67.1.783.607
E-mail : amina@gat.com.tn
Site Web : www.amina.com.tn



PDG : Rachid BEN JEMIA
Adresse : Immeuble COMAR, Av Habib Bourguiba – 1001 Tunis
Téléphone : 00.21.67.1.340.899
Fax : 00.21.67.1.344.778
E-mail : dg@comar.com.tn
Site Web : www.comar.com.tn



DG : Abdelaziz DERBEL
Adresse : 64, Rue de Palestine 1002 Tunis
Téléphone : 00.21.67.1.788.800
Fax : 00.21.67.1.788.334
E-mail : magassur@maghrebia.com.tn
Site Web : www.maghrebia.com.tn



PDG : Souheila Chabchoub
Adresse : Rue 8006 Montplaisir 1002 Tunis
Téléphone : 00.21.67.1.908.600
Fax : 00.21.67.1.909.439
E-mail : cotunace.ddc@planet.tn
Site Web : www.cotunace.com.tn



DG : Habil Ben Hassine
Adresse : 24, Rue du Royaume d'Arabie Saoudie – 1002 Tunis-Tunisie
Téléphone : 00.21.67.1.840.488
Fax : 00.21.67.1.843.993
E-mail : contact@maghrebavia.com.tn
Site Web : www.maghrebavia.com.tn



PDG : Mohamed D KHILI
Adresse : 92-94,Av. Hédi CHAKER 1002 Tunis
Téléphone : 00.21.67.1.843.900
Fax : 00.21.67.1.783.607
E-mail : gat@gat.com.tn
Site Web : www.gat.com.tn



DG : Mourad SAIED
Adresse : 7,Rue 8010 Montplaisir 1002 Tunis
Téléphone : 00.21.67.1.903.565
Fax : 00.21.67.1.901.998
E-mail : info@assurcredit.com.tn
Site Web : www.assurcredit.com.tn



PDG : Taïeb BAYAHI
Adresse : Im. Lloyd, Av.Taher EL HADDAD, les Berges du lac- 1053 Tunis
Téléphone : 00.21.67.1.962.777
Fax : 00.21.67.1.962.440
E-mail : general@lloyd.com.tn
Site Web : www.lloyd.com.tn



DG : Lotfi BEZZARGA
Adresse : 13,Rue de Belgique 1055 Tunis
Téléphone : 00.21.67.1.322.333
Fax : 00.21.67.1.324.147
E-mail : mae.assurances@mae.tn
Site Web : www.mae.com.tn



PDG : Hassine DOGHRI
Adresse : Lot BC4 - Centre Urbain Nord Tunis
Téléphone : 00.21.67.1.184.000
Fax : 00.21.67.1.184.184
E-mail : dg@carte.com.tn
Site Web : www.carte.tn



PDG : Lamia Ben MAHMOUD
Adresse : Avenue du Japon - Monplaisir -BP29 1073 Tunis
Téléphone : 00.21.67.1.904.911
Fax : 00.21.67.1.904.930 / 00.21.67.1.906.173
E-mail : tunisre@tunisre.com.tn
Site Web : www.tunisre.com.tn



PDG : Afra BOUGHZOU
Adresse : Immeuble CRATE, Entrée B - Lot BC4 Centre Urbain Nord, 1082 Tunis
Téléphone : 00.21.67.1.184.160
Fax : 00.21.67.1.184.170
E-mail : marketing@carte.com.tn
Site Web : www.carte.tn/



DG : Ali CHRAIBI
Adresse : 95,Avenue de la liberté,1002 Tunis
Téléphone : 00.21.67.1.141.400
Fax : 00.21.67.1.141.494



PDG : M.Lassaad Zarrouk
Adresse : Square Avenue de Paris 1080 Tunis
Téléphone : 00.21.67.1.340.866
Fax : 00.21.67.1.340.835
E-mail : star@star.com.tn
Site Web : www.star.com.tn



DG : Lamjed BOUKHRIS
Adresse : 15,Rue Mauritanie 1002 Tunis
Téléphone : 00.21.67.1.784.544
Fax : 00.21.67.1.788.810
E-mail : ami.ass@planet.tn
Site Web : www.assurancesami.com



PDG : Mansour NASRI
Adresse : 6,Av. Habib THAMEUR 1069 Tunis
Téléphone : 00.21.67.1.340.933
Fax : 00.21.67.1.332.276
E-mail : ctama@planet.tn
Site Web : www.ctamaga.com



PDG : Rachid BEN JEMIA
Adresse : Immeuble COMAR, Av. Habib Bourguiba – 1001 Tunis
Téléphone : 00.21.67.1.333.400
Fax : 00.21.67.1.254.099
E-mail : dg@hayett.com.tn
Site Web : www.hayett.com.tn



PDG : Abdelmonem KOLSI
Adresse : 45,Av. Kheireddine Pacha 1080 Tunis
Téléphone : 00.21.67.1.792.211
Fax : 00.21.67.1.794.723
E-mail : courrier@astree.com.tn
Site Web : www.astree.com.tn



PDG : Abdellatif Châbane
Adresse : 13, Rue Borjine, Montplaisir 1073 Tunis
Téléphone : 00.21.67.0.015.160
Fax : 00.21.67.0.015.152
E-mail : a.chabane@elamanatakaful.com
Site Web : www.elamanatakaful.com



PDG : Makrem BEN SASSI
Adresse : Immeuble Zitouna TAKAFUL Bloc A-Avenue de la Bourse 1053 Lac II
Téléphone : 71.198.080
Fax : 71.198.053
E-mail : contact@zitounatakaful.com
Site Web : www.zitounatakaful.com.tn/Zitounatakaful.com

Rapport Annuel 2012



المجامعة التونسية لشركات التأمين: 9 مكرر نهج دلهي الجديدة 1002 تونس بلفيدر
الهاتف: 71 905 590 - 71 908 422 - الفاكس:
9 Bis Rue de la Nouvelle Delhi - 1002 Tunis-Belvédère
Tél.: 590 905 71 - Fax : 422 908 71 - E.mail : ftusa@planet.tn
Site web : WWW.ftusanet.org